



**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**11 Laurier St./11, rue Laurier**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**REQUEST FOR PROPOSAL  
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du**

**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes  
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> ONLINE SURVEY RFP		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> B8815-170230/B	<b>Date</b> 2019-05-27	
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> B8815-170230		
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XL-141-35728		
<b>File No. - N° de dossier</b> 141xl.B8815-170230	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2019-07-08</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>		
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Miller, Tracey		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 141xl
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 858-2651 ( )		<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-2675
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION ATT: SUZANNE ST-DENIS 365 LAURIER AVE W., JETS 19TH FL. GATINEAU Quebec K1A1L1 Canada		

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

—

**Cette page est remplacée par la page de couverture de l'Environnement automatisé de l'acheteur  
émise par TPSGC**

**DEMANDE DE SOUMISSION**  
**SOLUTION DE SONDAGE HÉBERGÉE EN LIGNE**  
**POUR**  
**IMMIGRATION, RÉFUGIÈS ET CITOYENNETÉ CANADA**

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX .....</b>	<b>6</b>
1.1 Introduction .....	6
1.2 Sommaire .....	6
1.3 Comptes rendus .....	7
<b>PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES .....</b>	<b>7</b>
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées .....	8
2.2 Présentation des soumissions .....	8
2.3 Ancien fonctionnaire .....	8
2.4 Demandes de renseignements - en période de soumission .....	10
2.5 Lois applicables .....	10
2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions .....	11
2.7 Données volumétriques .....	11
<b>PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS .....</b>	<b>11</b>
3.1 Instructions pour la préparation des soumissions .....	11
Le Canada demande que les documents soient identifiés, groupés et présentés en sections distinctes comme suit : .....	11
3.2 Section I : Soumission technique .....	14
3.3 Section III : Soumission financière .....	15
3.4 Section IV : Attestations .....	16
3.5 Section V: Renseignements supplémentaires .....	16
<b>PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>16</b>
4.1 Procédures d'évaluation .....	16
4.2 Évaluation technique .....	17
4.3 Évaluation financière .....	20

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

4.4	Méthode de sélection .....	21
<b>PARTIE 5 -</b>	<b>ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>23</b>
5.1	Attestations exigées avec la soumission .....	23
5.2	Attestation préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires	23
<b>PARTIE 6 -</b>	<b>EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES</b>	
<b>EXIGENCES</b>	<b>26</b>	
6.1	Exigences relatives à la sécurité.....	26
6.2	Exigences relatives à la sécurité – fournisseurs étrangers :.....	26
6.3	Capacité financière .....	28
<b>PARTIE 7 -</b>	<b>CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>28</b>
7.1	Besoin .....	28
7.2	Biens et(ou) services optionnels .....	29
7.3	Licence pour les services d'abonnement au logiciel.....	29
7.4	Octroi d'une licence.....	30
7.5	Services de soutien des logiciels.....	31
7.6	Clauses et conditions uniformisée .....	33
7.7	Exigences relatives à la sécurité.....	33
7.8	Protection et securite des donnees stockees dans des bases de donnees pour les entrepreneurs canadiens et etrangers.....	37
7.9	Durée du contrat .....	43
7.10	Date de livraison .....	44
7.11	Responsables .....	44
7.12	Divulgateion proactive des marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires .....	45
7.13	Paiement .....	45
7.14	Instructions relatives à la facturation.....	49
7.15	Attestations .....	50
7.16	Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur .....	50
7.17	Lois applicables.....	50
7.18	Ordre de priorité des documents .....	50
7.19	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien) .....	51
7.20	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger).....	51
7.21	Exigences en matière d'assurance .....	51
7.22	Limitation de la responsabilité – gestion de l'information/technologie de l'information	51
7.23	Entrepreneur en coentreprise .....	53
7.24	Formation .....	53

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

7.25	Préservation des supports électroniques.....	54
7.26	Accès aux biens et aux installations du Canada .....	54
7.27	Aucune interruption des services.....	54
7.28	Services de transition à la fin du contrat.....	54
7.29	Résiliation pour des motifs de commodité .....	55

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## Liste des annexes du contrat subséquent :

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Critères d'évaluation
Annexe C	Base de paiement
Annexe D	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
Annexe E	Gouvernement du Canada Profil des mesures de sécurité pour les services du GC fondé sur l'informatique en nuage
Annexe F	Exigences de filtrage de sécurité
Annexe G	Critères techniques de sécurité obligatoires
Annexe H	Critères cotes pour les critères techniques de sécurité obligatoires
Annexe I	Formulaire du soumissionnaire

## Formulaires :

- Formulaire 1 - Formulaire de présentation de la soumission
- Formulaire 2 - Formulaire de justification à l'appui de la conformité technique
- Formulaire 3- Formulaire d'attestation du fabricant original de matériel (FOM)
- Formulaire 4 - Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel
- Formulaire 5- Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel
- Formulaire 6- Formulaire de déclaration
- Formulaire 7- Formulaire de liste de noms

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

# DEMANDE DE SOUMISSIONS POUR UNE SOLUTION DE SONDAGE HÉBERGÉE EN LIGNE POUR IMMIGRATION, RÉFUGIÉS ET CITOYENNETÉ CANADA

## PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1.1 Introduction

La demande de soumissions compte sept parties ainsi que des annexes et des pièces jointes, comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leurs soumissions;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre;
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des besoins et toute autre annexe.

### 1.2 Sommaire

- (a) Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) cherche à obtenir initialement une solution de sondage entièrement hébergée en ligne et offerte sur le marché pour environ 100 clients utilisateurs.
- (b) La solution de sondage hébergée en ligne doit satisfaire à toutes les exigences énoncées à l'annexe A – Énoncé des besoins. La solution de sondage hébergée en ligne doit également comprendre une garantie ainsi que les documents y afférents. Des services de formation doivent aussi être fournis sur demande. La demande de soumissions vise l'attribution d'un

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

contrat d'un an, auquel s'ajoutent quatre options irrévocables d'un an chacune permettant au Canada de prolonger la durée du contrat. Toutes les composantes de la solution de sondage hébergée en ligne doivent être à la disposition des utilisateurs clients en tout temps, en anglais et en français, et doivent fonctionner en permanence, conformément à l'énoncé des besoins, dans l'environnement opérationnel du client décrit dans la demande de soumissions.

- (c) Le terme « **utilisateur client** » s'applique aux employés du gouvernement du Canada, aux membres du personnel du Cabinet du ministre, et à d'autres personnes autorisées par le client à fournir des services liés aux activités d'affaires du client, y compris les fonctionnaires d'autres ministères et les entrepreneurs ou experts-conseils exécutant ponctuellement des travaux pour le client. Bien que le Canada puisse mettre la solution de sondage hébergée en ligne à la disposition de l'ensemble des clients, cette demande de soumissions n'empêche nullement l'application par le Canada d'une autre méthode d'approvisionnement pour toute autre entité du gouvernement du Canada ayant des besoins similaires
- (d) **Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)** est le premier client qui utilisera la **solution de sondage hébergée en ligne** (la « solution logicielle »). Par ailleurs, la présente demande de soumissions permettra au Canada de mettre la solution logicielle à la disposition de tous les ministères ou de toutes les sociétés d'État (selon la définition de ces termes dans la *Loi sur la gestion des finances publiques*) ou encore de toute autre partie pour le compte de laquelle le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux est autorisé à agir, à l'occasion, en vertu de l'article 16 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* (chaque partie étant un « **Client** »). Bien que le Canada puisse mettre la solution logicielle à la disposition de l'ensemble des clients, cette demande de soumissions n'empêche nullement l'application par le Canada d'une autre méthode d'approvisionnement pour toute autre entité du gouvernement du Canada ayant des besoins similaires. Lorsque la solution logicielle est mise à la disposition de clients autres que le client initial, tout service professionnel ou de formation requis sera obtenu par le biais d'un contrat distinct.
- (e) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet, reportez-vous à la partie 6 (Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences) et à la partie 7 (Clauses du contrat subséquent). Pour plus de renseignements concernant les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organisations et sur les clauses de sécurité, les soumissionnaires devraient se référer au site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).
- (f) Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili (ALECC), l'Accord de libre-échange Canada-Pérou, l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, l'Accord de libre-échange Canada-Panama (s'il est exécutoire), et d'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

### 1.3 Comptes rendus

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES



Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre se trouvent dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- (c) Le document 2003 (2017-04-27), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de divergence entre les clauses du document 2003 et de la présente, les dispositions pertinentes de la présente prévalent.
- (d) Le paragraphe 3 de la Section 01 - Dispositions relatives à l'intégrité – soumission, des instructions uniformisées 2003, incorporées ci-haut par renvoi, est supprimée et remplacée par ce qui suit :

### 3. Liste de noms

- (a) Les soumissionnaires qui sont incorporés ou une entreprise à propriétaire unique, y compris ceux soumissionnant à titre de coentreprise, ont déjà fourni une liste complète des noms de tous les administrateurs du soumissionnaire, ou le nom du ou des propriétaire(s), au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA).
- (b) Ces soumissionnaires doivent immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms des administrateurs pendant ce processus d'approvisionnement.
- (e) Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifiée comme suit :
  - (i) Supprimer : 60 jours
  - (ii) Insérer : 365 jours

## 2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.
- (b) En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

## 2.3 Ancien fonctionnaire

- (a) Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

(b) **Définition**

Aux fins de cette clause, « ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (i) un individu;
- (ii) un individu qui s'est incorporé;
- (iii) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- (iv) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

(c) **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

(d) **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (iii) la date de la cessation d'emploi;
- (iv) le montant du paiement forfaitaire;
- (v) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- (vii) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

**2.4 Demandes de renseignements - en période de soumission**

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 10 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les soumissionnaires doivent citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question. Ils doivent prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec précision. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusive » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention exclusive feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

**2.5 Lois applicables**

- (a) Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans Ontario.

**Remarque à l'intention des soumissionnaires:** À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

lois applicables indiquées. *Les soumissionnaires doivent préciser sur le formulaire de présentation de la soumission, la province ou le territoire canadien de leur choix pour tout contrat subséquent.*

## 2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Si les soumissionnaires estiment pouvoir améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des besoins contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles soient soumises à l'autorité contractante conformément au paragraphe intitulé « Demandes de renseignements - en période de soumission ». Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

## 2.7 Données volumétriques

Les données volumétriques du client sont décrites dans L'Annexe C. Les données comprises dans la demande de soumissions ont été fournies aux soumissionnaires afin de comparer les soumissions au cours de l'évaluation financière des soumissions ou pour aider à la préparation de leurs soumissions. L'inclusion de ces données dans la présente demande de soumissions ne représente pas un engagement de la part du Canada que l'utilisation future de la solution de sondage hébergée en ligne correspondra à ces données. Elles sont fournies strictement à titre informatif.

# PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

## 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- a) Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des Instructions uniformisées 2003 incorporées par référence. Les soumissionnaires doivent de soumettre leur soumission dans une transmission unique. Le service Connexion postal a la capacité de transmettre plusieurs documents par transmission jusqu'à un maximum de 1 Go par document.

Le Canada demande que les documents soient identifiés, groupés et présentés en sections distinctes comme suit :

- (i) Section I: Soumission technique
- (ii) Section II: Soumission financière
- (iii) Section III: Attestations
- (iv) Section IV: Renseignements supplémentaires

- b) Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, Le Canada demande aux soumissionnaires de présenter leur soumission en sections distinctes, comme suit :
  - i. Section I : Soumission technique (2 copies papier)
  - ii. Section II : Soumission financière (2 copie papier)

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

iii. Section III : Attestations (2 copies papier)

iv. Section IV : Renseignements supplémentaires (2 copies papier).

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

c) En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ne seront pas acceptées.

d) **Format de la soumission** : Le Canada demande aux soumissionnaires de suivre les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

(v) utiliser du papier de 8,5 po sur 11 po (216 mm sur 279 mm);

(vi) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumission;

(vii) inclure, sur le dessus de chaque volume de la soumission, une page titre comprenant le titre, la date, le numéro de l'invitation à soumissionner, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de la personne-ressource;

(viii) produire une table des matières.

e) **Politique d'achats écologique du Canada** : En avril 2006, le Canada a publié une politique exigeant des ministères et des organismes fédéraux qu'ils prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Voir la Politique d'achats écologiques, qui se trouve à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.htm>. Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

i. utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;

ii. utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt que couleur, impression recto verso, et des agrafes ou des trombones plutôt qu'une reliure Cerlox, une reliure à attaches ou une reliure à anneaux.

f) **Présentation d'une seule soumission**:

Un soumissionnaire, y compris ses entités liées, pourra uniquement soumettre une seule soumission en réponse à la présente invitation à soumissionner. Si un soumissionnaire ou une entité liée participe à plusieurs soumissions (participer signifie faire partie du soumissionnaire, et non pas être un sous-traitant), le Canada accordera deux (2) jours ouvrables à ces soumissionnaires pour indiquer la soumission unique que le Canada devra examiner. Le Canada choisira, à sa discrétion, la soumission qu'il examinera.

Aux fins du présent article, peu importe la province ou le territoire où les entités ont été constituées en société ou formées juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une société, d'un partenariat, etc.), une entité est considérée comme étant « **liée** » à un soumissionnaire :

(A) s'il s'agit de la même personne morale (c'est-à-dire la même personne physique, société, société de personnes à responsabilité limitée, le même partenariat, etc.);

(B) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

(C) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre agences ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou en ont entretenu une au cours des deux années ayant précédé la clôture des soumissions;

(D) les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers.

Les membres individuels d'une coentreprise ne peuvent pas participer à une autre soumission en présentant eux-mêmes une soumission ou en participant à une autre coentreprise.

**g) Expérience de la coentreprise :**

Si le soumissionnaire est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut citer l'expérience qu'il a acquise en tant que coentreprise.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de L et O. Dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire démontre son expérience en prestation de services de maintenance et de services de dépannage pendant une période de 24 mois pour un client ayant au moins 10 000 utilisateurs. En tant que coentreprise (composée de L et O), le soumissionnaire a déjà réalisé ce travail. Il peut donc citer cette expérience pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence. Si L a acquis cette expérience alors qu'il était en coentreprise avec une tierce partie, N, cette expérience ne peut pas être utilisée parce que N ne fait pas partie de la coentreprise qui présente une soumission.

Une coentreprise peut se fonder sur l'expérience de l'un de ses membres pour satisfaire à tout critère technique de la présente demande de soumissions.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de X, Y et Z. Si, dans la demande de soumissions, on exige que : a) le soumissionnaire ait trois ans d'expérience dans la prestation de services de maintenance, et b) que le soumissionnaire ait deux ans d'expérience dans l'intégration de matériel dans des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour un critère donné, par exemple les trois années d'expérience exigées dans la prestation de services d'entretien, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois ans. Une telle réponse serait déclarée non conforme.

Les membres de la coentreprise ne peuvent pas combiner leurs compétences avec celles d'autres membres de coentreprise pour satisfaire à un seul critère technique de la présente demande de soumissions. Toutefois, un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, le soumissionnaire doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si le soumissionnaire n'a pas précisé le membre de la coentreprise qui satisfait à l'exigence, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de soumettre les renseignements pendant la période d'évaluation. Les soumissionnaires qui ne fourniront pas les renseignements requis dans le délai établi par l'autorité contractante verront leurs soumissions déclarées non conformes.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de A et B. Si, dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire ait de l'expérience dans la prestation de ressources pour un minimum de 100 jours facturables, le soumissionnaire peut démontrer son expérience en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par A;
- les contrats signés par B;
- les contrats signés par A et B en coentreprise;
- les contrats signés par A et les contrats signés par A et B en coentreprise;

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- les contrats signés par B et les contrats signés par A et B en coentreprise.

Le tout totalise 100 jours ouvrables.

Les soumissionnaires qui ont des questions concernant l'évaluation des soumissions présentées par des coentreprises devraient les poser dans le cadre du processus de demande de renseignements, le plus tôt possible durant la période de soumission.

### 3.2 Section I : Soumission technique

- a) Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.
- b) La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points visés par les critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires abordent les sujets en reprenant l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.
- c) La soumission technique comprend ce qui suit:
  - (i) **Formulaire de présentation des soumissions** : Les soumissionnaires devraient joindre le formulaire de présentation des soumissions - pièce jointe 1 à leur soumission. Ce formulaire constitue un document général sur lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation de la soumission et de l'attribution du contrat, tels que le nom d'une personne-ressource et leur numéro d'entreprise – approvisionnement, etc. L'utilisation de ce formulaire pour fournir les renseignements n'est pas obligatoire, mais elle est recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation des soumissions sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.
  - (ii) **Justification à l'appui de la conformité technique (Attached as Form "2")** : Dans la soumission technique, le soumissionnaire doit prouver sa conformité ainsi que celle de la solution et qu'il propose aux articles de l'annexe A (Énoncé des travaux) précisés dans le formulaire de justification à l'appui de la conformité technique, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. Il n'est pas obligatoire que le formulaire de justification à l'appui de la conformité technique traite des parties de la présente demande de soumissions qui ne sont pas mentionnées dans le formulaire. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il n'est pas suffisant de simplement déclarer que le soumissionnaire, ou la solution ou les produits qu'il propose, est conforme. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, le soumissionnaire sera jugé non conforme et sa soumission sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être indiquée par renvoi dans la colonne « Référence du Formulaire d'appui de la conformité technique, lorsque les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit dans la soumission où l'information peut être trouvée, y compris le titre du document et le numéro de page et de paragraphe. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

(iii) Plan de formation: Le soumissionnaire doit dresser les grandes lignes de l'ébauche du plan de formation qu'il propose, démontrant ainsi qu'il répond à l'ensemble des exigences obligatoires en matière de formation décrites dans l'Annexe A – Énoncé des besoins. Le plan de formation doit comprendre, au minimum : le matériel de cours distribué aux participants pendant la formation de 20 heures, en français et/ou en anglais, en ligne ou en personne (si c'est en personne, le soumissionnaire devra autoriser l'accès aux installations).

(iv) Coordonnées de clients cités en référence:

- A. Dans le cadre de son évaluation des soumissions, le Canada peut, mais n'aura aucune obligation de demander qu'un soumissionnaire fournisse des coordonnées de personnes citées en référence. Si le Canada envoie une telle demande écrite, le soumissionnaire aura 2 jours ouvrables pour fournir les informations nécessaires au Canada. À défaut de respecter ce délai, sa soumission sera jugée non recevable.
- B. Ces coordonnées de personnes citées en référence doivent chacune confirmer, [« quand » ou « si »] lorsque TPSGC le demande,
  1. les renseignements exigés à l'article « Vérification des références » qui consistent à confirmer que le soumissionnaire utilise la solution logicielle proposée depuis au moins douze (12) mois et qu'il l'utilisait toujours à la date de clôture des soumissions;
  2. les faits indiqués dans la soumission du soumissionnaire exigés à l'article « Vérification des références » montrant que le soumissionnaire a déjà fourni au client des services à distance à au moins 60 utilisateurs pendant au moins 12 mois et qu'il les utilisait toujours à la date de clôture des soumissions.
- C. Voici la question qui sera utilisée pour demander la confirmation des clients cités en référence :

[Exemples de questions destinées aux clients cités comme références : « Le soumissionnaire a-t-il fourni à votre organisation une solution logicielle pour les options A ou B? »]

\_\_\_\_\_ Oui, le soumissionnaire a fourni les services précités à mon organisation.

\_\_\_\_\_ Non, le soumissionnaire n'a pas fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.

\_\_\_\_\_ Je ne suis pas disposé à fournir l'information sur les services décrits ci-dessus ou je ne suis pas en mesure de le faire. Pour chaque client cité en référence, le soumissionnaire doit, au minimum, fournir le nom ainsi que le numéro de téléphone ou l'adresse courriel d'une personne-ressource. Si seul le numéro de téléphone est fourni, il sera utilisé pour demander l'adresse de courriel et la vérification des références se fera par courriel.

Les soumissionnaires doivent aussi donner le titre de la personne-ressource. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la personne-ressource qu'il propose est au fait des services qu'il a offerts et qu'elle est prête à être citée en référence. Les références de l'État sont permises.

### 3.3 Section III : Soumission financière

- (a) **Établissement des prix:** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe « B ». Le montant total de la



Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément. Sauf indication contraire, les soumissionnaires doivent inclure un seul prix ferme tout compris, en devises canadiennes, dans chacune des cases à remplir des tableaux d'établissement des prix.

- (b) **Tous les coûts doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toutes les options de prolonger la durée du contrat. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer l'ensemble du matériel, des logiciels, des périphériques, du câblage et des composantes nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (c) **Prix non indiqués** : On demande aux soumissionnaires d'entrer «0,00\$» pour tout article qu'ils ne comptent pas facturer ou qui ont déjà été ajoutés à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vierge, le Canada considérera le prix comme étant «0,00\$» aux fins d'évaluation et pourrait demander au soumissionnaire de confirmer que le prix est bel et bien «0,00\$». Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix lors de cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un champ vierge est de 0,00\$, sa soumission sera déclarée non recevable.
- (d) **Fluctuation du taux de change**
  - (i) Clause du guide des CCUA C3011T (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

### 3.4 Section IV : Attestations

Il est obligatoire que les soumissionnaires présentent les attestations identifiées à la partie 5.

### 3.5 Section V: Renseignements supplémentaires

- (a) **Installations proposées du soumissionnaire nécessitant des mesures de sauvegarde**

Tel qu'indiqué à la Partie 6 à l'article Exigences relatives à la sécurité, le soumissionnaire doit fournir l'adresse complète de ses installations et celles des individus proposée pour lesquels des mesures de sauvegarde sont nécessaires à la réalisation des travaux.

Numéro civique/nom de rue, numéro d'unité/de bureau/d'appartement :  
 Ville province, territoire ou État :  
 Code postal/code zip :  
 Pays :

L'agent de sécurité d'entreprise (ASE) doit s'assurer, par l'entremise du programme de sécurité industrielle (PSI) que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé, tel que décrit à la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences.

On demande aux soumissionnaires d'indiquer ces renseignements dans leur formulaire de présentation des soumissions

## PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 4.1 Procédures d'évaluation

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation technique et financière. La méthode d'évaluation comporte plusieurs phases, qui sont décrites ci-après. Même si l'évaluation et la sélection seront effectuées par étape, le fait que le Canada soit passé à une étape ultérieure ne signifie pas que ce dernier a irréfutablement déterminé que le soumissionnaire a réussi les étapes précédentes. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines phases de l'évaluation.
- (b) Une équipe constituée de représentants du client et de TPSGC évaluera les soumissions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou à toute personne-ressource du gouvernement pour évaluer les soumissions. Tous les membres de l'équipe d'évaluation ne participeront pas nécessairement à tous les aspects de l'évaluation.
- (c) En plus de tous les autres délais prescrits dans la demande de soumissions:
  - (i) **Demandes de précisions:** si le Canada demande des précisions au soumissionnaire sur sa soumission ou qu'il veut vérifier la soumission, le soumissionnaire disposera d'un délai de 2 jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. À défaut de respecter ce délai, sa soumission sera jugée non recevable.
  - (ii) **Demandes de visites:** Si le Canada souhaite visiter les installations du soumissionnaire, ce dernier doit les mettre à sa disposition dans les 2 jours ouvrables suivant la date du préavis donné par l'autorité contractante.
  - (iii) **Demandes de renseignements supplémentaires:** Si le Canada demande des renseignements supplémentaires conformément à la section «Déroulement de l'évaluation» du document 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, afin de:
    - (A) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission;
    - (B) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitae des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire;
    - (C) le soumissionnaire doit soumettre les renseignements demandés par le Canada dans les 2 jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante.
  - (iv) **Prolongation du délai:** si le soumissionnaire a besoin de davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

## 4.2 Évaluation technique

- (a) **Évaluation des critères techniques obligatoires**
  - (i) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions désignés précisément par les termes «doit», «doivent» ou «obligatoire» constituent des exigences obligatoires. Les soumissions qui ne respectent pas toutes les exigences obligatoires, sans exception, seront déclarées irrecevables et rejetées.
  - (ii) Les critères techniques obligatoires sont décrits dans l'Annexe A – Énoncé des exigences

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- (iii) Si un soumissionnaire prétend que la version ultérieure d'un produit qui est mentionné dans sa soumission satisfera aux exigences obligatoires de la demande de soumissions, et que cette version ultérieure n'est pas disponible à la date de clôture des soumissions, la soumission sera rejetée.

(b) **Critères techniques cotés :**

- (i) Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par la mention d'une note. Les soumissionnaires qui présentent des soumissions qui ne sont pas complètes et qui ne contiennent pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence. Les critères techniques cotés sont décrites dans Annexe A- Énoncé des exigences.

(c) **Vérification des références :**

- (i) Le Canada effectuera la vérification des références par courriel. Le Canada acheminera toutes les demandes de vérification des références par courriel le même jour aux personnes-ressources citées en référence par les soumissionnaires dans leur soumission. Le Canada n'attribuera pas de points là où les soumissionnaires ne rencontrent pas les exigences obligatoires de l'expérience (le cas échéant) à moins que réponses ne soient reçues dans un délai de 5 jours ouvrables de la date à laquelle le courriel a été envoyé par le Canada.
- (ii) Le troisième jour après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en avisera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'elle doit répondre au Canada dans le délai de 5 jours prescrit. Si la personne nommée n'est pas disponible pendant la période d'évaluation, le soumissionnaire peut fournir le nom et les coordonnées d'une autre personne chez le même client. Cette possibilité ne sera offerte aux soumissionnaires qu'une fois par client, et ce uniquement si la personne nommée initialement n'est pas disponible (c'est-à-dire que le soumissionnaire ne pourra soumettre le nom d'une autre personne si la première personne-ressource indique qu'il ou elle ne souhaite pas répondre ou n'est pas en mesure de le faire). The Bidder will have 24 hours to submit the name of a new contact. La période de 5 jours ouvrables ne sera pas prolongée pour permettre à la nouvelle personne-ressource de répondre.
- (iii) En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne référence et celle fournie par le soumissionnaire, la première sera l'information évaluée.
- (iv) On n'accordera aucun point ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté (selon le cas) si (1) le client cité en référence indique qu'il n'est pas en mesure de fournir l'information demandée ou qu'il ne veut pas le faire, ou (2) le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale du soumissionnaire). De même, on n'accordera aucun point au soumissionnaire ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou autre entité qui a des liens de dépendance avec le soumissionnaire.
- (v) La vérification des références n'est pas obligatoire, TPSGC peut choisir d'y recourir ou non. Toutefois, si TPSGC choisit de le faire pour quelque exigence cotée ou obligatoire que ce soit, il vérifiera les références des soumissionnaires dont la candidature n'a pas été jugée irrecevable à ce stade de l'évaluation.

(d) **Contrôle de validation de la soumission classée au premier rang :**

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Dans le cadre du contrôle de validation de la soumission, le Canada examinera la solution proposée dans la soumission classée au premier rang (établi après l'évaluation financière) afin de confirmer qu'elle fonctionnera comme décrit dans la soumission et qu'elle satisfait aux exigences en matière de fonctionnalité technique décrites dans Annexe A – Énoncé des exigences. Le contrôle de validation de la soumission aura lieu dans la région de la capitale nationale à un emplacement fourni par le Canada qui recrée l'environnement technique décrit dans Énoncé des exigences. Il pourrait aussi avoir lieu dans un endroit au pays choisi par le soumissionnaire classé au premier rang, si cet endroit est jugé convenable par l'autorité contractante et que le soumissionnaire accepte toute la responsabilité de recréer l'environnement technique décrit dans Énoncé des exigences. (Il revient à l'autorité contractante de déterminer si le soumissionnaire a su recréer correctement l'environnement technique). Le Canada assumera les coûts salariaux et de déplacement qu'il aura engagés relativement au contrôle de validation.

Après avoir été informé par l'autorité contractante, le soumissionnaire aura un maximum de 7 jours ouvrables pour commencer l'installation de la solution logicielle proposée. L'installation doit être terminée et fonctionnelle dans un délai de 5 jours ouvrables suivant le début de l'installation (à raison de 7,5 heures par jour, durant les heures normales de travail déterminées par l'autorité contractante. Le Canada effectuera alors le contrôle de validation. Un maximum de 2 représentants du soumissionnaire peut être présent pendant le contrôle de validation de la soumission. Le ou les représentants nommés dans la soumission pour la fourniture du soutien technique devraient être joignables par téléphone pour des conseils techniques et des clarifications pendant le contrôle de validation de la soumission; toutefois, si un représentant n'est pas disponible, le Canada n'est pas obligé de retarder le contrôle de validation de la soumission. Une fois le contrôle de validation de la soumission commencé, il doit être achevé dans les 3 jours ouvrables. Les jours ouvrables sont du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00.

Le Canada consignera les résultats du contrôle de validation de la soumission. Si le Canada détermine que la solution proposée ne satisfait pas à une exigence obligatoire de la demande de soumissions, la soumission ne passera pas le contrôle de validation de la soumission et sera rejetée. À la suite du contrôle de validation de la soumission, le Canada peut réduire la note accordée au soumissionnaire pour toute exigence cotée si ce contrôle ne valide pas la note attribuée au soumissionnaire en fonction de sa soumission écrite. La note du soumissionnaire ne sera pas augmentée à la suite d'un contrôle de validation de la soumission. S'il réduit la note du soumissionnaire à la suite du contrôle de validation, le Canada procédera à un nouveau classement des soumissionnaires.

Dans le cadre du contrôle de validation de la soumission, le soumissionnaire accorde au Canada une licence restreinte d'utilisation de la solution logicielle proposée par le soumissionnaire à des fins d'essai et d'évaluation.

Si, au cours de l'installation initiale du logiciel pour le contrôle de validation de la soumission, le soumissionnaire découvre que des fichiers pour les composantes logicielles précisées dans la soumission technique sont manquants ou corrompus, le soumissionnaire doit cesser le processus d'installation et aviser l'autorité contractante. Si l'autorité contractante détermine que les fichiers manquants ou corrompus font partie des composantes précisées dans la soumission technique, le Canada pourra donner au soumissionnaire la permission de présenter à l'autorité contractante les fichiers manquants ou les fichiers de remplacement pour les fichiers corrompus sur support électronique ou en consultant un site Web où les fichiers peuvent être téléchargés. Ces fichiers doivent avoir été diffusés au public dans le commerce avant la date limite de remise des soumissions. À la réception des fichiers sur support électronique ou lors du

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

téléchargement à partir du site Web, l'autorité contractante confirmera que (i) les fichiers ont été diffusés au public dans le commerce avant la date limite de remise des soumissions; (ii) les fichiers ne comprennent pas de nouvelles éditions ou versions du logiciel; (iii) les fichiers appartiennent à des composantes logicielles précisées dans la soumission technique; et (iv) le logiciel ne devra pas être recompilé pour pouvoir utiliser les fichiers. L'autorité contractante décidera, à sa seule discrétion, si les fichiers additionnels peuvent être installés pour le contrôle de validation de la soumission. En aucun cas, les fichiers nécessaires pour corriger des défauts de programmation ou de code du logiciel ne seront permis. Ce processus ne peut être utilisé qu'une seule fois, et ce seulement au cours de l'installation initiale du logiciel pour le contrôle de validation de la soumission.

#### 4.3 Évaluation financière

##### (a) Critères d'évaluation financière obligatoires :

L'évaluation financière sera effectuée en calculant le prix soumissionné total à l'aide des tableaux de prix remplis par les soumissionnaires.

TABLEAU A - PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION D'ÉVALUATION			
N° D'ARTICLE	DESCRIPTION	FORMULE	PRIX TOTAL (A)
1	Pour la prestation d'une solution de sondage hébergée en ligne et offerte sur le marché, y compris le logiciel de sondage en ligne, l'analyse des données, le logiciel de rapport, les services de maintenance et de soutien ainsi que la formation pour 100 licences d'utilisateurs, comme indiqué dans le tableau 1 de l'Annexe C.	Montant total du tableau 1 de l'Annexe C	\$
2	Au cours de la période initiale du contrat, pour la prestation d'une solution de sondage hébergée en ligne et offerte sur le marché, y compris le logiciel de sondage en ligne, l'analyse des données, le logiciel de rapport, la formation ainsi que les services de maintenance et de soutien pour 100 licences d'utilisateurs, comme indiqué dans le tableau 2 de l'Annexe C.	Montant total du tableau 2 de l'Annexe C	\$
3	Au cours des périodes d'option du contrat, pour la prestation d'une solution de sondage hébergée en ligne et offerte sur le marché, y compris le logiciel de sondage en ligne, l'analyse des données, le logiciel de rapport, la formation ainsi que les services de maintenance et de soutien pour 100 licences d'utilisateurs, comme indiqué	Montant total du tableau 3 de l'Annexe C	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	dans le tableau 3 de l'Annexe C.		
4	Pour les utilisateurs supplémentaires facultatifs décrits au tableau 4 de l'Annexe C.	Montant total du tableau 4 de l'Annexe C	\$
<b>PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION - (somme de la colonne A)</b>			<b>\$</b>

Clause du guide des CCUA A0220T (2014-06-26) Évaluation du prix - soumission

Clause du guide des CCUA A0222T (2014-06-26) Évaluation du prix – soumissionnaires établis au Canada et à l'étranger

**(b) Formules figurant dans les tableaux d'établissement des prix :**

Si les tableaux d'établissement des prix comprennent une formule, le Canada peut entrer les prix indiqués dans le formulaire fourni par les soumissionnaires dans un nouveau tableau, s'il estime que la formule ne fonctionne plus correctement dans la version fournie par le soumissionnaire.

#### **4.4 Méthode de sélection**

- (a) Pour être déclarée recevable, une soumission doit:
  - (i) respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
  - (ii) satisfaire à tous les critères obligatoires.
- (b) Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences (i) ou (ii) seront déclarées non recevables.
- (c) La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 70 % sera accordée au mérite technique et une proportion de 30 % (inscrire le pourcentage pour le prix) sera accordée au prix.
- (d) Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 70 %.
- (e) Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 30%.
- (f) Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
- (g) La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

La note globale est calculée selon le ratio suivant : 70 % pour les critères techniques et 30 % pour les critères financiers

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Formule : Note globale (du soumissionnaire) X 70 = Total n° 1 (évaluation technique)  
Maximum de points associés aux exigences cotées

Formule : Prix total évalué de la soumission recevable la moins-disante X 30 = Total n° 2  
Prix total de la soumission du soumissionnaire (évaluation financière)

Le tableau ci-dessous présente un **exemple** où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 60/40 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement.] Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$ (45).

Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (70%) et du prix (30%)				
		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		115/135	89/135	92/135
Prix évalué de la soumission		\$55,000.00	\$50,000.00	\$45,000.00
Calculs	Note pour le mérite technique	115/135 x 70 = 59.63	89/135 x 70 = 46.15	92/135 x 70 = 47.70
	Note pour le prix	45/55 x 30 = 24.54	45/50 x 30 = 27	45/45 x 30 = 30
Note combinée		84.17	73.15	77.7
Évaluation globale		1 <sup>er</sup>	3 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>

- (a) Les soumissionnaires devraient prendre note que toutes les attributions de contrat sont assujetties au processus d'approbation interne du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si un soumissionnaire a été recommandé en vue de l'attribution d'un contrat, un contrat ne sera accordé que si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.

Si plus d'un soumissionnaire est classé au premier rang en raison d'une note globale identique, alors le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note technique sera classé au premier rang.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## **PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

### **5.1 Attestations exigées avec la soumission**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

#### **(a) Déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### **5.2 Attestation préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires**

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

#### **(a) Dispositions relatives à l'intégrité – Liste de noms**

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.



Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

(b) **Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au programme de contrats fédéraux (PCF) » ([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au programme de contrats fédéraux (PCF) » au moment de l'attribution du contrat.

(c) **Attestation du soumissionnaire relative à la fourniture de matériel et de logiciels du commerce.**

Tout le matériel et tous les logiciels proposés pour satisfaire à ce besoin doivent être disponibles dans le commerce (à moins d'un énoncé contraire dans la présente demande de soumissions), ce qui signifie que chaque élément de matériel et de logiciel est disponible dans le commerce, n'exige aucune recherche ni développement supplémentaires et fait partie intégrante d'une gamme de produits existante dont le fonctionnement est éprouvé (c'est-à-dire qu'ils n'ont pas simplement fait l'objet d'essais en laboratoire ou dans un environnement expérimental). Si tout matériel ou logiciel proposé est une extension entièrement compatible d'une gamme de produits éprouvés, il doit avoir été annoncé publiquement au plus tard à la date de clôture des soumissions. En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que tout le matériel et tous les logiciels proposés sont disponibles dans le commerce.

(d) **Attestation de l'éditeur de logiciel et autorisation de l'éditeur de logiciel**

Si le soumissionnaire est l'éditeur de tout élément des produits logiciels privés proposés, le Canada exige que le soumissionnaire confirme, par écrit, qu'il est l'éditeur de logiciel. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel, l'utilisation de ce formulaire n'est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, le Canada déterminera, à sa seule discrétion, si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission irrecevable.

Tout soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les produits logiciels proposés dans le cadre de sa soumission doit présenter une preuve de l'autorisation de l'éditeur de logiciel, qui doit être signée par ce dernier (et non par le soumissionnaire). Aucun contrat ne sera attribué à un soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les logiciels privés proposés au Canada, à moins qu'une preuve de l'autorisation de ce dernier n'ait été fournie au Canada. Si les logiciels privés proposés par le soumissionnaire proviennent de plusieurs éditeurs de logiciel, une autorisation est exigée de chaque éditeur de logiciel. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel, l'utilisation de ce formulaire n'est pas obligatoire.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Pour les soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, le Canada déterminera, à sa seule discrétion, si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission irrecevable.

Dans le cadre de la présente demande de soumissions, « éditeur de logiciel » désigne le propriétaire de tout produit logiciel compris dans la soumission qui a le droit d'octroyer une licence (et d'autoriser d'autres personnes à octroyer une licence ou une sous-licence) pour ses produits logiciels.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## **PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES**

### **6.1 Exigences relatives à la sécurité**

- (a) Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
- (i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiquée à la partie 7, Clauses du contrat subséquent;
  - (ii) les individus proposées par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7, Clauses du contrat subséquent;
  - (iii) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.
  - (iv) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
  - (v) le soumissionnaire doit fournir l'adresse du ou des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents tel qu'indiqué à la Partie 3 - Section IV, Renseignements supplémentaires.
- (b) On rappelle aux soumissionnaires qu'ils doivent obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
- (c) Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de la sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).
- (d) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chaque membre de la coentreprise doit répondre aux exigences relatives à la sécurité.

### **6.2 Exigences relatives à la sécurité – fournisseurs étrangers :**

L'Autorité désignée en matière de sécurité pour le Canada (ADS canadien) pour les questions industrielles au Canada est la Direction de la sécurité industrielle internationale (DSII), Secteur de la sécurité industrielle (SSI), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). L'ADS canadien est chargée d'évaluer la conformité des soumissionnaires aux exigences en matière de sécurité pour les fournisseurs étrangers. Les exigences en matière de sécurité suivantes s'appliquent au soumissionnaire étranger destinataire, incorporés ou autorisés à faire des affaires dans un état autre que le Canada et qui assurent la prestation de services décrites dans l'énoncé des travaux ultérieur et s'ajoute aux exigences en matière de protection des renseignements personnels et de sécurité de l'annexe E aux exigences déjà identifiées à la section 7.5.1 Protection et sécurité des données stockées dans les bases de données.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- i. Les soumissionnaires doivent être dans un pays de l'Union européenne, dans un pays de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou dans un des pays avec lesquels le Canada a conclu une entente en matière de sécurité industrielle et un protocole d'entente bilatéral ou multinational. Le programme de sécurité des contrats (PSC) à des ententes en matière de sécurité industrielle, protocole d'entente bilatéral ou multinational industrielle avec les pays mentionnés au site suivant de TPSGC: <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/international-fra.html>.
- ii. Les soumissionnaires devront fournir une preuve qu'il est incorporé ou autorisé à faire affaire dans son champ de compétence dans leur juridiction, comme indiqué dans la partie 7 - Clauses du contrat subséquent.
- iii. Les soumissionnaires doivent en tout temps, être inscrits auprès de l'autorité nationale de supervision de la protection des renseignements personnels appropriée des pays dans lesquels ils sont incorporés ou autorisé à exercer des activités commerciales, comme indiqué dans la partie 7 - Clauses du contrat subséquent, 7.5 (b) Exigences relatives à la sécurité pour entrepreneur étranger, partie 9.
- iv. Les soumissionnaires devront fournir l'assurance qu'ils peuvent recevoir et entreposer sur place des renseignements/biens **CANADA PROTÉGÉ A et B**, comme il est indiqué à la partie 7 – Clauses du contrat subséquent, Annexe E et dans les exigences de sécurité informatique.
- v. Le lieu proposé pour les travaux et pour la protection des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité comme indiqué dans la partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
- vi. Les soumissionnaires doivent fournir les adresses des sites proposés ou des locaux de travail et la sauvegarde des documents.
- vii. Les personnes proposées par le soumissionnaire retenu qui ont besoin d'accès aux renseignements / biens **CANADA PROTÉGÉ** ou des lieux à accès restreint au Canada doivent CHAQUE subir une vérification de casier judiciaire valide, avec des résultats favorables, d'une agence gouvernementale reconnue ou d'une organisation du secteur privé **dans leur pays**, ainsi qu'une vérification d'antécédents, validé par l'ADS canadienne.
- viii. Les personnes proposées par le soumissionnaire retenu ne doivent pas commencer le travail jusqu'à ce que toutes les exigences de sécurité requises soient respectées. Les vérifications approuvées pour la vérification de casier judiciaire et la vérification des antécédents sont énumérées à l'Annexe F.
- ix. Dans le cas d'un soumissionnaire en coentreprise, chaque membre de l'entreprise commune doit satisfaire aux exigences de sécurité et de confidentialité.
- x. Les soumissionnaires doivent s'assurer que toutes les bases de données y compris les bases de données de sauvegarde utilisées par les organisations pour offrir les services décrits à l'énoncé de travaux contenant des renseignements de niveau **CANADA PROTÉGÉ** liés aux travaux sont situées au Canada.
- xi. Le soumissionnaire retenu NE DOIT PAS utiliser ses systèmes de technologie de l'information pour traiter, produire ou stocker dans un système informatique des

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

renseignements de niveau **CANADA PROTÉGÉ A ou B** avant que l'ADS canadienne lui en donne le droit.

- xii. La proposition doit clairement indiquer les travaux pour lesquels l'entrepreneur prévoit soumissionner. Tous les contrats de sous-traitance dans lesquels il est prévu que le sous-traitant aura accès à des renseignements personnels sont assujettis à l'approbation du Canada. La description des contrats de sous-traitance doit indiquer comment le soumissionnaire assurera le respect des exigences, des modalités, des conditions et des clauses du contrat.

Si un soumissionnaire étrangère est choisi comme fournisseur dans le cadre de ce contrat, des clauses de sécurité propres à son pays seront établies et mises en œuvre par l'ADS canadienne; ces clauses seront fournies à l'autorité contractante du gouvernement du Canada, afin de respecter les dispositions de sécurité relatives aux équivalences établies par l'ADS canadienne

### 6.3 Capacité financière

- (a) La clause du guide des CUA A9033T (2012-07-16) – Capacité financière, s'applique, à la différence que le paragraphe 3 est supprimé et est remplacé par : « Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, chaque société mère, y compris la société mère ultime, devra fournir l'information financière demandée en 1(a) à (f). L'information financière fournie par une société mère ne dégage pas pour autant le soumissionnaire de l'obligation de présenter ses propres renseignements financiers; toutefois, si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, et dans le cours normal des affaires les renseignements financiers ne sont pas générés distinctement pour la filiale, les renseignements financiers de la société-mère doivent être fournis. Si le Canada juge que le soumissionnaire ne possède pas la capacité financière, mais que la société-mère possède cette capacité, ou que le Canada ne peut évaluer la capacité financière du soumissionnaire puisque son information financière fait partie intégrante de celle de la société-mère, le Canada peut, à sa seule discrétion, attribuer le contrat au soumissionnaire sous réserve qu'une ou plusieurs sociétés mères fournissent une garantie au Canada. »
- (b) Dans le cas des coentreprises, chaque membre de la coentreprise doit respecter les exigences relatives aux capacités financières

## PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante

### 7.1 Besoin

- (a) \_\_\_\_\_ (l'« **entrepreneur** ») accepte de fournir au client les biens et services décrits dans le contrat, y compris dans l'Énoncé des **besoins** conformément au contrat et aux prix énoncés dans ce dernier. Cela comprend :
  - (i) octroyer des licences d'accès par l'intermédiaire des services d'abonnement au logiciel sous licence à \_\_\_\_\_ [nom de l'application];
  - (ii) fournir la documentation des logiciels;
  - (iii) fournir un soutien aux services d'abonnement au logiciel sous licence pendant la période contractuelle, plus toute période au cours de laquelle les services d'abonnement au

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

logiciel sous licence sont prolongés, conformément aux options irrévocables accordées au Canada ci-dessous;

- (iv) fournir les données sauvegardées au client au moins une fois par mois pendant la période du contrat ainsi qu'à la fin de celle-ci, dans un format standard approuvé par le responsable technique;
- (v) donner de la formation à la demande du Canada, comme décrit dans les présentes et à un ou plusieurs emplacements qui seront précisés par ce dernier, à l'exclusion de tout emplacement se trouvant dans des secteurs assujettis à des ententes sur les revendications territoriales.
- (b) **Client :** Dans le cadre du contrat, le « **client** » est Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.
- (c) **Réorganisation du client :** La redésignation, la restructuration, le réaménagement ou le remaniement du client n'aura aucune incidence sur l'obligation de l'entrepreneur en ce qui a trait à l'exécution des travaux (et ne donnera pas lieu non plus au paiement d'honoraires supplémentaires). La restructuration, le réaménagement et le remaniement du client s'entendent aussi de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est semblable à celle du client d'origine. Peu importe le type de réorganisation, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la réorganisation.
- (d) **Définition des termes :** Les termes et expressions définis dans les conditions générales ou les conditions générales supplémentaires et qui sont utilisés dans ce contrat ont le sens qui leur a été attribué dans ces conditions. De plus, les termes et expressions ci-dessous correspondent aux définitions suivantes :

Toute référence à un « **produit livrable** » ou à plusieurs « **produits livrables** » se rapporte au matériel, à la licence d'utilisation du logiciel sous licence (le logiciel sous licence n'est pas un produit livrable, car il n'est utilisé que dans le cadre du contrat et il n'est ni vendu, ni concédé).

## 7.2 Biens et(ou) services optionnels

- (a) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux qui sont décrits à Annexe B – Base de Paiement du contrat aux conditions ainsi qu'aux prix et aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante, par écrit, et elle sera confirmée pour des raisons administratives seulement par une modification au contrat.
- (b) L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

## 7.3 Licence pour les services d'abonnement au logiciel

- a) Services d'abonnement au logiciel sous licence : Par les présentes, l'entrepreneur accepte que les services d'abonnement au logiciel sous licence comprendront l'utilisation de tout logiciel requis pour permettre au client d'utiliser toutes les caractéristiques et fonctions, y compris, entre autres, les agents, les agents hôtes, les licences d'accès, les pilotes, les interfaces de programmes d'application, les adaptateurs, les connecteurs, les plugiciels, les boîtes à outils logiciels et les consoles d'administration hébergés par l'entrepreneur.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- b) L'entrepreneur doit fournir des services d'abonnement au logiciel sous licence hébergé, y compris les produits logiciels suivants :

---



---



---

- c) Type de licence accordée : Services liés au logiciel sous licence.
- d) Durée de la licence : Abonnement (annuel).
- e) Besoin initial.
- f) Langue dans laquelle les services liés au logiciel sous licence sont offerts : anglais et français.
- g) Média sur lequel les données du Canada doivent être livrées : Téléchargement sur Internet par l'intermédiaire d'un réseau sécurisé ou du protocole HTTPS, selon la demande du Canada.
- h) Droits supplémentaires : Ces services d'abonnement de logiciel sous licence offrent au Canada les droits d'accès et d'utilisation relativement à [nom de l'application], ce qui comprend les droits suivants :
- i) accéder et utiliser tous les produits logiciels hébergés faisant partie de [nom de l'application] à partir d'autant d'emplacements (les lieux de travail hors site ou les environnements de travail « sur le terrain », et les environnements de travail à domicile aux fins des besoins d'affaires de l'utilisateur) que le client désire;
  - ii) utiliser les versions française et anglaise (si disponibles; il doit s'agir des versions en « français canadien » et en « anglais canadien »);
  - iii) autoriser l'accès au moyen d'un navigateur Internet, par l'intermédiaire d'un réseau Internet, intranet ou extranet ou d'une autre connexion, à toute personne qui utilise les services et les programmes fournis par le Canada (peu importe où elle se trouve) pour consulter, visualiser, entrer, chercher, échanger et lire toute information détenue et créée par le client au moyen de [nom de l'application];
  - iv) accéder au logiciel sous licence par l'intermédiaire d'un réseau, d'Internet, d'un intranet, d'un extranet, d'un réseau privé virtuel (VPN), ou de tout autre moyen qui puisse être offert le cas échéant, afin d'accorder au personnel utilisateur des « droits à l'accès universel » (c.-à-d., un droit d'accéder aux services d'abonnement de logiciel sous licence par n'importe quel moyen et de n'importe quel endroit pouvant être offert le cas échéant), qu'il s'agisse ou non d'un accès sécuritaire, sans fil, mobile ou par tout autre moyen offert de temps à autre;
  - v) utiliser les services d'abonnement de logiciel sous licence, peu importe le système d'exploitation, les applications logicielles et l'interface de programme d'application (IPA) que le client peut être appelé à utiliser de temps à autre; il est entendu, toutefois, que le Canada reconnaît que l'entrepreneur n'accorde une licence de plein droit pour aucun autre logiciel que pour les services d'abonnement de logiciel sous licence;
  - vi) continuer à utiliser les services d'abonnement du logiciel sous licence, peu importe les changements apportés à tout moment donné, y compris, entre autres, des modifications du système d'exploitation de l'utilisateur, des applications, du matériel, des périphériques et des dispositifs avec lesquels le logiciel sous licence fonctionne. Il est entendu, toutefois, que l'entrepreneur n'est pas obligé de livrer une nouvelle version du logiciel sous licence qui permettrait à l'utilisateur client de continuer à utiliser le logiciel sous licence dans un contexte différent de celui décrit dans le contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- i) Déclaration et garantie : L'entrepreneur déclare et garantit que les services d'abonnement du logiciel sous licence atteignent ou dépassent toutes les spécifications.
- j) Services de maintenance des services d'abonnement du logiciel sous licence : L'entrepreneur doit, dans le cadre des services d'abonnement au logiciel sous licence, mettre à niveau [ ] [nom de l'application] hébergé au moyen des plus récentes versions des produits logiciels, afin de s'assurer de respecter les exigences du contrat et de l'énoncé des besoins. Ces versions comprennent l'ensemble des améliorations, des extensions, des mises à niveau, des mises à jour, des versions, des renommages, des réécritures, des améliorations croisées, des composants et des mises à niveau inférieur ou toute autre modification apportée aux services d'abonnement du logiciel sous licence élaborés par l'entrepreneur ou son ayant droit.
- k) Soutien des services d'abonnement du logiciel sous licence : Cela comprend les services de dépannage téléphonique et de soutien Web suivants :
  - (a) **Service de dépannage téléphonique** : L'entrepreneur doit fournir un service de dépannage téléphonique sans frais au [numéro du service de dépannage de l'entrepreneur], en anglais et en français, de 8 h à 18 h, heure de l'Est, du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés que le gouvernement fédéral observe dans la province où l'appel est effectué. L'entrepreneur doit retourner tous les appels ou y répondre (par un agent de service en direct) dans un délai de 60 minutes suivant l'heure de l'appel du client ou de l'utilisateur. Le service de dépannage téléphonique de l'entrepreneur doit être assuré par des employés compétents, capables de répondre aux questions du client et des utilisateurs et, dans la mesure possible, de résoudre les problèmes par téléphone et d'offrir des conseils concernant les problèmes de configuration liés aux logiciels sous licence.
  - (b) **Soutien Web** : L'entrepreneur doit fournir au Canada des services de soutien technique par l'entremise d'un site Web qui doit comprendre, à tout le moins, une foire aux questions et des outils de soutien en ligne. Le site Web de l'entrepreneur doit offrir un soutien en anglais, et au minimum, une foire aux questions offerte en français. Les administrateurs du Canada doivent pouvoir accéder au site Web de l'entrepreneur 24 heures sur 24, tous les jours de l'année, et celui-ci doit être disponible 99 % du temps. L'adresse du site Web de l'entrepreneur est la suivante : \_\_\_\_\_.

#### 7.4 Octroi d'une licence

- a) **Octroi d'une licence.** Par la présente, l'entrepreneur accorde au Canada, y compris à tous les utilisateurs du Canada, une licence internationale non exclusive, incessible, qui ne peut donner lieu à l'octroi d'une sous-licence et qui est libre de redevances permettant d'accéder la solution de sondage hébergée (le « logiciel ») et de l'utiliser.
- b) **Droit de transfert.** Le Canada peut transférer les droits de licence, dans les limites de la licence du logiciel, à tout ministère, société ou organisme du gouvernement canadien tel que défini dans la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R.C. 1985, ch. F-11, telle que modifiée de temps à autre, ou à toute autre partie pour laquelle le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada a été autorisé à agir en vertu de l'article 16 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux*, ch. 16, si l'autorité contractante informe l'entrepreneur du transfert par écrit dans les 30 jours civils suivant ce dernier.
- c) **Droit d'accorder une licence.** L'entrepreneur garantit
  - a. qu'il a le droit d'accorder les droits du présent contrat,
  - b. qu'il a tous les consentements nécessaires, et



Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

c. que le présent contrat contient les seules conditions entre les parties relativement au logiciel.

**d) Licence sous emballage moulant ou concession de licence par clic.** L'entrepreneur convient que le Canada n'est pas lié par les conditions reproduites dans une licence sous emballage moulant, une concession de licence par clic, ni dans toute autre licence de logiciel, explicite ou implicite, et reproduite dans ou sur l'emballage du logiciel ou dans toute autre modalité accompagnant le logiciel, sans égard à tout avis contraire.

**e) Documentation du logiciel**

- i. L'entrepreneur garantit que la documentation du logiciel contient suffisamment de détails pour permettre à l'utilisateur d'accéder, de tester et d'utiliser toutes les fonctions des programmes sous licence.
- ii. Le Canada a le droit de traduire la documentation du logiciel en français ou en anglais. Le Canada est propriétaire de toute traduction et n'est nullement tenu de la fournir à l'entrepreneur. Le Canada inclura dans toute traduction tout avis de droit d'auteur et/ou de propriété qui faisait partie du document original. L'entrepreneur n'est pas responsable des erreurs techniques qui découlent de toute traduction effectuée par le Canada.
- iii. L'entrepreneur doit maintenir et tenir à jour la documentation du logiciel et s'assurer que le Canada y a accès pendant toute la durée du contrat. La documentation du logiciel doit refléter la version la plus récente du logiciel à laquelle le Canada a accès en vertu du contrat.
- iv. Client. Le client initial est Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. L'autorité contractante **peut progressivement ajouter** des clients, y compris tout ministère ou toute société d'État mentionnés dans la *Loi sur la gestion des finances publiques* (et ses modifications), et toute autre partie au nom de laquelle le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux est autorisé à agir en vertu de l'article 16 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*.

## **7.5 Services de soutien des logiciels**

**Service de soutien.** L'entrepreneur doit fournir les services de soutien suivants :

(a) **Soutien technique.** L'entrepreneur doit fournir : (i) le soutien téléphonique en anglais et en français pendant les heures de travail; et (ii) le soutien en ligne 24 h par jour, 365 jours par an, à l'exception des périodes d'arrêt prévues pour la maintenance qui ne doivent pas dépasser 1 % du temps total, ce à quoi l'entrepreneur doit s'engager.

(b) **Maintenance.** L'entrepreneur doit appliquer : (i) toutes les mises à niveau, les mises à jour, ainsi que les nouvelles éditions majeures et mineures et les autres améliorations apportées au logiciel; (ii) toutes les extensions appropriées et les autres modifications; (iii) toutes les corrections de bogues, les correctifs de logiciels et (iv) toutes les interfaces de programmation d'applications nécessaires (IPA), les modules externes et les applets.

### **7.5.1 Correction d'erreur**

- (a) **Réaction en cas d'erreur.** Sur réception d'un rapport de défaillance de la part du Canada, à moins d'indication contraire dans le contrat, l'entrepreneur doit déployer tous les efforts raisonnables pour fournir au Canada, dans les délais établis dans cette section, une correction de l'erreur logicielle qui a causé le manquement. Toutes les

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

corrections d'erreurs logicielles feront partie du logiciel et seront assujetties aux conditions de la licence du Canada relativement au logiciel sous licence.

(b) **Correction des erreurs**

- (i) **Gravité 1** : En cas d'incapacité totale d'utiliser le logiciel, ce qui aurait un impact critique sur les objectifs de l'utilisateur, puis sur avis du Canada à l'entrepreneur, l'entrepreneur entreprendra des travaux continus sur la question et fournira des efforts raisonnables pour contourner ou résoudre le problème dans les 24 heures.
- (ii) **Gravité 2** : Si l'utilisation du logiciel par l'utilisateur est sérieusement restreinte, l'entrepreneur travaillera pendant les heures normales d'ouverture afin de fournir un effort raisonnable pour contourner le problème ou trouver une solution dans les 72 heures.
- (iii) **Gravité 3** : Dans le cas où l'utilisation du logiciel par l'utilisateur est limitée, mais qu'il n'est pas essentielle à l'ensemble des opérations de l'utilisateur, l'entrepreneur travaillera pendant les heures normales d'ouverture afin de fournir un effort raisonnable pour contourner ou résoudre le problème dans les 14 jours.
- (iv) **Gravité 4** : En cas de tout autre problème affectant le fonctionnement du logiciel par l'utilisateur, l'entrepreneur travaillera pendant les heures normales d'ouverture afin de fournir un effort raisonnable pour contourner ou résoudre le problème dans les 90 jours.

## 7.6 Clauses et conditions uniformisée

Toutes les clauses et conditions indiquées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

(a) **Conditions générales**

- (i) 2030 (2018-06-21), Conditions générales – besoins plus complexes de biens, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

(b) **Conditions générales supplémentaires**

Les conditions générales supplémentaires suivantes :

- (i) 4008 (2008-12-12) Conditions générales supplémentaires – Renseignements personnels appliquent au contrat et en font partie intégrante.

(c) **Clause du guide des CCUA**

- (i) A9122C (2008-05-12) Protection et sécurité des données stockées dans des bases de données s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

## 7.7 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences relatives à la sécurité suivantes s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

En plus du point 7.5, Exigences relatives à la sécurité et de l'annexe D, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, l'entrepreneur doit se conformer à l'annexe E, Gouvernement du Canada – Profil des mesures de sécurité pour les services du GC fondé sur l'informatique en nuage.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

a) **Entrepreneur Canadien;**

- i. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau PROTÉGÉ B, délivrées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)
- ii. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
- iii. L'entrepreneur **NE DOIT PAS** utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données et/ou de production au niveau **PROTÉGÉ** tant que la DSIC de TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau PROTÉGÉ B.
- iv. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
- v. L'entrepreneur ou l'offrant doit se conformer aux dispositions des documents suivants:
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe d;
  - b) le *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

b) **Fournisseurs Étrangers;**

Tous les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** fournis à l'entrepreneur / au sous-traitant ou produits par ce dernier doivent être protégés comme suit:

1. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** étranger destinataire doit être dans un pays de l'Union européenne, dans un pays de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou dans un des pays avec lesquels le Canada a conclu une entente en matière de sécurité et un protocole d'entente bilatérale ou multinationale. Le programme de sécurité a des ententes en matière de sécurité et protocole d'entente bilatérale ou multinationale avec les pays mentionnés au site de TPSGC suivant: <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/international-fra.html>.
2. **L'entrepreneur ou le sous-traitant** doit, à tout moment au cours de l'exécution du contrat principal ou du contrat de sous-traitance, détenir une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau **PROTÉGÉ B**, délivrée par la DSIC de TPSGC.
3. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** étranger destinataire doit être incorporé ou autorisé à faire affaire dans son champ de compétence.
4. Les soumissionnaires devront fournir l'assurance qu'ils peuvent recevoir et entreposer sur place des renseignements/biens **CANADA PROTÉGÉ A**, comme il est indiqué à la partie 7 et dans les exigences de sécurité informatique.
5. Le lieu pour les travaux et pour la protection des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité des TI.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

6. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** étranger destinataire ne doit pas entreprendre les travaux, fournir les services ou assurer toute autre prestation tant que l'Administration désignée en matière de sécurité au Canada (ADS canadienne) n'a pas confirmé le respect de toutes les conditions et exigences en matière de sécurité stipulées dans le contrat. L'ADS canadienne donne cette confirmation par écrit à **l'entrepreneur / au sous-traitant** étranger destinataire. Un Formulaire d'attestation remis par l'ADS canadienne à **l'entrepreneur / au sous-traitant** étranger destinataire permettra de confirmer la conformité et l'autorisation de fournir les services prévus.
7. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** étranger destinataire assurera une protection des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** aussi stricte que celle mise en œuvre par le gouvernement du Canada, conformément aux politiques, aux lois et aux règlements nationaux en matière de sécurité nationale, et comme prévu par l'ADS de Canada.
8. **Au cours de la période du contrat / contrat de sous-traitance, l'entrepreneur / le sous-traitant doit conserver tous les renseignements personnels fournis ou produits en vertu de ce contrat / contrat de sous-traitance.** À la fin des travaux, **l'entrepreneur / le sous-traitant** étranger destinataire doit restituer au gouvernement du Canada tous les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** qu'il aura reçus ou produits en vertu **du présent contrat / du présent contrat de sous-traitance**, y compris tous les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** remis à ses sous-traitants ou produits par eux.
9. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** doivent en tout temps, au cours de la durée du **contrat / contrat de sous-traitance**, être inscrits auprès de l'autorité nationale de supervision de la protection des renseignements personnels appropriée des pays dans lesquels ils sont incorporés ou autorisé à exercer des activités commerciales. **L'entrepreneur/le sous-traitant** doit fournir une preuve de son enregistrement avec l'autorité de supervision applicables à l'autorité contractante et l'autorité contractante en matière de sécurité et de cerner les renseignements personnels pertinents à l'échelle nationale. Pour les entrepreneurs européens / sous-traitants, ce sera l'autorité de protection des données nationales (APDN).
10. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** étranger destinataire proposé doit identifier l'agent de sécurité du contrat (ASC) autorisé et un agent remplaçant de sécurité d'entreprise (ARSE) (le cas échéant) qui sera responsable du contrôle des exigences de sécurité, telles qu'elles sont définies dans le **contrat / contrat de sous-traitance**. Cette personne sera désignée par le président-directeur général ou par un cadre supérieur clé de l'entreprise étrangère destinataire proposée. Les cadres supérieurs clés comprennent les propriétaires, les agents, les directeurs, les cadres et les partenaires occupant un poste qui leur permettrait d'avoir une influence sur les politiques ou les pratiques de l'organisation durant l'exécution du contrat.
11. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** étranger destinataire n'autorisera pas l'accès à des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ A ou B**, sauf à son personnel, sous réserve des conditions suivantes:
  - a. Le personnel a un besoin de savoir pour l'exécution **du contrat / du contrat de sous-traitance**.
  - b. Le personnel a fait l'objet d'une vérification du casier judiciaire valide, avec des résultats favorables, d'une agence gouvernementale reconnue ou d'une organisation du secteur privé **dans leur pays**, ainsi qu'une vérification d'antécédents, validé par l'ADS canadienne. Les vérifications approuvées pour la vérification de casier judiciaire et la vérification des antécédents sont énumérées à l'Appendice A ;

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- c. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** étranger destinataire doit s'assurer que le personnel consente à la divulgation du casier judiciaire et antécédents à l'ADS canadienne et d'autres fonctionnaires du gouvernement canadien, si demandé; et
  - d. Le Gouvernement du Canada se réserve le droit de refuser l'accès aux renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** à l'**entrepreneur / au sous-traitant** étranger pour cause.
12. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** reconnaissent et conviennent que toutes leurs obligations en matière de protection et de gestion des renseignements personnels en vertu du contrat s'ajoutent à toutes leurs obligations en vertu de la législation nationale sur la vie privée des pays dans lesquels ils sont incorporés ou en opération.
13. Tous les renseignements personnels, fournis à l'**entrepreneur/le sous-traitant** ou produit par ceux-ci:
  - a. ne doivent pas être divulgués à un autre gouvernement, personne ou entreprise qui n'est pas directement lié à l'exécution du **contrat / contrat de sous-traitance**, sans le consentement écrit préalable du gouvernement du Canada. Ce consentement doit être obtenu auprès de son autorité de protection des données (APD) et de l'autorité contractante (en collaboration avec l'ADS canadienne).
  - b. ne doivent pas être utilisés à des fins autres que l'exécution du **contrat / contrat de sous-traitance**, sans l'approbation écrite préalable du gouvernement du Canada. Cette approbation doit être obtenue auprès de son autorité de protection des données (APD) et l'autorité contractante (en collaboration avec l'ADS canadienne).
14. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** étrangers doivent signaler à leur autorité de protection des données Nationales (APDN) nationale et à l'autorité contractante (en collaboration avec l'ADS canadienne) tous les cas dans lesquels il sait où a lieu de croire que des renseignements personnels fournis ou générés, conformément au présent **contrat/contrat de sous-traitance**, ont été perdus, ou ont été utilisés ou divulgués en contrevenant aux présentes exigences en matière de sécurité.
15. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'ADS canadienne.
16. **L'entrepreneur et les sous-traitants** étrangers doivent s'assurer que les clauses de sécurité appropriées, conformément aux exigences de l'ASD canadienne, sont ajoutées aux contrats de sous-traitance donnant accès à des renseignements personnels fournis ou générés dans le cadre du présent contrat ou contrat de sous-traitance. Ils doivent également s'assurer que toutes les conditions sont non moins favorables au Canada que les conditions établies dans les exigences en matière de sécurité.
17. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** étranger destinataire doivent s'assurer que toutes les bases de données y compris les bases de données de sauvegarde utilisées par les organisations pour offrir les services décrits à l'énoncé de travaux contenant des renseignements de niveau **CANADA PROTÉGÉ** liés aux travaux sont situées au Canada.
18. Le soumissionnaire retenu NE DOIT PAS utiliser ses systèmes de technologie de l'information pour traiter, produire ou stocker dans un système informatique des renseignements de niveau **CANADA PROTÉGÉ A ou B** avant que l'ADS canadienne lui en donne le droit.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Voir 7.5.2 pour les mesures de sécurité nécessaires pour le traitement et l'accès à des renseignements personnels

19. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** étranger destinataire ne doit pas utiliser les renseignements personnels pour répondre à des besoins distincts de l'exécution **du contrat/ du contrat de sous-traitance** sans l'approbation écrite préalable du gouvernement du Canada. Cette autorisation doit être obtenue auprès de l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du Canada.
20. **L'entrepreneur/Le sous-traitant** étranger destinataire recevant l'accès aux sites du gouvernement canadiens, en vertu du présent contrat, soumettra une demande d'accès au site à l'agent de sécurité ministériel du Ministère d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.
21. Si un **entrepreneur / sous-traitant** étranger destinataire est choisi comme fournisseur dans le cadre de ce contrat, des clauses de sécurité propres à son pays seront établies et mises en œuvre par l'ADS canadienne; ces clauses seront fournies à l'autorité contractante du gouvernement du Canada, afin de respecter les dispositions de sécurité relatives aux équivalences établies par l'ADS canadienne.
22. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** étranger destinataire doit se conformer aux dispositions de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité figurant à l'Annexe D.

#### **Installations de l'entrepreneur nécessitant des mesures de sauvegarde**

L'entrepreneur doit diligemment tenir à jour les renseignements relatifs à ses installations et ceux des personnes proposées pour lesquels des mesures de sauvegarde sont nécessaires à la réalisation des travaux, pour les adresses suivantes :

Numéro civique / nom de la rue, unité / n° de bureau / n° d'appartement  
Ville, province, territoire ou État  
Code postal

L'agent de sécurité d'entreprise (ASE) doit s'assurer, par l'entremise du programme de sécurité industrielle (PSI), que le soumissionnaire et les personnes proposées sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé.

#### **7.8 Protection et sécurité des données stockées dans des bases de données pour les entrepreneurs canadiens et étrangers:**

1. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** doit s'assurer que toutes les bases de données (utilisés par les organisations pour fournir les services décrits à l'annexe A – Énoncé des travaux) contenant des renseignements personnels, liées au travail, se trouvent au Canada.
2. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** doit contrôler l'accès à toutes les bases de données dans lesquelles sont stockées des données liées au **contrat / contrat de sous-traitance**, afin que seules les personnes qui ont la cote de sécurité appropriée puissent avoir accès à la base de données, soit au moyen d'un mot de passe ou d'un autre moyen d'accès (comme des mesures de contrôle biométrique).
3. **L'entrepreneur/ Le sous-traitant** doit s'assurer que toutes les bases de données dans lesquelles sont stockées des données liées au **contrat / contrat de sous-traitance** ne sont pas reliées physiquement ou logiquement à toutes les autres bases de données, (c'est-à-dire qu'il n'y a aucune connexion directe ou indirecte), sauf si les bases de données en question sont situées au Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

4. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** doit s'assurer que toutes les données liées au contrat sont traitées uniquement au Canada ou dans un autre pays approuvé par l'autorité contractante conformément au paragraphe 1.
5. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** doit s'assurer que le trafic sur le réseau national (c'est-à-dire le trafic partant d'une partie du Canada vers une destination située dans une autre partie du Canada) s'effectue exclusivement au Canada, sauf si l'autorité contractante a approuvé au préalable, par écrit, une autre route. L'autorité contractante prendra uniquement en considération une route dans un autre pays pour la transmission de données, si ce pays respecte les exigences décrites au paragraphe 1.
6. Malgré tout article des conditions générales relatif à la sous-traitance, **l'entrepreneur / Le sous-traitant** ne peut confier à un sous-traitant (y compris à une société affiliée) aucune fonction qui permet d'accéder aux données du **contrat / contrat de sous-traitance** sans le consentement écrit préalable de l'autorité contractante.

## 7.8.1 Renseignements personnels

### 1. Interprétation

- a) Dans le contrat / contrat de sous-traitance, à moins que le contexte n'indique un sens différent, « conditions générales » désigne les conditions générales qui font partie du contrat/ contrat de sous-traitance ;

« Renseignement personnel » désigne tout renseignement qui concerne un individu, y compris le type de renseignements décrit à la section 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, L.R.C. 1985, ch. P-21.

« dossier » désigne un exemplaire papier ou des données sous forme lisible par machine comprenant des renseignements personnels.

Les mots et expressions définis dans les conditions générales et utilisés dans le présent article ont le sens qui leur est donné dans les conditions générales.

- b) En cas de divergence entre les conditions générales et les présents articles portant sur la confidentialité des renseignements personnels, les dispositions pertinentes des présents articles l'emportent.

### 2. Propriété des renseignements personnels et des dossiers

Pour exécuter les travaux, l'entrepreneur / le sous-traitant aura accès à des renseignements personnels de tiers et(ou) en recueillera. L'entrepreneur / le sous-traitant reconnaît qu'il ne détient aucun droit sur ces renseignements personnels ou ces dossiers. L'entrepreneur / le sous-traitant doit rendre disponibles, sur demande du Canada, tous les renseignements personnels et dossiers dans un format acceptable pour le Canada.

### 3. Utilisation des renseignements personnels

L'entrepreneur / le sous-traitant convient de créer, de recueillir, de recevoir, de gérer, de consulter, d'utiliser, de conserver, de divulguer et de disposer des renseignements personnels et des dossiers uniquement pour exécuter les travaux conformément au contrat, et ce, conformément aux dispositions du présent contrat / contrat de sous-traitance.

### 4. Cueillette des renseignements personnels

1. Si **l'entrepreneur / Le sous-traitant** doit obtenir des renseignements personnels d'un tiers dans le cadre des travaux, il ne doit recueillir que les renseignements personnels lui permettant d'exécuter

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

les travaux. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** doit recueillir les renseignements personnels auprès de l'individu concerné et l'informer (au moment de la cueillette ou préalablement) de ce qui suit :

- a) les renseignements personnels sont recueillis au nom du Canada et lui seront transmis;
- b) les usages qui seront faits des renseignements personnels recueillis;
- c) que la divulgation des renseignements personnels est volontaire ou, s'il existe une obligation juridique de divulguer les renseignements personnels, les fondements de cette obligation juridique;
- d) les conséquences, s'il en est, du refus de fournir les renseignements;
- e) que l'intéressé au droit d'accéder à ses renseignements personnels et d'y apporter des corrections;
- f) les renseignements personnels feront partie d'un fichier de renseignements personnels particulier (au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*), et fournir à l'individu de l'information concernant l'institution fédérale qui gère le fichier de renseignements personnels, si l'autorité contractante a fourni ces renseignements à l'entrepreneur.

2. **L'entrepreneur**, ses sous-traitants et leurs employés respectifs doivent s'identifier auprès des individus desquels ils recueillent des renseignements personnels et leur donner le moyen de vérifier qu'ils sont autorisés à recueillir les renseignements personnels en vertu d'un contrat passé avec le Canada.
3. Si l'autorité contractante l'exige, **l'entrepreneur / le sous-traitant** doit élaborer un formulaire de demande de consentement à utiliser lors de la cueillette de renseignements personnels ou un texte dans le cas de la cueillette de renseignements personnels par téléphone. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** ne peut utiliser le formulaire ou le texte sans avoir obtenu l'approbation écrite préalable de l'autorité contractante. Il doit aussi obtenir le consentement de l'autorité contractante avant de modifier le formulaire ou le texte.
4. Si, lors de la cueillette de renseignements personnels auprès d'un individu, **l'entrepreneur / le sous-traitant** sait ou soupçonne que cet individu n'est pas en mesure de consentir à la divulgation et à l'utilisation de ses renseignements personnels, **l'entrepreneur / le sous-traitant** doit demander des directives à l'autorité contractante.

## 5. Exactitude, confidentialité et intégrité des renseignements personnels

**L'entrepreneur / Le sous-traitant** doit veiller à ce que les renseignements personnels soient les plus exacts, complets et à jour que possible. Pour ce faire, **l'entrepreneur / le sous-traitant** doit, au minimum:

- a) ne pas utiliser de données d'identification personnelle (par ex., le numéro d'assurance sociale, le numéro de passeport, le numéro d'identificateur client unique) pour lier de nombreuses bases de données qui comprennent des renseignements personnels;
- b) isoler les dossiers des renseignements et des dossiers **de l'entrepreneur / le sous-traitant**;
- c) ne donner l'accès aux renseignements personnels et aux dossiers qu'à ceux qui le requièrent aux fins d'exécution des travaux (par exemple, en utilisant des mots de passe ou un accès biométrique);
- d) donner de la formation à toute personne à laquelle l'entrepreneur / **le sous-traitant** donne accès aux renseignements personnels concernant l'obligation d'assurer la confidentialité et de ne l'utiliser qu'aux fins d'exécution des travaux. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** doit donner cette formation avant d'autoriser l'accès aux renseignements personnels et préparer à cet effet un dossier accessible à l'autorité contractante, sur demande;
- e) à la demande de l'autorité contractante, demander aux personnes ayant accès aux renseignements personnels de reconnaître, par écrit (sous une forme approuvée par l'autorité



Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

contractante), leurs responsabilités en matière de confidentialité des renseignements personnels, avant de leur en donner l'accès;

- f) tenir un registre de toutes les demandes faites par un individu pour la révision de ses renseignements personnels et toutes les demandes de correction d'erreurs ou d'omissions concernant les renseignements personnels (que les demandes soient faites directement par un individu ou par le Canada au nom d'un individu);
- g) joindre une note à tout dossier qu'un individu a demandé de corriger, mais que **l'entrepreneur / le sous-traitant** a décidé, pour quelque raison que ce soit, de ne pas corriger. Lorsque cela se produit, l'entrepreneur doit immédiatement informer l'autorité contractante de la correction demandée et des raisons de **l'entrepreneur / le sous-traitant** de ne pas l'effectuer. Si l'autorité contractante demande que la correction soit effectuée, **l'entrepreneur / le sous-traitant** a l'obligation de le faire;
- h) tenir un registre de la date et de l'auteur de la dernière mise à jour de chaque dossier;
- i) maintenir un journal de vérification électronique qui enregistre tous les accès et les tentatives d'accès des dossiers électroniques. Le journal de vérification doit être dans un format qui peut être lu par **l'entrepreneur / le sous-traitant** et le Canada en tout temps;
- j) sécuriser et contrôler l'accès à tout renseignement personnel.

## 6. Protection des renseignements personnels

**L'entrepreneur / le sous-traitant** doit, en tout temps, protéger les renseignements personnels en prenant toutes les mesures nécessaires visant la protection de leur intégrité et de leur confidentialité. Pour ce faire, **l'entrepreneur / le sous-traitant** doit mettre en œuvre des mesures et des solutions de gestion, de sécurité physique et technique et de sauvegarde pour préserver la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des locaux, des renseignements personnels et des systèmes. Ces mesures et ces solutions doivent satisfaire à toutes les exigences décrites dans le contrat, y compris l'annexe C, et dans l'énoncé des travaux et doivent être conformes aux principes des lois sur la protection des renseignements personnels mentionnés dans les présentes et à toute directive, norme, ligne directrice, à tout protocole et à toute politique du gouvernement du Canada qui sont pertinents. Ces mesures et ces solutions doivent également être conformes aux normes de l'industrie ou aux pratiques exemplaires, selon ce qui procure la meilleure protection. Le Canada se réserve le droit de demander la mise en œuvre de mesures et de solutions raisonnables supplémentaires lorsque nécessaire. Pour ce faire, **l'entrepreneur / le sous-traitant** doit, au minimum :

- a) stocker les renseignements personnels sous format électronique de manière à ce qu'un mot de passe (ou un autre mécanisme de contrôle) soit requis pour accéder au système ou à la base de données où sont stockés les renseignements personnels;
- b) s'assurer que les mots de passe ou autres moyens d'accès aux renseignements personnels ne sont fournis qu'aux individus qui le requièrent aux fins d'exécution des travaux;
- c) ne pas confier à un tiers (y compris un affilié) le stockage des renseignements personnels sans l'autorisation préalable et écrite de l'autorité contractante;
- d) protéger les bases de données ou les systèmes informatiques qui emmagasinent les renseignements personnels contre un accès externe de manière à protéger les renseignements très protégés et de nature délicate;
- e) faire une sauvegarde et une mise à jour de tous les dossiers au moins une fois par semaine;

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- f) mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité ou de protection demandées par le Canada de temps à autre;
- g) aviser immédiatement l'autorité contractante de toute infraction (p. ex. un accès, un usage ou une divulgation non autorisé de renseignements) ou de tout incident pouvant mettre en danger la sécurité ou l'intégrité des dossiers, des systèmes ou des installations ou des renseignements personnels sont conservés. Si une infraction se produit, l'entrepreneur ou le sous-traitant devra immédiatement prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour limiter l'étendue des impacts possibles ou pour résoudre le problème et empêcher celui-ci de se reproduire. Le Canada peut exiger de l'entrepreneur qu'il prenne des mesures précises pour régler le problème et éviter qu'il se reproduise, et pourrait invoquer les dispositions de la présente entente en lien avec la suspension ou la résiliation du contrat pour manquement.

## 7. Nomination d'un agent de protection de la vie privée

**L'entrepreneur / le sous-traitant** doit nommer quelqu'un comme agent de protection de la vie privée, qui agira en tant que son représentant pour toutes les questions touchant les renseignements personnels et les dossiers. **L'entrepreneur / le sous-traitant** doit fournir le nom de cette personne à l'autorité contractante dans un délai de dix (10) jours suivant l'attribution du **contrat / contrat de sous-traitance**.

## 8. Obligation de présenter des rapports trimestriels

Dans un délai de trente (30) jours suivant la fin de chaque trimestre (janvier-mars; avril-juin; juillet-septembre; octobre-décembre), **l'entrepreneur / le sous-traitant** doit présenter à l'autorité contractante:

- a) une description de toute nouvelle mesure qu'il a prise pour protéger les renseignements personnels (par exemple, un nouveau logiciel ou de nouveaux contrôles d'accès utilisés par **l'entrepreneur / le sous-traitant**);
- b) une liste des corrections apportées aux renseignements personnels à la demande d'un individu (y compris le nom de la personne, la date de la demande et la correction apportée);
- c) les détails de toute plainte reçue d'individus concernant la manière dont leurs renseignements personnels sont recueillis ou traités par **l'entrepreneur / le sous-traitant**;
- d) une copie (dans un format électronique convenu par l'autorité contractante et **l'entrepreneur / le sous-traitant**) de l'ensemble des renseignements personnels conservés électroniquement par **l'entrepreneur / le sous-traitant**.

## 9. Évaluation des menaces et des risques

**L'entrepreneur/Le sous-traitant** doit présenter à l'autorité contractante une évaluation des menaces et des risques dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant l'attribution du **contrat/contrat de sous-traitance**, et dans un délai de trente (30) jours civils suivant chaque date d'anniversaire du contrat s'il dure plus d'un an, qui doit comprendre:

- a) une copie de la dernière version du formulaire de demande de consentement ou du script que l'entrepreneur utilise pour recueillir les renseignements personnels;
- b) une liste des types de renseignements personnels utilisés par l'entrepreneur se rapportant aux travaux;
- c) une liste de tous les emplacements où les exemplaires papiers des renseignements personnels sont conservés;

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- d) une liste de tous les emplacements où les renseignements personnels sous forme lisible par machine sont conservés (par exemple, l'emplacement du serveur sur lequel la base de données est installée), ainsi que les sauvegardes;
- e) une liste de toutes les personnes auxquelles l'entrepreneur a donné l'accès aux renseignements personnels ou aux dossiers;
- f) une liste de toutes les mesures prises par l'entrepreneur pour protéger les renseignements personnels et les dossiers;
- g) une explication détaillée des menaces réelles ou potentielles touchant les renseignements personnels ou les dossiers, accompagnée d'une évaluation des risques créés par ces menaces et la pertinence des protections existantes visant à prévenir ces risques; et
- h) une explication de toute nouvelle mesure que l'entrepreneur considère prendre afin de protéger les renseignements personnels et les dossiers.

## 10. Vérification

Le Canada peut vérifier en tout temps la conformité de **l'entrepreneur/le sous-traitant** aux articles relatifs à la protection des renseignements personnels. À la demande de l'autorité contractante, **l'entrepreneur/le sous-traitant** doit donner au Canada (ou à son représentant autorisé) l'accès à ses locaux et aux renseignements personnels et dossiers en tout temps jugé raisonnable. Si le Canada découvre un problème durant la vérification, **l'entrepreneur/le sous-traitant** doit le corriger immédiatement à ses frais.

- a) **Comptes et registres.** L'entrepreneur doit tenir des comptes et des registres appropriés sur le coût des travaux ainsi que les dépenses et engagements effectués à l'égard de ces travaux, et il doit conserver les factures, les reçus et les pièces justificatives qui s'y rattachent. L'entrepreneur conserve ces registres, y compris les connaissements et les autres preuves de transport ou de livraison, pour toutes les livraisons faites en vertu du contrat.
- b) **Feuilles de temps.** Si le contrat prévoit des paiements pour le temps consacré par l'entrepreneur, ses employés, ses représentants, ses mandataires ou ses sous-traitants à l'exécution des travaux, l'entrepreneur tient un registre du temps réel consacré chaque jour par chaque personne à l'exécution de toute partie des travaux.
- c) **Conservation des registres.** À moins que le Canada ait consenti par écrit à leur élimination, l'entrepreneur doit conserver tous les renseignements décrits dans la présente section pendant six ans après réception du dernier paiement effectué dans le cadre du contrat ou jusqu'au règlement des litiges ou réclamations en cours, selon la plus tardive des deux dates. Durant ce temps, l'entrepreneur doit mettre ces documents à la disposition des représentants du Canada pour vérification, inspection et examen. Les représentants du Canada pourront tirer des copies et prendre des extraits des documents. L'entrepreneur doit mettre à leur disposition les installations nécessaires à l'occasion de telles vérifications et inspections et fournir les renseignements que les représentants du Canada lui demandent à l'occasion en vue d'effectuer une vérification complète du contrat.
- d) **Vérification du gouvernement.** Le montant réclamé en vertu du contrat pourra faire l'objet d'une vérification par le gouvernement avant et après le versement du montant. Si une vérification a lieu après le versement, l'entrepreneur convient de rembourser immédiatement tout montant excédentaire à la demande du Canada. Le Canada peut retenir, déduire et prélever tout crédit dû en vertu du présent article et impayé de tout montant que le Canada doit à l'entrepreneur (y compris en vertu d'autres contrats). Si, à quelque moment que ce soit, le Canada n'exerce pas ce droit, il ne le perd pas.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## 11. Obligations réglementaires

1. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** reconnaît que le Canada est tenu de traiter tous les renseignements personnels et les dossiers conformément aux dispositions de la Loi sur la protection des renseignements personnels, de la Loi sur l'accès à l'information, L.R.C.1985, ch. A-1, et de la Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada, L.C. 2004, ch.11. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** convient de se conformer aux exigences établies par l'autorité contractante qui sont requises pour permettre au Canada de remplir ses obligations en vertu de ces lois et toute autre loi qui entre en vigueur lorsqu'il y a lieu.
2. **L'entrepreneur / Le sous-traitant** reconnaît que les obligations dont il doit s'acquitter en vertu du contrat s'ajoutent à toutes celles qui lui incombent en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques, L. C. 2000, ch.5, ou d'une loi similaire en vigueur dans une province ou un territoire du Canada. Si **l'entrepreneur / le sous-traitant** estime que l'une ou l'autre des obligations du contrat l'empêche de s'acquitter de ses obligations en vertu de ces lois, il doit immédiatement informer l'autorité contractante de la disposition du contrat et de l'obligation de la loi qu'il considère comme contradictoires.

## 12. Élimination et retour des dossiers au Canada

**L'entrepreneur / le sous-traitant** ne peut éliminer aucun dossier à moins que l'autorité contractante le lui demande. Sur demande de l'autorité contractante, ou lorsque les travaux liés aux renseignements personnels sont achevés, le contrat est achevé ou lorsque le contrat est résilié, selon ce qui se produit en premier, **l'entrepreneur / le sous-traitant** doit retourner tous les dossiers (y compris les copies) à l'autorité contractante.

## 13. Obligation juridique de divulguer les renseignements personnels

Avant de divulguer tout renseignement personnel conformément à toute loi, à tout règlement ou toute ordonnance rendue par une cour de justice, un tribunal ou une entité administrative compétente, **l'entrepreneur / le sous-traitant** doit immédiatement informer l'autorité contractante afin de lui permettre de participer aux procédures pertinentes.

## 14. Plaintes ou demandes d'accès

Le Canada et **l'entrepreneur / le sous-traitant** conviennent de s'informer immédiatement et mutuellement de la réception d'une plainte en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ou de toute autre loi pertinente concernant les renseignements personnels. Les parties conviennent de s'échanger toute information nécessaire pour faciliter le règlement de la plainte et de s'informer immédiatement et mutuellement de son dénouement.

## 15. Exception

Les obligations énoncées dans ces articles ne s'appliquent pas aux renseignements personnels qui sont déjà du domaine public, du moment qu'elles ne sont pas devenues du domaine public, à la suite d'une faute ou d'une omission de l'entrepreneur ou de tout sous-traitant, agent ou représentant de l'entrepreneur ou de leurs employés.

## 7.9 Durée du contrat

- a) **Durée du contrat** : La « **durée du contrat** », soit la période au cours de laquelle l'entrepreneur est obligé d'exécuter les travaux, comprend :

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

la « **durée du contrat initial** », qui débute à la date d'attribution du contrat et se termine 1 années plus tard;

**b) Option de prolongation du contrat :**

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 4 période(s) supplémentaire(s) de 1 année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte, au cours de la période prolongée du contrat, d'être payé conformément aux dispositions applicables définies dans la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 5 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat.

**7.10 Date de livraison**

Voir l'annexe A - Énoncé des besoins, section 5.

**7.11 Responsables**

**a) Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Tracey Miller  
Titre : Spécialiste en approvisionnements  
Direction : Direction de l'approvisionnement en science et de systèmes logiciels  
Direction générale des approvisionnements  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Adresse : Les Terrasses de la Chaudière  
10 Wellington, 4th floor  
GATINEAU QC K1A 0S5  
Téléphone : 613-858-2651  
Courriel : [tracey.miller@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:tracey.miller@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ni de travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites provenant d'une personne autre que l'autorité contractante.

**b) Responsable technique**

*(Compléter ou supprimer, selon le cas)*

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

En son absence, le chargé du projet est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le responsable technique [est le représentant du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat et] est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter de questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser la modification de la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

(c) **Représentant de l'entrepreneur**

*(Compléter ou supprimer, selon le cas)*

## 7.12 Divulcation proactive des marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a convenu que ces renseignements seront affichés sur les sites Web ministériels, conformément à l'Avis sur la politique sur les marchés 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

## 7.13 Paiement

a) **Base de paiement**

- i. **Services d'abonnement au logiciel sous licence** : Pour les services d'abonnement à un logiciel sous licence (y compris la documentation relative au logiciel, la maintenance et le soutien), comme indiqué dans le contrat, le Canada paiera à l'avance à l'entrepreneur les prix de lot fermes tout compris établis à l'annexe A, la TPS/TVH en sus, sur acceptation des services d'abonnement au logiciel sous licence par le responsable technique, conformément à la méthode de paiement décrite au paragraphe c).
- ii. **Services d'abonnement à un logiciel sous licence optionnel additionnel** : Dans le cadre de son option d'augmenter le nombre d'abonnements au logiciel sous licence des services d'abonnement au logiciel sous licence si le Canada exerce son droit à cette option, il paiera à l'entrepreneur le prix de lot ferme tout compris établi à l'annexe A, TPS/TVH en sus. Si le nombre d'abonnements au logiciel sous licence augmente pendant la période du contrat ou pendant une des périodes d'option, le Canada paiera le prix applicable pour le nombre de personnes-ressources divisé par 365, puis multiplié par le nombre de jours qui reste dans la période en question.
- iii. **Licences supplémentaires optionnelles du logiciel** : Pour des licences supplémentaires en vue de l'utilisation du logiciel sous licence par des clients supplémentaires, si le Canada décide de se prévaloir de cette option, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme établi à l'annexe B FAB destination, droits de douane compris, taxes applicables en sus.
- iv. **Frais de déplacement et de subsistance** : Le Canada ne paiera pas de frais de déplacement ou de séjour associés à l'exécution des travaux.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

v. **Attribution concurrentielle** : L'entrepreneur reconnaît que le présent contrat a été attribué à l'issue d'un processus concurrentiel. Aucuns frais supplémentaires ne seront versés à l'entrepreneur pour les erreurs, les oublis, les idées fausses ou les mauvaises estimations dans sa soumission.

vi. **Objet des estimations** : Toutes les estimations reproduites dans ce contrat le sont uniquement pour répondre aux besoins administratifs du Canada et ne constituent pas des engagements de sa part pour ce qui est de l'acquisition de ces biens ou de ces services selon les nombres indiqués. Les engagements relatifs à l'acquisition d'une quantité ou d'une valeur précise de biens ou de services sont décrits ailleurs dans le contrat.

b) **Limitation des prix**

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

c) **Mode de paiement – Paiement anticipé pour les services d'abonnement au logiciel sous licence**

Le Canada versera le paiement anticipé à l'entrepreneur pour les services d'abonnement au logiciel sous licence dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la facture complète (et de toute pièce justificative exigée) ou dans les 30 jours suivant la date précisée dans le contrat pour le paiement anticipé, selon le dernier terme atteint.

Si le Canada conteste une facture pour quelque raison que ce soit, il réglera à l'entrepreneur la tranche de la facture non contestée, à la condition que les articles non contestés soient indiqués distinctement sur la facture et que leur paiement soit exigible. Dans le cas des factures contestées, elles ne seront réputées reçues aux fins de l'article des conditions générales intitulé « Intérêts sur les comptes en souffrance » qu'une fois le litige réglé.

L'entrepreneur reconnaît qu'il s'agit d'un paiement anticipé et, malgré toute indication contraire dans le contrat, le Canada n'exécutera les procédures d'acceptation qu'après que les services auront été rendus, peu importe si le paiement a déjà été versé. L'entrepreneur convient que tout paiement anticipé autorisé et effectué aux termes de ce contrat ne constitue pas une acceptation des services payés. De plus, un paiement anticipé n'empêche pas le Canada d'exercer un recours éventuel à l'égard de ce paiement ou des travaux effectués, si les travaux exécutés par la suite s'avèrent inacceptables.

(d) **Modalités de paiement – Paiement unique**

(i) H1000C (2008-05-12), Paiement unique

(e) **Méthode de paiement – Paiement anticipé**

Le Canada versera un paiement anticipé à l'entrepreneur pour les services de maintenance et de soutien si :

- A. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- B. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada.

Le versement d'un paiement anticipé n'empêche pas le Canada d'exercer un recours à l'égard du paiement anticipé ou des travaux si les travaux exécutés par la suite sont jugés inacceptables.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

(f) **Vérification discrétionnaire des comptes**

Les éléments qui suivent peuvent faire l'objet d'une vérification des comptes par le gouvernement avant ou après le paiement :

Le montant réclamé en vertu du contrat, calculé conformément à la base de paiement, y compris le temps facturé.

L'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur.

Le profit estimatif compris dans tout élément de prix ferme, taux horaire ferme, taux ferme de frais généraux ou multiplicateur salarial ferme, pour lequel l'entrepreneur a fourni une attestation appropriée. Le but d'une telle vérification est de déterminer si le profit réel réalisé à la suite d'un seul contrat, s'il en existe un seul, ou si le profit global réel réalisé par l'entrepreneur à la suite d'un ensemble de contrats négociés renfermant un ou plusieurs des prix, taux basés sur le temps ou multiplicateurs précités pendant une période précise et choisie, est raisonnable et justifié par rapport au profit estimatif indiqué dans une ou des attestations de prix ou de taux antérieurs.

Tout élément de prix ferme, taux horaire ferme, taux ferme de frais généraux ou multiplicateur salarial ferme pour lequel l'entrepreneur a fourni une attestation indiquant que cet élément s'applique au meilleur client. Une telle vérification viserait à déterminer si l'entrepreneur a appliqué à quiconque, y compris le meilleur client de l'entrepreneur, des prix, taux ou multiplicateurs moins élevés pour des biens ou services de qualité et quantité comparables.

- A. Tout paiement effectué avant la fin de la vérification des comptes sera considéré uniquement comme paiement provisoire et devra faire l'objet d'un rajustement dans la mesure requise pour tenir compte des résultats de cette vérification. Pour tout paiement en trop, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le trop-payé. Dans le cadre de toute vérification, les parties négocieront de bonne foi afin de déterminer les documents fournis par l'entrepreneur qui resteront confidentiels.
- B. Peu importe leur format, les documents vérifiés divulgués au client ou au Canada par l'entrepreneur doivent rester confidentiels s'ils portent la mention « confidentiel » et font l'objet d'une entente découlant du paragraphe ci-dessus.

**(a) Niveaux de disponibilité et crédits de services**

- (i) **Disponibilité des services** : La solution de GCI doit être disponible 24 heures par jour, sept jours par semaine, à l'exception des périodes de maintenance prévues ou de tout événement découlant des produits, des services ou des actions de tiers qui échappe au contrôle raisonnable de l'entrepreneur.
- (ii) La maintenance prévue ne sera effectuée qu'après au moins un jour ouvrable d'avis. L'entrepreneur peut effectuer de la maintenance sur la Hosted Online Survey Solution, en partie ou en totalité, afin de mettre à niveau le matériel ou le logiciel qui exploite ou soutient la Hosted Online Survey Solution, de mettre en œuvre des mesures de sécurité, ou régler tout autre problème qu'il juge approprié pour l'exploitation continue de la Hosted Online Survey Solution.
- (iii) Quelles que soient les dispositions concernant les retards justifiables des conditions générales, l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que le Canada ne se voit pas refuser l'accès aux services pour plus de quatre (4) heures dans toute éventualité, y compris une situation déterminée dans les dispositions concernant les retards justifiables des conditions générales, qui nuit à l'infrastructure de l'entrepreneur nécessaire pour la prestation des services. L'entrepreneur doit maintenir la capacité de poursuivre la prestation des services à partir d'un autre emplacement et par l'intermédiaire d'un autre



Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

moyen de télécommunication, dans l'éventualité où une situation rendrait l'infrastructure principale de l'entrepreneur inutilisable ou indisponible. Si l'entrepreneur ne réussit pas à restaurer les services dans les quatre (4) heures suivant l'interruption initiale, le Canada peut déclarer l'entrepreneur comme ayant manqué à ses obligations contractuelles, et peut chercher d'autres services pouvant avoir été offerts en vertu du présent contrat, pour les tiers. L'entrepreneur doit rembourser le Canada pour tous les coûts engagés par le Canada pour l'obtention de tels services. Les paiements doivent être versés dans les 30 jours civils suivant la demande écrite du Canada pour ces paiements.

- (iv) **Crédits de service** : À la demande du Canada, l'entrepreneur calculera la disponibilité des services du client au cours de n'importe quel mois de l'année. Si l'entrepreneur ne réussit pas à respecter la disponibilité des services au cours d'un mois donné, le Canada aura droit à un crédit aux montants suivants :

Interruption à la disponibilité du service	Crédit de service
Moins de 0,99 % des heures dans un mois civil	Aucun crédit
De 1 % à 3,99 % des heures dans un mois civil	5%
De 4 % à 5,99 % des heures dans un mois civil	10%
De 6 % à 11,99 % des heures dans un mois civil	25%
12 % ou plus des heures dans un mois civil	50%

Le montant de crédit auquel a droit le Canada pour toute interruption à la disponibilité du service au cours d'un mois civil sera calculé comme suit : le pourcentage applicable de crédit de service pour l'interruption à la disponibilité du service x le taux mensuel estimé (établi au prorata du taux annuel applicable payé par le Canada à ce moment).

La durée d'une interruption à la disponibilité du service sera mesurée du temps du signalement par le client, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait pris les mesures nécessaires pour rétablir la disponibilité du service.

- vi. **Mesures correctives** : Si, conformément à cet article, les crédits sont applicables durant 2 mois consécutifs ou 3 mois sur une période de 12 mois, l'entrepreneur doit présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura 5 jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et 20 jours ouvrables pour corriger la source du problème.
- vii. **Résiliation pour non-respect du niveau de disponibilité** : Outre les autres droits qui lui sont conférés dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat conformément aux conditions générales pour manquement en donnant à l'entrepreneur un avis écrit de trois (3) mois lui faisant part de son intention, si:

- (A) le montant total de crédits pour tout cycle mensuel de facturation atteint un niveau de 10 % de la facturation total pour ce mois; ou

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

(B) les mesures correctives demandées ci-dessus à l'entrepreneur n'ont pas été prises.

La résiliation prendra effet une fois la période de préavis de trois (3) mois terminée, à moins que le Canada ait déterminé que l'entrepreneur a mis en œuvre les mesures correctives de façon satisfaisante pendant ces trois mois.

- xiii. **Crédits s'appliquant pendant toute la durée du contrat :** Les parties conviennent que les crédits seront appliqués tout au long du contrat, y compris durant la mise en œuvre.
- xiv. **Crédits représentant des dommages-intérêts :** Les parties conviennent que les crédits sont des dommages-intérêts et qu'ils représentent la meilleure estimation préalable de la perte pour le Canada dans l'éventualité du manquement applicable. Les crédits ne visent pas à constituer une pénalité, et ne doivent pas être considérés comme constituant une pénalité.
- xv. **Droit du Canada d'obtenir le paiement :** Les parties conviennent que ces crédits représentent une dette déterminée. Afin d'obtenir le paiement des crédits, le Canada est autorisé en tout temps à retenir, à recouvrer ou à déduire tout montant dû et impayé de toute somme due à l'entrepreneur par le Canada de temps à autre.
- xvi. **Droits et recours non limités du Canada :** Les parties conviennent que rien dans le présent article ne limite les droits ou les recours dont le Canada peut se prévaloir conformément au présent contrat (y compris le droit de résilier le contrat pour manquement) ou en vertu de la loi en général.
- xvii. **Droits de vérification :** Le calcul de l'entrepreneur relatif aux crédits dans le cadre du contrat peut être vérifié par le service de vérification du gouvernement, à la discrétion de l'autorité contractante, avant ou après le versement du paiement à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit coopérer entièrement avec le Canada au cours de la réalisation de toute vérification en permettant au Canada d'accéder à tous les documents et systèmes que le Canada juge nécessaires pour veiller à ce que tous les crédits aient été correctement imputés au Canada dans les factures de l'entrepreneur. Si une vérification démontre que des factures passées contiennent des erreurs de calcul des crédits, l'entrepreneur doit payer au Canada le montant, tel qu'il a été déterminé par la vérification, qui aurait dû être crédité au Canada, en plus des intérêts, à compter de la date à laquelle le Canada a versé le paiement excédentaire jusqu'à la date du remboursement (le taux d'intérêt est le taux officiel d'escompte par année de la Banque du Canada en vigueur à la date à laquelle le crédit était dû au Canada, plus 1,25 % par année). Si, à la suite d'une vérification, le Canada détermine que les documents ou les systèmes de l'entrepreneur servant à déterminer, à calculer ou à enregistrer les crédits ne sont pas adéquats, l'entrepreneur devra mettre en œuvre toutes les mesures supplémentaires exigées par l'autorité contractante pour remédier au problème.

#### 7.14 Instructions relatives à la facturation

- a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément aux renseignements demandés dans les conditions générales.
- b) La facture de l'entrepreneur doit comporter un poste pour chaque sous-alinéa de la Base de paiement.
- c) En soumettant des factures (portant sur des articles qui ne font pas l'objet de paiement anticipé) l'entrepreneur atteste que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la Base de paiement du contrat, y compris les frais résultant de l'exécution des travaux par des sous-traitants.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- d) L'entrepreneur doit remettre au responsable technique l'original de chaque facture et une copie à l'autorité contractante.

## 7.15 Attestations

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément à la disposition du contrat en la matière.

## 7.16 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec le Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme des contrats fédéraux ». L'imposition d'une telle sanction par Emploi et Développement social Canada fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

## 7.17 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi conformément aux lois en vigueur Ontario, et les lois entre les parties seront déterminées par ces lois.

## 7.18 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus loin sur la liste:

- (a) les articles du présent accord, y compris les clauses du guide des CCUA qui y sont intégrées par renvoi ;
- (b) les conditions générales supplémentaires, dans l'ordre suivant :
  - (i) 4008 (2008-12-12) Conditions générales supplémentaires - Renseignements personnels ; appliquer au contrat et en faire partie
- (c) les conditions générales (2018-06-21), besoins plus complexes de biens;
- (d) l'annexe A, Énoncé des travaux;
- (e) l'annexe B, Critères d'évaluation;
- (f) l'annexe C, Base de paiement;
- (g) l'annexe D, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- (h) l'annexe E, Gouvernement du Canada Profil des mesures de sécurité pour les services du GC fondé sur l'informatique en nuage;

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- (i) l'annexe F, Exigences de filtrage de securite;
- (j) l'annexe G, Criteres techniques de securite obligatoires;
- (k) l'annexe H, Criteres cotes pour les criteres techniques de securite obligatoires;
- (l) l'annexe I, Formulaire du soumissionnaire
- (m) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_, clarifié le ou modifiée le \_\_\_\_\_, à l'exclusion des modalités du concepteur de logiciels pouvant faire partie de la soumission, des dispositions sur la limitation de la responsabilité et des modalités intégrées dans la soumission par renvoi (y compris par hyperlien).

#### **7.19 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)**

Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

#### **7.20 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)**

Clause du guide des CCUA A2001C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

#### **7.21 Exigences en matière d'assurance**

Clause du guide des CCUA G1005C (2016-01-28) Exigences en matière d'assurance

#### **7.22 Limitation de la responsabilité – gestion de l'information/technologie de l'information**

Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé «Responsabilité». Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'entrepreneur, cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants, ou leurs employés. Cet article s'applique que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada en ce qui concerne le rendement ou l'inexécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans cet article et dans tout autre article du contrat préétabliant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans cet article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.

##### **Responsabilité de la première partie :**

L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers ou consécutifs, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :

- a) toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;
- b) toute blessure physique, y compris la mort.

L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur qui touchent des biens personnels matériels ou des biens immobiliers qui sont la propriété du Canada, en sa possession, ou qui sont occupés par le Canada.

Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité en vertu du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée des secrets industriels de

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

L'autre partie (ou des secrets industriels d'un tiers fournis par une partie à une autre, en vertu du contrat) qui concernent la technologie de l'information.

L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cela ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées au sous-alinéa (i)(A) ci-dessus.

L'entrepreneur est aussi responsable envers le Canada de tous les autres dommages directs qui ont été causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :

- a) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;
- b) tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux, lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (B) du montant le plus élevé entre \_\_\_\_\_ fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services), ou 1 M \$.

En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa (v) ne dépassera le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou 1M \$, le montant le plus élevé étant retenu.

Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et données.

**(n) Réclamations de tiers :**

Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.

Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire ou responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), en ce qui concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle, de blessures physiques à un tiers, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou toute réclamation sur toute portion des travaux; ou un manquement à l'obligation de confidentialité.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Les parties sont uniquement responsables l'une devant l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans ce paragraphe (c).

### 7.23 Entrepreneur en coentreprise

- (a) L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est \_\_\_\_\_ et qu'elle est formée des membres suivants :
- (b) En ce qui a trait aux rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
  - (i) \_\_\_\_\_ a été nommé comme « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de celle-ci pour ce qui est des questions se rapportant au présent contrat;
  - (ii) en remettant un avis au membre représentant, le Canada sera réputé l'avoir remis à tous les membres de cette coentreprise;
  - (iii) les sommes versées par le Canada au membre représentant en vertu du contrat seront réputées avoir été versées à tous les membres de la coentreprise.
- (c) Les membres de la coentreprise acceptent que le Canada puisse, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de différend entre les membres lorsqu'il est d'avis que ce différend nuit à l'exécution des travaux, et ce, de quelque façon que ce soit.
- (d) Les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution de ce contrat.
- (e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification dans la composition des membres de la coentreprise (c.-à-d. une modification du nombre de membres ou la substitution d'une autre entité légale à un membre existant) constitue une cession et est assujettie aux dispositions des conditions générales.
- (f) L'entrepreneur reconnaît que les exigences contractuelles relatives aux marchandises contrôlées et à la sécurité, le cas échéant, s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

**Remarque à l'intention des soumissionnaires :** Le présent article sera supprimé si le soumissionnaire auquel on attribue le contrat n'est pas constitué en coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, cet article sera complété à l'aide de l'information contenue dans sa soumission.

### 7.24 Formation

- a) **Donner de la formation :** La formation doit comprendre l'enseignement et le matériel de cours, en anglais et en français, qui doivent être offerts au cours du mois suivant l'installation sur les réseaux d'IRCC de l'ensemble du logiciel commercial.

Le matériel de cours doit comprendre le guide d'installation, le manuel de l'utilisateur et le guide de formation offerts en ligne sur la solution logicielle ainsi qu'en format Microsoft Word et PDF.

- b) **Donner de la formation sur le logiciel :**

- i. l'entrepreneur doit fournir de la formation en ligne portant sur les produits logiciels faisant partie de la solution logicielle;

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- ii. la formation doit être offerte dans le mois suivant l'attribution du contrat;
  - iii. la formation, qui comprend l'enseignement et le matériel de cours, doit être donnée en français et en anglais;
  - iv. avant de fournir toute formation (au moins 10 jours ouvrables avant le premier cours), l'entrepreneur doit présenter au responsable technique le programme de cours, le calendrier, les documents de formation, ainsi que les noms et les compétences des formateurs, pour approbation.
- c) **Finalisation de l'ébauche du plan de formation** : Dans un délai de 5 jours ouvrables suivant l'attribution du contrat, le Canada fournira des commentaires sur l'ébauche du plan de formation présentée par l'entrepreneur dans le cadre de sa soumission. L'entrepreneur doit mettre le plan de formation à jour afin qu'il tienne compte des commentaires du Canada dans un délai de 10 jours ouvrables, puis transmettre le plan de nouveau au Canada afin d'obtenir une approbation.

## 7.25 Préservation des supports électroniques

- (a) Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour balayer les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. L'entrepreneur doit informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé pour les travaux renferme des virus informatiques ou autres codes malveillants.
- (b) Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus (par exemple s'ils sont effacés par accident) pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada conformément au contrat, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

## 7.26 Accès aux biens et aux installations du Canada

Les biens, les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas forcément à la disposition de l'entrepreneur. S'il veut y avoir accès, il doit en faire la demande au responsable technique. Sauf indication contraire à cet effet dans le contrat, le Canada n'est pas tenu de fournir à l'entrepreneur l'une ou l'autre des ressources précitées. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de mettre ses installations, son matériel, sa documentation et son personnel à la disposition de l'entrepreneur pour effectuer les travaux, il peut exiger une modification de la Base de paiement, et des exigences supplémentaires en matière de sécurité peuvent s'appliquer.

## 7.27 Aucune interruption des services

L'entrepreneur ne doit interrompre aucune partie des services lorsque : a) le Canada conteste raisonnablement tout montant dû à l'entrepreneur; ou b) tout montant dû à l'entrepreneur non payé, mais non contesté est en souffrance depuis moins de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrables.

## 7.28 Services de transition à la fin du contrat

L'entrepreneur reconnaît qu'il est important pour le Canada de pouvoir accéder aux services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence après la durée du contrat. L'entrepreneur accepte, pendant la période précédant la fin du contrat (pendant la dernière période d'option) ou sur demande écrite du Canada au cours de la période du contrat, de prendre tous les moyens raisonnables en son pouvoir pour aider le Canada à faire la transition entre le présent contrat et le contrat avec un autre fournisseur ou le Canada et que les services ci-dessous ainsi assurés ne

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

donneront lieu à aucuns frais autres que ceux qui sont prévus dans la base de paiement. Par la présente, l'entrepreneur accorde au Canada les options irrévocables suivantes :

(a) **Stabilité des prix de services d'abonnement de logiciel sous licence**

Par conséquent, l'entrepreneur propose de continuer de fournir les services de maintenance et de soutien à des taux annuels raisonnables et selon les autres modalités et conditions établies dans le présent contrat, sous réserve de la signature par les parties d'un ou de plusieurs contrats à cet égard. Pour chacune des deux (2) années suivant la durée du contrat, l'entrepreneur propose par les présentes les tarifs annuels les plus bas parmi les suivants :

- i) les taux publiés en vigueur à ce moment-là;
- ii) les taux faisant l'objet de contrats antérieurs et rajustés selon l'écart en pourcentage par rapport à l'indice des prix à la consommation (IPC) de Statistique Canada pour la période de douze (12) mois précédant la date à laquelle le changement de prix doit prendre effet;
- iii) 1 % de plus que les taux annuels offerts au Canada l'année précédente en vertu du présent contrat ou de toute prorogation conclue aux termes du présent article.

et les obligations de l'entrepreneur en vertu du présent article survivront à la résiliation ou à l'expiration du présent contrat.

(b) **Transition vers un autre entrepreneur retenu :**

- i) À la fin du contrat, à la fin de la dernière période d'option ou au moment de la résiliation du contrat, selon le cas, et dans un délai de 40 jours civils après en avoir reçu la demande par écrit de la part du Canada ou dans un délai plus long convenu par les parties, l'entrepreneur devra transférer toutes les données et les métadonnées de la solution de GCI au moyen d'un mécanisme sécurisé approuvé par ce dernier et dans un format accessible, lisible par machine et utilisable, qui soit acceptable pour l'État et sans aucuns frais supplémentaires pour celui-ci. Les données et les métadonnées seront réputées reçues au moment de l'approbation écrite du chargé de projet. L'approbation certifiera que les données et les métadonnées qui ont été reçues sont accessibles, lisibles à la machine et utilisables par le Canada.
- ii) L'entrepreneur accepte, après le transfert réussi des données du Canada, de détruire toutes les données qui lui appartiennent, et de fournir une certification d'achèvement.

## 7.29 Résiliation pour des motifs de commodité

À l'égard de l'article 30 des conditions générales 2035, le cas échéant, ou de l'article 32 des conditions 2030, le cas échéant, on supprime le paragraphe 4 pour le remplacer par les paragraphes 4, 5 et 6 suivants :

1. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel.
2. Si l'autorité contractante résilie le contrat et si les articles du présent accord comprennent une garantie des travaux minimums, le montant total à verser à l'entrepreneur conformément au contrat ne doit pas dépasser le plus élevé des deux montants suivants :
  - (a) le montant total auquel a droit l'entrepreneur selon le présent article, en plus des montants qui lui ont été versés, des montants qui devront lui être payés en vertu de la garantie de revenu minimum, ainsi que les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation;



Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

—

- (b) le montant total payable selon la garantie des travaux minimums, moins les montants qui ont été versés à l'entrepreneur et les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation.
3. Sauf dans la mesure prévue dans le présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts, compensation, perte de profit, indemnité découlant de tout avis de résiliation en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## ANNEXE A

### ÉNONCÉ DES TRAVAUX

#### I. Objectif

L'entrepreneur doit fournir une solution de sondage commerciale en ligne hébergée (ci-après appelée « la solution logicielle ») pour le compte du gouvernement du Canada, comprenant un logiciel de sondage en ligne, un logiciel d'analyse de données et de production de rapports et, sur demande, un soutien technique. La solution logicielle doit permettre au gouvernement du Canada de réaliser des sondages en ligne, de mener des consultations et de procéder à des recherches sur l'opinion publique auprès d'intervenants internes et externes (c.-à-d., employés du gouvernement du Canada, entrepreneurs et membres du grand public, qu'ils soient Canadiens ou non). La solution logicielle doit permettre aux clients de recueillir des renseignements pouvant être utilisés pour orienter et évaluer les politiques, les programmes et les services du gouvernement du Canada.

#### II. Contexte

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) élabore et met en œuvre des politiques ainsi que des programmes et services se rapportant à l'immigration, aux réfugiés, à la citoyenneté, à l'intégration et au Programme de passeport du Canada. La Direction générale des communications d'IRCC est responsable de la recherche sur l'opinion publique, des consultations et de l'engagement des citoyens, ainsi que de l'évaluation des programmes. Ces activités permettent à IRCC de se conformer à la Politique sur les communications et l'image de marque de même qu'à la Politique sur les résultats. Elles sont fréquemment réalisées à l'aide de sondages en ligne, d'analyses de données et de logiciels de production de rapports afin d'assurer la collecte rapide et rentable de l'information et de permettre une analyse subséquente des résultats. Depuis 2010, le client utilise un logiciel en ligne pour effectuer des sondages auprès des employés, des clients, d'autres ministères, des fournisseurs de services et du grand public.

#### III. Portée des travaux

IRCC prévoit l'acquisition initiale de licences pour 100 utilisateurs, ce qui comprend des services de maintenance et de soutien pendant une année, avec la possibilité d'ajouter d'autres utilisateurs, de renouveler les services de maintenance et de soutien, et de commander des services de formation et des services professionnels en fonction des besoins. La solution logicielle doit offrir les fonctionnalités suivantes :

- Permettre aux clients de concevoir et de lancer des sondages;
- Permettre l'authentification par mot de passe sécurisé;
- Permettre d'intégrer des caractéristiques normalisées aux questions et aux questionnaires;
- Permettre la collecte électronique des données;
- Permettre l'analyse des données;
- Permettre la production de rapports sur les résultats des données;
- Permettre la saisie et l'exportation des données.

La solution logicielle doit :

- Être un service géré qui comporte les éléments suivants :
  - Les plateformes matérielles et le stockage nécessaires pour prendre en charge la solution logicielle;
  - Tout logiciel ou service de réseau, de sécurité et de plateforme requis (p. ex., systèmes d'exploitation, bases de données, répertoires, pare-feu) pour prendre en charge la solution logicielle ainsi que un logiciel d'application;
  - Les services nécessaires à la mise en œuvre et à la configuration de la solution logicielle, y compris l'importation de données existantes dans la solution logicielle;

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- Les services requis pour assurer la maintenance de la solution logicielle, y compris les versions logicielles, les mises à niveau et les corrections de bogues, dès qu'elles seront disponibles;
  - Un soutien technique pour la solution logicielle.
- Être hébergée sur les serveurs sécurisés de l'entrepreneur au Canada et y stocker toutes les données;
- Respecter les Règles pour l'accessibilité des contenus Web (WCAG) 2.0 de niveau AA et disposer d'une connexion sécurisée par le biais du protocole HTTPS utilisant le chiffrement SSL;
- Être évolutive et avoir la capacité de traiter un minimum de 100 utilisateurs simultanés ainsi qu'un minimum de deux millions de sondages remplis par année;
- Permettre aux utilisateurs de concevoir des sondages à l'aide d'une interface glisser-déposer disposant des structures de base et avancées des questionnaires, afin de pouvoir créer rapidement des sondages;
- Permettre aux utilisateurs de personnaliser les modèles de sondage et les URL afin de se conformer aux politiques et lignes directrices du gouvernement du Canada;
- Créer un panneau de contrôle destiné à l'administration, à partir duquel le client peut gérer l'ensemble des informations des utilisateurs au sein de son ministère (y compris l'authentification par mot de passe sécurisé et l'attribution de permissions d'accès);
- Générer des données individuelles et agrégées sur les réponses et permettre aux utilisateurs d'exporter des rapports;
- Saisir l'emplacement général de l'adresse IP; toutefois, l'emplacement particulier doit être masqué, conformément aux directives suivantes : <http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=26761>;
- Permettre aux utilisateurs de travailler dans la langue officielle de leur choix (anglais ou français);
- Permettre de configurer les sondages de façon à ce que les répondants puissent y répondre dans la langue officielle de leur choix (anglais ou français).

#### IV. Produits livrables

L'entrepreneur doit fournir ce qui suit :

Produit livrable	Échéancier afférent	Présentation
Logiciel et licences	La solution logicielle doit satisfaire à toutes les exigences obligatoires avant la date de clôture des soumissions. L'entrepreneur doit fournir toutes les licences requises pour accéder à la solution logicielle dans les cinq jours ouvrables suivant la date d'attribution du contrat.	Tout format requis pour assurer le fonctionnement de la solution logicielle.
Réunion de démarrage	Dans les cinq jours ouvrables suivant la date d'attribution du contrat.	En personne, par téléconférence ou conférence Web.
Documentation sur la gestion de projet : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan de gestion du projet;</li> <li>• Calendrier du projet;</li> <li>• Stratégie et plan de mise en œuvre;</li> <li>• Modèle ministériel intégré à la plateforme de sondage en ligne;</li> </ul>	Dans les 15 jours ouvrables suivant la date d'attribution du contrat.	Microsoft Word ou PDF

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

• Plan et stratégie de migration.		
Guides de l'utilisateur :  <ul style="list-style-type: none"> <li>• Guide d'installation;</li> <li>• Guide de l'administrateur;</li> <li>• Manuel de l'utilisateur;</li> <li>• Guide de formation.</li> </ul>	Dans les 20 jours ouvrables suivant la date d'attribution du contrat.	En ligne au moyen de la solution logicielle, Microsoft Word et PDF.
Formation	Dans les 20 jours ouvrables suivant la date d'attribution du contrat.	Téléconférence ou conférence Web.
Réunion d'étape	Dans les 60 jours ouvrables suivant la date d'attribution du contrat.	En personne, par téléconférence ou conférence Web.

## V. Déplacements

Il n'y a aucun déplacement à effectuer dans le cadre de la présente demande. Les frais de déplacement, le cas échéant, relèvent entièrement de l'entrepreneur.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## ANNEXE B

### CRITERE D'EVALUATION

#### I. Exigences obligatoires

Pour confirmer sa réponse, l'entrepreneur doit présenter la documentation sur le produit. Le soumissionnaire doit documenter tous les renvois vers des sites Web en présentant des copies imprimées des pages auxquelles il se réfère dans la proposition, à défaut de quoi la réponse sera jugée non conforme et ne sera pas prise en considération.

	Exigence obligatoire	Page et paragraphe de la référence à la soumission	Énoncé expliquant la manière dont le critère est respecté
<b>O1</b>	La solution logicielle doit être un service géré disposant des plateformes matérielles et du stockage nécessaires pour prendre en charge la solution logicielle, et ne doit nécessiter aucune installation logicielle à l'exception des navigateurs susmentionnés.		
<b>O2</b>	La solution logicielle doit être un service géré comprenant tous les logiciels ou services de réseau, de sécurité et de plateforme requis (p. ex. systèmes d'exploitation, bases de données, répertoires, pare-feu) pour prendre en charge la solution logicielle ainsi que le logiciel d'application requis pour prendre en charge la solution logicielle. La solution logicielle ne doit nécessiter l'installation d'aucun logiciel pour pouvoir utiliser le service, et elle doit au minimum comprendre les versions mises à jour qui suivent :  1.1 Internet Explorer 11 ou versions ultérieures;  1.2 Firefox 64 ou versions ultérieures;  1.3 Chrome 71 ou versions ultérieures;  1.4 Safari 10 ou versions ultérieures.		
<b>O3</b>	La solution logicielle doit être un service géré permettant l'importation de données existantes dans la solution logicielle.		
<b>O4</b>	La solution logicielle doit être un service géré comprenant les services requis pour assurer la maintenance de la solution logicielle, y compris les versions logicielles, les mises à niveau et les corrections de bogues, dès qu'elles seront disponibles. Ces services incluent le soutien technique pour la solution logicielle.		
<b>O5</b>	La solution logicielle ainsi que toutes les données du gouvernement du Canada doivent être hébergées sur les serveurs sécurisés de l'entrepreneur au Canada.		

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

<b>O6</b>	La solution logicielle doit être conforme aux Règles pour l'accessibilité des contenus Web (WCAG) 2.0 de niveau AA.		
<b>O7</b>	La solution logicielle doit disposer d'une fonctionnalité permettant aux administrateurs de télécharger des modèles.		
<b>O8</b>	La solution logicielle doit permettre des échanges de données sécurisés entre l'application et un poste de travail client, ainsi qu'une connexion sécurisée au moyen d'un protocole HTTPS utilisant le chiffrement SSL.		
<b>O9</b>	Le vendeur ne peut pas supprimer des données de la solution logicielle sans que le client en soit informé par courriel.		
<b>O10</b>	La solution logicielle doit comprendre la dernière version du logiciel pour protéger les données stockées contre un accès par des tiers (par exemple, dernières versions, mises à jour, correctifs).		
<b>O11</b>	La solution logicielle doit permettre de saisir l'emplacement général de l'adresse IP; toutefois, l'emplacement particulier doit être masqué, conformément aux directives suivantes : <a href="http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=26761">http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=26761</a> (Date : 2013-01-31).		
<b>O12</b>	La solution logicielle doit pouvoir traiter simultanément un minimum de 100 comptes d'utilisateurs protégés par mot de passe sans affecter la performance ou l'expérience utilisateur.		
<b>O13</b>	La solution logicielle doit pouvoir traiter un minimum de deux millions de sondages remplis par année.		
<b>O14</b>	La solution logicielle doit être accessible à l'aide d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe.		
<b>O15</b>	La solution logicielle doit permettre au client de créer et de gérer toutes les permissions d'utilisateurs que ce dernier juge nécessaires pour la création et la gestion des comptes d'utilisateurs.		
<b>O16</b>	La solution logicielle devra permettre au client :  1.1 de créer de nouveaux comptes, de supprimer des comptes, de modifier le statut au sein des groupes et de modifier les permissions;  1.2 d'avoir un accès complet aux sondages créés par d'autres utilisateurs;  1.3 de visualiser et d'imprimer les réponses individuelles.		
<b>O17</b>	La solution doit permettre de contrôler divers types de droits d'accès		

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	accordés aux utilisateurs, notamment :		
	<p>1.1 droit de visualiser les sondages;</p> <p>1.2 droit de supprimer des sondages (y compris toutes les réponses, données, et versions connexes, ainsi que l'historique des modifications);</p> <p>1.3 droit de modifier des sondages;</p>		
	<p>1.4 droit de traduire des sondages;</p> <p>1.5 droit de distribuer des sondages;</p> <p>1.6 droit d'exporter des résultats;</p> <p>1.7 droit de générer des rapports;</p> <p>1.8 droit d'exécuter les tâches d'administrateur du système.</p>		
<b>O18</b>	La solution logicielle ne doit pas imposer de limites quant au nombre de sondages, de questions de sondages, de fonctionnalités ou de filtres personnalisés.		
<b>O19</b>	<p>La solution logicielle doit permettre aux utilisateurs d'envoyer un nombre illimité d'invitations et de rappels sous forme de courriels individuels ou en lot, de même que des invitations et des rappels par courriel, par le biais de liens sécurisés d'invitation par courrier électronique, y compris les éléments suivants :</p> <p>1.1 envoi de courriels de test et de rappel;</p> <p>1.2 visualisation du statut des invitations et des courriels envoyés (en temps réel);</p> <p>1.3 personnalisation de l'adresse de l'expéditeur et de correspondance par courriel et du nom de l'expéditeur;</p> <p>1.4 transfert du contenu de carnets d'adresses à un courriel d'invitation;</p> <p>1.5 création de codes QR;</p> <p>1.6 génération et suivi de réponses, et exportation des codes d'invitation personnalisables;</p>		

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	1.7 exportation d'API.		
O20	La solution logicielle ne doit pas imposer de limite quant au nombre d'invitations.		
O21	La solution logicielle doit permettre la personnalisation de modèles.		
O22	La solution logicielle doit avoir la capacité d'héberger simultanément des sondages distincts créés à partir de modèles différents.		
O23	La solution logicielle doit permettre aux utilisateurs d'envoyer un nombre illimité de courriels individuels ou en lot.		
O24	La solution logicielle doit permettre l'envoi d'invitations initiales par courriel aux répondants potentiels.		
O25	La solution logicielle doit disposer d'une option de retrait automatique pour toutes les invitations futures et empêcher l'envoi d'invitations futures à ceux qui se sont retirés.		
O26	La solution logicielle doit permettre de basculer entre les sondages actifs et inactifs.		
O27	La solution logicielle doit fournir des URL uniques ou personnalisées pour les sondages en anglais et en français, qui demeurerait fonctionnelles si le sondage était transféré d'un utilisateur à un autre.		
O28	La solution logicielle doit permettre l'intégration d'images, de vidéos et de logos dans le questionnaire.		
O29	La solution logicielle doit permettre aux répondants de télécharger leur questionnaire rempli.		
O30	La solution logicielle doit permettre de suivre le nombre de questionnaires partiellement remplis et de questionnaires remplis.		
O31	La solution logicielle doit générer un taux de réponse.		
O32	La solution logicielle doit fournir les dates et heures associées aux réponses ainsi qu'un nombre moyen de réponses par jour.		
O33	La solution logicielle doit archiver ou être configurée pour archiver les données dans un fichier distinct.		
O34	La solution logicielle doit permettre aux répondants de participer aux sondages à l'aide d'un appareil mobile et d'un téléphone intelligent.		



<b>O35</b>	<p>La solution logicielle doit inclure une structure de base du questionnaire comprenant au minimum les sections suivantes :</p> <p>1.1 section en-têtes/sections de texte;</p> <p>1.2 champs de réponse textuelle (p. ex., valider ou permettre différentes mises en forme : nombres entiers, nombre maximal de mots, numéros de téléphone);</p> <p>1.3 choix multiples;</p> <p>1.4 insertion d'images, de graphiques et de vidéos;</p> <p>1.5 menus déroulants et cases à cocher;</p> <p>1.6 options de réponse « Oui/Non » et « Autre : préciser »;</p>		
	<p>1.7 option de rendre les réponses aux questions facultatives ou obligatoires;</p> <p>1.8 options de réponses sous forme de texte (p. ex. texte court/ligne simple et lignes multiples) avec une fonctionnalité permettant au client de fixer une limite maximale;</p> <p>1.9 barre de progression indiquant le pourcentage du questionnaire rempli.</p>		
<b>O36</b>	<p>La solution logicielle doit inclure une structure de questionnaire avancée comprenant au minimum les sections suivantes :</p> <p>1.1 date/heure;</p> <p>1.2 accès en mode descendant;</p> <p>1.3 affichage des résultats;</p> <p>1.4 minuterie;</p> <p>1.5 classement (p. ex., glisser-déposer les sélections dans différentes catégories ou selon un ordre en particulier);</p> <p>1.6 curseur (p. ex., évaluation d'un élément sur une échelle de 1 à 10 en faisant glisser un bouton sur une échelle);</p> <p>1.7 types de questions variées (p. ex., choix multiples, liste déroulante, côte à côte et réponse sous forme de texte).</p>		

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

<b>O37</b>	La solution logicielle doit permettre d'intégrer des questions comportant des grilles (p. ex., grilles de réponse textuelle, grilles à choix multiples, grilles déroulantes et grilles de cases à cocher).		
<b>O38</b>	La solution logicielle doit permettre de rendre certaines questions obligatoires ou disposer d'une option de retrait ainsi que de la possibilité de modifier et de personnaliser la configuration (par exemple, pages de fin, messages d'erreur et textes de boutons personnalisables).		
<b>O39</b>	La solution logicielle doit permettre le développement d'une logique de sondage comprenant les éléments suivants :  1.1 saut d'éléments ou de questions;  1.2 embranchement (p. ex., possibilité de personnaliser le sondage en fonction des réponses à des questions particulières);  1.3 redirection (p. ex., capacité de transmettre une réponse d'une question à la suivante, selon les options choisies);		
	1.4 bouclage (p. ex. possibilité de répéter les questions plusieurs fois selon le répondant);  1.5 rotation et répartition aléatoire, celles-ci pouvant être basées sur des variables-réponses, la langue, les codes d'invitation, l'adresse IP ou d'autres données administratives.		
<b>O40</b>	La solution logicielle doit inclure une logique dynamique (par exemple, la possibilité de masquer des questions ou des pages).		
<b>O41</b>	La solution logicielle doit permettre la prévisualisation et le prétest des sondages.		
<b>O42</b>	La solution logicielle doit pouvoir être utilisée en ligne et hors ligne, et permettre de distinguer les réponses obtenues par le biais des deux modes.		
<b>O43</b>	La solution logicielle doit tenir à jour et conserver un historique des modifications pendant cinq ans, avec la possibilité de suivre les versions du sondage ainsi que de revenir à une version précédente, au besoin.		
<b>O44</b>	La solution logicielle doit permettre aux répondants de modifier et d'enregistrer leurs réponses lorsqu'ils quittent un sondage et y reviennent.		

O45	La solution logicielle doit contenir une interface utilisateur exploitable sur le Web.		
O46	La solution doit permettre l'utilisation des jeux de caractères complets en anglais et en français.		
O47	La solution doit permettre – ou pouvoir être configurée de façon à permettre – aux utilisateurs de travailler dans la langue officielle de leur choix, soit le français ou l'anglais (y compris la possibilité de visualiser tous les écrans, de recueillir les réponses et d'accéder au soutien technique en anglais ou en français). Les répondants doivent pouvoir commencer un sondage dans une langue et passer à une autre langue tout en répondant au sondage, sans perdre les données associées à leurs réponses.		
O48	La solution logicielle doit fournir – ou pouvoir être configurée de façon à fournir – un soutien technique en anglais ou en français.		
O49	La solution logicielle doit permettre – ou pouvoir être configurée de façon à permettre – aux utilisateurs de travailler dans plusieurs langues supplémentaires (par exemple, l'écriture de gauche à droite comme dans le cas de l'espagnol, l'écriture de droite à gauche comme dans le cas de l'arabe, et l'utilisation de caractères chinois). L'entrepreneur doit rendre ces langues disponibles dans les 30 jours suivant la demande.		
O50	La solution logicielle doit générer des résultats personnalisés et filtrer les résultats en fonction des critères spécifiés par les utilisateurs.		
O51	La solution logicielle doit permettre aux utilisateurs de concevoir et de programmer l'apparence des sondages en HTML/CSS.		
O52	La solution logicielle doit générer des tableaux croisés, des statistiques sommaires et des tableaux de fréquence, ainsi que la moyenne, le mode et la variance pour chaque question.		
O53	La solution logicielle doit permettre aux utilisateurs de télécharger des données individuelles et agrégées sur les réponses.		
O54	La solution doit permettre – ou pouvoir être configurée de façon à permettre – aux utilisateurs d'exporter des rapports en format Excel (.xlsx et .csv) et Word.		
O55	La solution doit permettre de sauvegarder et d'imprimer des rapports normalisés et ponctuels.		
O56	La solution logicielle doit permettre l'utilisation d'un outil d'analyse de tableau de bord.		

Sollicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

<b>O57</b>	L'entrepreneur doit fournir la documentation suivante sous la forme de guides de l'utilisateur :		
	1.1 Manuel de l'administrateur; 1.2 Manuel d'installation; 1.3 Manuel de l'utilisateur; 1.4 Manuel de formation; 1.5 Plan et stratégie de migration.		
<b>O58</b>	La documentation doit être disponible sur support électronique (PDF et en ligne).		
<b>O59</b>	L'entrepreneur doit fournir 20 heures de formation (qui seront données sur place ou à distance sous forme de réunions par Internet).		
<b>O60</b>	L'entrepreneur doit être en mesure de présenter la totalité de la formation en anglais et en français.		
<b>O61</b>	L'entrepreneur doit avoir un représentant de compte dédié, et celui-ci doit occuper un poste de vice-président ou de niveau équivalent.		
<b>O62</b>	Le service d'assistance technique de l'entrepreneur doit disposer d'un temps de réponse garanti dans les deux heures suivant la demande d'aide durant les heures normales de travail.		
<b>O63</b>	L'entrepreneur doit disposer d'un système auxiliaire en cas de panne de courant.		
<b>O64</b>	L'entrepreneur doit donner un avis de 48 heures dans le cas d'un arrêt planifié et informer le client de tout arrêt imprévu dans l'heure suivant l'arrêt.		
<b>O65</b>	L'entrepreneur doit être en mesure de désactiver ou de fournir une fonctionnalité permettant au gouvernement du Canada de désactiver la diffusion ou l'affichage de toute publicité ou sollicitation commerciale d'un tiers sur toute page ou tout écran des services, affichant le contenu créé par le client ou sous le contrôle du gouvernement du Canada.		

## II. Exigences cotées

	Exigence cotée	Valeur nominale des points	Points obtenus	Réponses du soumissionnaire/Référence
--	----------------	----------------------------	----------------	---------------------------------------

				du document
<b>C1</b>	La solution logicielle doit permettre d'alerter le client lorsqu'un sondage est généré par un utilisateur.	Oui – 4 points Non – 0 point		
<b>C2</b>	La solution logicielle devrait permettre de retracer le dernier site visité par l'utilisateur.	Oui – 4 points Non – 0 point		
<b>C3</b>	La solution logicielle devrait permettre de créer des URL de sondages personnalisées. (2 points)  Faire en sorte que les URL restent fonctionnelles lorsqu'un sondage est transféré d'un utilisateur à un autre. (2 points)  Les URL personnalisées devraient être fonctionnelles dans les sondages en anglais et en français. (6 points)	URL personnalisées Oui – 2 points Non – 0 point  Les URL demeurent fonctionnelles Oui – 2 points Non – 0 point  URL bilingues Oui – 6 points Non – 0 point		
<b>C4</b>	La solution logicielle devrait permettre aux répondants de télécharger le sondage et leurs réponses dans un format imprimable (p. ex., Word, PDF).	Oui – 4 points Non – 0 point		
<b>C5</b>	La solution logicielle devrait permettre de fournir des documents aux répondants (fournis par le biais d'un sondage).	Oui – 4 points Non – 0 point		
<b>C6</b>	La solution logicielle devrait permettre aux répondants de télécharger des documents lorsqu'ils répondent à un sondage.	Oui – 4 points Non – 0 point		
<b>C7</b>	La solution logicielle devrait pouvoir prendre en charge les types de fichiers image (.jpg, .gif, .png).	Oui – 4 points Non – 0 point		
<b>C8</b>	La solution logicielle devrait pouvoir prendre en charge les types de fichiers	Oui – 4 points		

	vidéo (.mpg, .avi, .mov, .qt, .asf, .asf, .wmv, .mp4).	Non – 0 point		
<b>C9</b>	La solution logicielle devrait pouvoir prendre en charge les types de fichiers Office (.doc, .docs, .ppt, .pptx, .xls, .xlsx).	Oui – 4 points Non – 0 point		
<b>C10</b>	La solution logicielle devrait pouvoir prendre en charge les fichiers de type tableurs.	Oui – 4 points Non – 0 point		
<b>C11</b>	La solution logicielle devrait permettre aux utilisateurs de recueillir des réponses en ligne et hors ligne. Pour les réponses hors ligne, la solution logicielle devrait permettre de télécharger les réponses dans le sondage afin de les analyser avec les données recueillies en ligne. L'utilisateur doit être en mesure de faire la distinction entre les réponses recueillies en ligne et hors ligne, au besoin.	Oui – 4 points Non – 0 point		
<b>C12</b>	La solution logicielle devrait permettre d'enregistrer les options et les échelles en vue d'une utilisation ultérieure (sans témoins). Les questions et les variables devraient être stockées dans le système et pouvoir être facilement sélectionnées afin d'être réutilisées à une date ultérieure, dans plusieurs sondages et plusieurs langues.	Oui – 4 points Non – 0 point		
<b>C13</b>	<p>La solution logicielle devrait permettre de générer plusieurs collecteurs à partir d'un même sondage (par exemple, l'utilisateur devrait être en mesure de développer plusieurs liens uniques pour le même sondage afin de distinguer les données selon la variable que représente le collecteur, et de segmenter des données). La solution logicielle doit comporter les fonctionnalités suivantes :</p> <p>les utilisateurs devraient être en mesure d'étiqueter chaque collecteur de manière à identifier facilement la variable représentée; (2 points)</p> <p>chaque collectionneur créé devrait inclure des liens différents pour les versions anglaise et française de chaque</p>	Étiqueter les		

	<p>sondage, le cas échéant; (2 points)</p> <p>les utilisateurs devraient pouvoir créer un nombre illimité de collecteurs; (2 points)</p> <p>les utilisateurs devraient pouvoir utiliser le collecteur en tant que variable lors de l'élaboration de la logique du sondage; (2 points)</p> <p>les utilisateurs devraient avoir la possibilité de fusionner les collecteurs à des fins d'analyse, (2 points)</p>	<p>collecteurs</p> <p>Oui – 2 points</p> <p>Non – 0 point</p> <p>Liens en français et en anglais pour chaque collecteur</p> <p>Oui – 2 points</p> <p>Non – 0 point</p> <p>Nombre illimité de collecteurs</p> <p>Oui – 2 points</p> <p>Non – 0 point</p> <p>Possibilité d'utiliser les collecteurs comme variables</p> <p>Oui – 2 points</p> <p>Non – 0 point</p> <p>Possibilité de fusionner des collecteurs</p> <p>Oui – 2 points</p> <p>Non – 0 point</p>		
<b>C14</b>	La solution logicielle doit permettre de formater un rapport avant de l'exporter.	<p>Oui – 4 points</p> <p>Non – 0 point</p>		
<b>C15</b>	La solution logicielle devrait permettre d'identifier un groupe de répondants au sein d'un même sondage.	<p>Oui – 4 points</p> <p>Non – 0 point</p>		

<b>C16</b>	La solution logicielle devrait permettre aux utilisateurs d'exporter des rapports en format Microsoft Word, SAS, SPSS, PowerPoint et PDF.	<p>Exporter en format Microsoft Word</p> <p>Oui – 2 points</p> <p>Non – 0 point</p> <p>Exporter en format SAS</p> <p>Oui – 2 points</p> <p>Non – 0 point</p> <p>Exporter en format SPSS</p> <p>Oui – 2 points</p> <p>Non – 0 point</p> <p>Envoyer en format PowerPoint</p> <p>Oui – 2 points</p> <p>Non – 0 point</p> <p>Exporter en format PDF</p> <p>Oui – 2 points</p> <p>Non – 0 point</p>		
<b>C17</b>	La solution logicielle devrait offrir la possibilité de créer un lien de rapport (URL) permettant de partager les résultats.	<p>Oui – 4 points</p> <p>Non – 0 point</p>		
<b>C18</b>	L'entrepreneur doit obtenir l'approbation du client avant de modifier la durée de conservation des enregistrements de sauvegarde.	<p>Oui – 4 points</p> <p>Non – 0 point</p>		



Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

### III. Contraintes

Ministère	Politique	Exigence de la politique	Contrainte	Autres
Conseil du Trésor du Canada	<i>Norme sur l'accessibilité des sites Web</i>	La politique du SCT portant sur l'accessibilité des sites Web exige que les applications du gouvernement du Canada accessibles au moyen d'un navigateur Web soient conformes à la norme WCAG 2.0 et, dans les limites de cette norme, CIC exige que le site Web soit conforme au modèle de site Web externe de CIC.	Concevoir et mettre en place un modèle de sondage personnalisé en marque blanche conforme à la norme WCAG 2.0, reproduisant la conception du site Web du Ministère.	<p>Si la Politique sur l'accessibilité du SCT est mise à jour pour tenir compte de nouvelles normes, l'entrepreneur acceptera d'apporter les mises à jour nécessaires au site Web, gratuitement et en temps opportun.</p> <p>Les sondages doivent être accessibles aux personnes ayant une déficience visuelle (c.-à-d. accessibles par le biais de lecteurs d'écran ou de technologies connexes).</p>
Conseil du Trésor du Canada	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels, L.R.C. (1985), ch. P-21</i>	Protection contre l'accès illégal ou non autorisé aux renseignements personnels.	Une attestation de sécurité valide sous la forme d'une attestation accordée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. <sup>1</sup>	<p>Connexion sécurisée au moyen d'un protocole HTTPS utilisant la version 1.2 du protocole de chiffrement SSL.</p> <p>Service d'hébergement géré sur un serveur externe sécurisé. Le logiciel est situé sur un serveur qui permet des connexions sécurisées au moyen d'un protocole HTTPS utilisant le chiffrement SSL.</p> <p>Attestation de la DSIC</p> <p>L'entrepreneur doit détenir une attestation de la DSIC.</p>
Conseil du Trésor du Canada	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques, L.C. 2000,</i>	Protection contre l'accès illégal ou non autorisé aux renseignements personnels.	Une attestation de sécurité valide sous la forme d'une attestation accordée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services	<p>Connexion sécurisée au moyen d'un protocole HTTPS utilisant la version 1.2 du protocole de chiffrement SSL.</p> <p>Service d'hébergement géré sur un serveur externe sécurisé. Le logiciel est situé sur un serveur qui permet des connexions sécurisées au moyen d'un protocole HTTPS</p>

	ch. 5		gouvernementaux Canada. <sup>2</sup>	utilisant le chiffage SSL.  Attestation de la DSIC  L'entrepreneur doit détenir une attestation de la DSIC.
Conseil du Trésor du Canada	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , L.R.C. (1985), ch. P-21	Protection contre l'accès autorisé en vertu de la loi  (p. ex., aux États-Unis en vertu des dispositions de l' <i>Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act</i> , connu sous le nom d'USA PATRIOT ACT : voir l' <u>aperçu du Secrétariat du Conseil du Trésor</u> )	Le fournisseur doit veiller à ce que toutes les bases de données contenant des données liées à leurs sondages soient sauvegardées sur des serveurs et des serveurs de sauvegarde situés au Canada et nulle part ailleurs.	Toutes les bases de données doivent être situées au Canada.  Le fournisseur doit s'assurer que toutes les données relatives au sondage sont traitées uniquement au Canada ou dans un autre pays approuvé par le client, conformément au paragraphe 2a).  Le fournisseur doit s'assurer que le trafic sur le réseau national (c'est-à-dire le trafic partant d'une partie du Canada vers une destination située dans une autre partie du Canada) s'effectue exclusivement au Canada.
Conseil du Trésor du Canada	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i> , L.C. 2000, ch. 5	Protection contre l'accès autorisé en vertu de la loi  (p. ex., aux États-Unis en vertu des dispositions de l' <i>Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act</i> , connu sous le nom d'USA PATRIOT ACT : voir l' <u>aperçu du Secrétariat du Conseil du Trésor</u> )	Le fournisseur doit veiller à ce que toutes les bases de données contenant des données liées à leurs sondages soient sauvegardées sur des serveurs et des serveurs de sauvegarde situés au Canada et nulle part ailleurs.	Toutes les bases de données doivent être situées au Canada.  Le fournisseur doit s'assurer que toutes les données relatives au sondage sont traitées uniquement au Canada ou dans un autre pays approuvé par le client, conformément au paragraphe 2a).  Le fournisseur doit s'assurer que le trafic sur le réseau national (c'est-à-dire le trafic partant d'une partie du Canada vers une destination située dans une autre partie du Canada) s'effectue exclusivement au Canada.
Conseil du Trésor du Canada	Politique de communication du gouvernement du	<b>Communiquer en français et en anglais.</b>	Le logiciel en ligne doit fournir des sondages accessibles dans les deux langues	Les aspects omniprésents des sondages (p. ex., boutons « Suivant » et « Précédent », bouton « Soumettre », messages de remerciement, etc.) doivent être

	Canada		officielles du gouvernement du Canada (français et anglais).	fournis en français et en anglais.
Conseil du Trésor du Canada	Les renseignements protégés renvoient aux dispositions particulières de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> et s'appliquent aux renseignements personnels, à l'information sur la vie privée et à l'information sur les entreprises de nature délicate.	<b>Protection en cas de préjudice grave</b> , comme la perte de réputation ou d'avantage concurrentiel.	Le logiciel en ligne doit protéger les renseignements personnels de niveau protégé B.	<b>1.1 Renseignements protégés</b>  <b>Protégé B :</b> S'applique à des renseignements pour lesquels toute atteinte risquerait de causer un préjudice <i>sérieux</i> , comme la perte de réputation ou d'avantage concurrentiel.  Le document ITSP.40.111 du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) donne des directives pour assurer la protection des données inactives :  <a href="https://cyber.gc.ca/fr/orientation/algorithmes-cryptographiques-pour-linformation-non-classifie-protége-et-protège-b">https://cyber.gc.ca/fr/orientation/algorithmes-cryptographiques-pour-linformation-non-classifie-protége-et-protège-b</a> (Date : 2016-08-02)  Le document ITSP.40.062 du CST donne des directives pour assurer la protection des données en transit :  <a href="https://cyber.gc.ca/fr/orientation/conseils-sur-la-configuration-securisee-des-protocoles-reseau-itsp40062">https://cyber.gc.ca/fr/orientation/conseils-sur-la-configuration-securisee-des-protocoles-reseau-itsp40062</a> (Date : 2016-08-02)  Le document ITSP.40.006 du CST donne des directives pour le nettoyage et l'élimination des données :  <a href="https://cyber.gc.ca/fr/orientation/nettoyage-des-suppports-de-ti-itsp40006">https://cyber.gc.ca/fr/orientation/nettoyage-des-suppports-de-ti-itsp40006</a> (Date : 20017-07-01)

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## ANNEXE C

### BASE DE PAIEMENT

<b><u>TABLEAU 1 – BESOIN INITIAL</u></b>		
<b>D'article No.  (A)</b>	<b><u>Livrables initiaux description</u>  (B)</b>	<b><u>Prix du lot</u>  (C)</b>
<b>1</b>	Pour la fourniture d'une solution d'enquête hébergée commerciale standard, comprenant un logiciel d'enquête en ligne, un logiciel d'analyse de données, un logiciel de création de rapports, une formation, des services de maintenance et d'assistance pour 100 licences utilisateur, comme indiqué à l'Annexe A - Énoncé des besoins.	0 \$
<b>Total pour le tableau 1 (somme de la colonne C)</b>		0 \$

<b><u>TABLEAU 2</u> <u>SOLUTION HÉBERGÉE EN LIGNE</u></b>		
<b>No. d'article  (A)</b>	<b><u>Description</u>  (B)</b>	<b><u>Prix du lot</u>  (C)</b>
<b>1</b>	Pour la prestation d'une solution de sondage hébergée en ligne et offerte sur le marché, y compris le logiciel de sondage en ligne, l'analyse des données, le logiciel de rapport, les services de maintenance et de soutien ainsi que la formation pour 100 licences d'utilisateurs, comme indiqué dans le tableau 1 de l'Annexe C.	0 \$
<b>Montant total du tableau 2 (somme de la colonne C) :</b>		0 \$

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

<b>TABLEAU 3</b> <b>ANNÉES D'OPTIONS POUR LA SOLUTION EN LIGNE HÉBERGÉE</b>		
<b>N° d'article</b>  <b>(A)</b>	<b>DESCRIPTION</b> Pour la prestation d'une solution de sondage hébergée en ligne et offerte sur le marché, y compris le logiciel de sondage en ligne, l'analyse des données, le logiciel de rapport, les services de maintenance et de soutien ainsi que la formation pour 100 licences d'utilisateurs, comme indiqué dans le tableau 1 de l'Annexe C.	<b>Prix du lot</b>  <b>(C)</b>
1	Année d'option 1 : Solution de sondage en ligne hébergée selon la description – date à déterminer.	0 \$
2	Année d'option 2 : Solution de sondage en ligne hébergée selon la description – date à déterminer.	0 \$
3	Année d'option 3 : Solution de sondage en ligne hébergée selon la description – date à déterminer.	0 \$
4	Année d'option 4 : Solution de sondage en ligne hébergée selon la description – date à déterminer.	0 \$
<b>Montant total du tableau 3 (somme de la colonne C) :</b>		<b>0 \$</b>

<b>TABLEAU 4</b> <b>AUTORISATION FACULTATIVE PERMETTANT À DES UTILISATEURS SUPPLÉMENTAIRES D'ACCÉDER À LA SOLUTION EN LIGNE HÉBERGÉE ET DE L'UTILISER</b>				
<b>N° D'ARTICLE</b>	<b>DESCRIPTION</b> Licences facultatives pour les utilisateurs supplémentaires de la solution en ligne hébergée, y compris les services de maintenance et de soutien.	<b>Coût par utilisateur supplémentaire</b>  <b>(A)</b>	<b>Nombre estimatif d'utilisateurs aux fins de l'évaluation seulement</b>  <b>(B)</b>	<b>Prix calculé aux fins d'évaluation</b>  <b>(C = A × B)</b>

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

1	Période initiale du contrat	0 \$	100	0 \$
2	Année d'option 1	0 \$	100	0 \$
3	Année d'option 2	0 \$	100	0 \$
4	Année d'option 3	0 \$	100	0 \$
5	Année d'option 4	0 \$	100	0 \$
<b>Montant total du tableau 4 (somme de la colonne C) :</b>				0 \$

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

TABLEAU A – PRIX (À DÉTERMINER) AUX FINS D'ÉVALUATION			
N° D'ARTICLE	DESCRIPTION	FORMULE	PRIX TOTAL
1	Pour la prestation d'une solution de sondage hébergée en ligne et offerte sur le marché, y compris le logiciel de sondage en ligne, l'analyse des données, le logiciel de rapport, les services professionnels ainsi que les services de maintenance et de soutien pour 100 licences d'utilisateurs, comme indiqué dans le tableau 1 de l'Annexe C.	Montant total du tableau 1 de l'annexe C	\$
2	Au cours de la période initiale du contrat, pour la prestation d'une solution de sondage hébergée en ligne et offerte sur le marché, y compris le logiciel de sondage en ligne, l'analyse des données, le logiciel de rapport, la formation ainsi que les services de maintenance et de soutien pour 100 licences d'utilisateurs, comme indiqué dans le tableau 2 de l'Annexe C.	Montant total du tableau 2 de l'annexe C	\$
3	Au cours des périodes d'option du contrat, pour la prestation d'une solution de sondage hébergée en ligne et offerte sur le marché, y compris le logiciel de sondage en ligne, l'analyse des données, le logiciel de rapport, la formation ainsi que les services de maintenance et de soutien pour 100 licences d'utilisateurs, comme indiqué dans le tableau 3 de l'Annexe C.	Montant total du tableau 3 de l'annexe C	\$
4	Pour les utilisateurs supplémentaires facultatifs décrits au tableau 4 de l'annexe C.	Montant total du tableau 4 de l'annexe C	\$
Prix total de la soumission (somme de la colonne A) :			\$

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

—

## **ANNEXE D**

### **LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

**VOIR CI-JOINT.**



Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## ANNEXE E

**Gouvernement du Canada Profil des mesures de sécurité pour les services du GC fondé sur  
l'informatique en nuage**

**VOIR CI-JOINT.**

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## ANNEXE F

### Exigences de filtrage de sécurité

**L'entrepreneur ou le sous-traitant** étranger destinataire doit mener une enquête de sécurité auprès de tous les membres de son personnel qui devront avoir accès à des renseignements ou des biens **de niveau PROTÉGÉ A ou B AU CANADA** ou à des lieux à accès restreint du Canada.

#### a) Vérification de l'identité

- i. Copies de deux pièces d'identité originales valides émises par le gouvernement, dont une avec photo
- ii. Nom de famille
- iii. Prénoms complets (souligner ou encercler le prénom usuel)
- iv. Nom de famille à la naissance
- v. Tous les autres noms utilisés (surnoms)
- vi. Changements de nom
  1. En cas de changement de nom, fournir l'ancien nom et le nouveau nom, le lieu du changement et l'institution ayant officialisé le changement
- vii. Sexe
- viii. Date de naissance
- ix. Lieu de naissance (ville, province ou État et pays)
- x. Citoyenneté(s)

#### b) Vérification de la résidence

- i. Les cinq (5) dernières années des antécédents de résidence en commençant par la résidence la plus récente, sans discontinuité dans le temps :
  1. numéro d'appartement, numéro de rue, nom de la rue, ville, province ou État, code postal, pays, dates d'arrivée et de départ.

#### c) Vérification des études

- i. Les établissements d'enseignement fréquentés et les dates correspondantes.

#### d) Vérification des antécédents professionnels

- i. L'historique des emplois des cinq (5) dernières années, en commençant par l'emploi le plus récent, sans intervalle.

#### e) Vérification du casier judiciaire

- i. Preuve de vérification de casier judiciaire (au moyen de la vérification des empreintes digitales) avec des résultats favorables pour chaque pays où la personne a résidé au cours des cinq (5) dernières années.

#### f) Vérification de la solvabilité

- i. Rapport sur la vérification de la solvabilité effectuée dans le cadre des vérifications préalables à l'emploi.

ANNEXE G

Critères techniques de sécurité obligatoires

Chaque soumission fera l'objet d'un examen visant à déterminer sa conformité aux critères techniques obligatoires suivants. Les soumissions qui ne sont pas conformes à chacun des critères techniques obligatoires seront déclarées non recevables et rejetées.

N°	Domaine d'évaluation	Exigences relatives à la présentation d'une soumission	Critères d'évaluation
M2	Emplacement des données et personnel	<p>Le soumissionnaire doit démontrer clairement qu'il respecte les exigences relatives à l'emplacement des données et fournir un plan de déploiement des centres de données, qui doit comprendre les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>i. emplacement (pays et ville) du ou des centres de données principaux;</li><li>ii. emplacement (pays et ville) du ou des centres de données secondaires et de remplacement;</li><li>iii. emplacement (pays et ville) de toutes les composantes d'infrastructure (notamment les serveurs de base de données, les réseaux de stockage et les serveurs d'applications);</li><li>iv. emplacement (pays et ville) du centre des opérations de sécurité, du centre d'exploitation de réseau et du bureau de service.</li></ul>	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que l'infrastructure et les données des centres de données, des logiciels, des intergiciels, du bureau de service, du centre des opérations de sécurité et du centre d'exploitation de réseau se trouvent au Canada ou dans l'un des pays avec lesquels le Canada a conclu des accords internationaux et bilatéraux en matière de sécurité industrielle.</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer que tout le personnel, y compris celui du centre des opérations de sécurité, du centre d'exploitation de réseau et du bureau de service, réside et travaille au Canada, dans l'un des pays avec lesquels le Canada a conclu des accords internationaux et bilatéraux en matière de sécurité industrielle, au sein de l'Union européenne ou dans les pays membres de l'OTAN.</p>
		<p>Le soumissionnaire doit démontrer clairement qu'il respecte les exigences relatives à l'emplacement de</p>	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que toutes les entreprises sont installées au Canada, ou dans les pays avec lesquels le Canada a conclu des accords internationaux et bilatéraux en matière de sécurité industrielle, au sein de l'Union européenne ou de l'OTAN, et sont légalement autorisées à faire des affaires et enregistrées lorsque la législation locale</p>

		ses entreprises et de son personnel ainsi que fournir les renseignements suivants :		
		<div><div>i.</div><div>emplacement (pays et ville) de toutes les entreprises qui exécutent des travaux aux termes du contrat;</div></div> <div><div>ii.</div><div>emplacement de tout le personnel qui exécute des travaux aux termes du contrat.</div></div>		
M2		<p>Le soumissionnaire doit mettre en place des mesures de protection pour veiller à ce que tous les sites et services Web gouvernementaux accessibles au public soient configurés de façon à ce que les services soient uniquement offerts au moyen d’une connexion sécurisée, conformément à l’article 6.2.4 de la <u>Politique sur la gestion des technologies de l’information et à la Politique sur la sécurité du gouvernement</u>.</p> <p>Le soumissionnaire mettra en place une connexion Web sécurisée qui :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>est configurée selon le protocole HTTPS;</li><li>active le mécanisme HSTS;</li><li>active le protocole TLS 1.2, ou ses versions subséquentes, et utilise des certificats et des algorithmes cryptographiques supportés, conformément aux documents suivants du CSTC :</li></ul> <div><div>o</div><div><u>ITSP.40.062 Conseils sur la</u></div></div>		

1

		<div>configuration sécurisée des protocoles réseau, article 3.1 (suites de chiffrement AES)<ul style="list-style-type: none"><li>ITSP.40.111 Algorithmes cryptographiques pour l'information NON CLASSIFIÉ, PROTÉGÉ A et PROTÉGÉ B<ul style="list-style-type: none"><li>désactive les protocoles vulnérables connus, comme toutes les versions de Secure Sockets Layer (SSL) (p. ex. SSLv2 et SSLv3) et toutes les versions antérieures de TLS (p. ex. TLS 1.0 et TLS 1.1), conformément à la directive ITSP.40.062 du CSTC;</li><li>désactive les modes de chiffrement vulnérables connus (p. ex. RC4 et 3DES).</li></ul></li></ul></div>	
--	--	--	--

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif. 141XL	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

1

ANNEX H

Critères cotés pour les critères techniques de sécurité obligatoires

Les soumissions qui répondent à tous les critères techniques obligatoires seront évaluées et notées en fonction des critères qui figurent dans les tableaux et échelles ci-dessous et de la grille de pointage qui se trouve à la section 1, Sommaire de l'évaluation. Chaque critère coté doit être évalué séparément.

Échelle 2 – Échelle générale	
0	<p><b>Point non abordé</b> – Les renseignements fournis par le soumissionnaire ne se rapportaient pas aux critères ou ce dernier a négligé de fournir une réponse.</p>
1	<p><b>Point à peine abordé</b> – La soumission démontre une faible compréhension des exigences de la demande de soumissions, et l’approche proposée n’aborde pas les facteurs importants.</p> <p>L’approche proposée présente des faiblesses importantes, ne répondrait probablement pas aux exigences de la demande de soumissions et ne constitue pas une valeur technique pour le Canada.</p> <p>La soumission présente un risque résiduel* perçu important pour le Canada.</p>
2	<p><b>Point abordé partiellement</b> – La soumission démontre une certaine compréhension des exigences de la demande de soumissions, et l’approche proposée aborde certains facteurs importants.</p> <p>L’approche proposée présente des faiblesses, ne répondrait probablement pas aux exigences de la demande de soumissions ou ne serait probablement pas efficace, et ne constitue pas une bonne valeur technique pour le Canada. La soumission présente un risque résiduel* perçu moyen pour le Canada.</p>
3	<p><b>Point abordé de manière satisfaisante</b> – La soumission démontre une compréhension adéquate des exigences de la demande de soumissions, et l’approche proposée aborde la plupart des facteurs.</p> <p>L’approche proposée présente des faiblesses mineures, répondrait probablement aux exigences de la demande de soumissions et constitue une bonne valeur technique pour le Canada. La soumission présente un risque résiduel* perçu moyen ou faible pour le Canada.</p>
4	<p><b>Point abordé de manière très convenable</b> – La soumission démontre une très bonne compréhension des exigences de la demande de soumissions, et l’approche proposée aborde tous les facteurs importants.</p> <p>L’approche proposée ne présente aucune faiblesse importante, répondrait probablement aux exigences de la demande de soumissions, serait probablement efficace, donnerait de très bons résultats et constitue une très bonne valeur technique pour le Canada. La soumission présente un risque résiduel* perçu faible pour le Canada.</p>

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

5	<p><b>Point abordé de manière remarquable</b> – La soumission démontre une excellente compréhension des exigences de la demande de soumissions, et l’approche proposée aborde tous les facteurs importants.</p> <p>L’approche proposée ne présente aucune faiblesse apparente, répondrait probablement aux exigences de la demande de soumissions, serait probablement efficace, donnerait d’excellents résultats et constitue une excellente valeur technique pour le Canada. La soumission présente un risque résiduel* apparent faible ou nul pour le Canada.</p>
---	--

\*Un risque résiduel est un risque qui demeure présent après que les mesures d’atténuation des risques du soumissionnaire sont prises en compte.

Pour chaque critère, une note de 0 à 5 sera attribuée aux soumissionnaires selon l’échelle applicable. Les notes seront attribuées de la manière suivante :

- 0 – 0 % des points associés à un critère
- 1 – 20 % des points associés à un critère
- 2 – 40 % des points associés à un critère
- 3 – 60 % des points associés à un critère
- 4 – 80 % des points associés à un critère
- 5 – 100 % des points associés à un critère

Par exemple, si une note de 3 est accordée à une soumission pour l’évaluation du critère C2.1, alors la note globale accordée à la soumission pour ce critère sera calculée de la manière suivante :

Note de 3 = 60 %

Pondération associée au critère C2.1 – Plan de mise en œuvre = 730 points

Par conséquent, 60 % x 730 points = 438 points

N°	Domaine d'évaluation	Exigences relatives à la présentation d'une soumission	Critères d'évaluation
C5		<p>Le soumissionnaire doit démontrer sa capacité à répondre aux exigences de sécurité de la TI en maintenant des politiques et des procédures de sécurité de la TI tout au long du contrat, et en fournissant des éléments probants prouvant l'existence de politiques et de procédures qui respectent les familles de contrôle de sécurité décrites à l'Annexe 2 du document ITSG-33.</p> <p>Le soumissionnaire doit décrire la façon dont ses politiques et ses procédures s'harmonisent avec les familles de contrôle de sécurité en fournissant les renseignements suivants sur les politiques et les procédures existantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>(a) nom de la politique ou de la procédure;</li><li>(b) objet de la politique ou de la procédure;</li><li>(c) portée de la politique ou de la procédure;</li><li>(d) rôles et responsabilités décrits dans la politique ou la procédure;</li><li>(e) façon dont la politique ou la procédure assure la coordination entre les entités organisationnelles;</li><li>(f) façon dont la politique ou la procédure assure la conformité au sein de l'organisation.</li></ul> <p>Remarques : Le soumissionnaire doit fournir suffisamment de détails en ce qui concerne ses politiques et procédures pour permettre au gouvernement d'évaluer la présente</p>	<p>Le Canada évaluera la mesure dans laquelle la réponse du soumissionnaire est approfondie et efficace pour l'atteinte du niveau de sécurité représenté par les familles de contrôle de sécurité décrites à Gouvernement du Canada Profil des mesures de sécurité pour les services du GC fondes sur l'informatique en nuage.</p> <p>Le Canada évaluera la mesure dans laquelle la réponse du soumissionnaire constitue un soutien efficace en matière de politiques et procédures pour la sécurité de la TI, notamment pour les aspects techniques, l'exploitation et la maintenance, incluant les sous-traitants prévus du soumissionnaire, le cas échéant.</p>
C5.1	Politiques et procédures de sécurité de TI (contrôles)		



	réponse dans son intégralité.	
C5.2	<p>Le soumissionnaire doit fournir un diagramme de la topologie de la sécurité de la TI, qui doit comprendre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>i. interfaces – puce distincte pour chaque catégorie;</li><li>ii. Web;</li><li>iii. applications;</li><li>iv. bases de données;</li><li>v. dispositifs de sécurité;</li><li>vi. gestion du système;</li><li>vii. infrastructure de sauvegarde.</li></ul> <p>Le soumissionnaire doit fournir un ou plusieurs des éléments suivants, qui définissent les composantes et les fonctions des systèmes d'information qui doivent être séparées par des dispositifs de protection des limites :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>i. documentation relative à la conception du système d'information;</li><li>ii. architecture du système d'information.</li></ul>	<p>Le Canada évaluera la mesure dans laquelle le diagramme de la topologie de la sécurité de la TI du soumissionnaire démontre que la conception globale fournit un environnement sécuritaire.</p>

C5.3	Organisation de sécurité	<p>Le soumissionnaire doit décrire l'expérience de l'organisation de sécurité qui assurera la sécurité, y compris le nom, le rôle, une description des fonctions, l'expérience et les certifications de chaque personne.</p>	<p>Le Canada évaluera la mesure dans laquelle le soumissionnaire démontre ce qui suit à l'égard de l'organisation de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>(a) expérience du personnel responsable de la sécurité;</li><li>(b) rôles et fonctions du personnel;</li><li>(c) pertinence des attestations actuelles et valides du personnel qui exerce ce rôle;</li><li>(d) façon dont on prévoit que le personnel se tiendra au courant des tendances en matière de sécurité.</li></ul>
C5.4	Séparation des données	<p>Le soumissionnaire doit proposer une approche pour la séparation des données qui comporte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>i. documentation relative à la conception du système d'information;</li><li>ii. architecture du système d'information;</li><li>iii. processus et procédures de séparation des données.</li></ul>	<p>Le Canada évaluera la mesure dans laquelle l'approche proposée par le soumissionnaire pour la séparation des données :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>(a) facilitera la gestion de la séparation logique ou physique des données;</li><li>(b) permet de séparer les données du Canada dans tous les aspects des fonctionnalités et de l'administration du système.</li></ul>

		<p>Le soumissionnaire doit fournir l'approche qu'il propose à l'égard de l'élimination et du nettoyage des données du Canada, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>i. un plan de nettoyage de disques durs ou un plan d'action si le système est hébergé dans un environnement virtuel qui garantira que les données du Canada ne sont pas accessibles;</li><li>ii. un plan d'élimination des données;</li><li>iii. des processus et des procédures d'élimination du système;</li><li>iv. un plan de destruction des documents en double qui peuvent être stockés dans un système de gestion des documents ou de secours;</li><li>v. le processus qu'il prévoit suivre lorsque le système ne sera plus requis et sera mis hors service.</li></ul>	<p>Le Canada évaluera la mesure dans laquelle le soumissionnaire démontre que l'approche qu'il propose à l'égard de l'élimination et du nettoyage des données du Canada répond aux exigences d'élimination et de nettoyage des données et des biens de TI décrites à l'Annexe E - Gouvernement du Canada. Profil des mesures de sécurité pour les services du GC fondés sur l'informatique en nuage de la présente demande de soumissions, ou atténue de manière efficace les risques lorsqu'il ne répond pas aux exigences. Le Canada évaluera les forces, les faiblesses et les risques liés à l'approche proposée.</p>
C5.5	Élimination et nettoyage		

	<p>Le soumissionnaire doit fournir l'approche qu'il propose à l'égard de la surveillance continue et inclure les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>i. stratégie de surveillance continue;</li><li>ii. mesures, paramètres et fréquences d'évaluation de la surveillance et du contrôle de l'état établis;</li><li>iii. détails de la collecte des données et de ses aspects d'établissement de rapports;</li><li>iv. méthodes d'analyse des données recueillies et des conclusions des rapports accompagnées de recommandations;</li><li>v. mécanismes de réponse aux résultats de l'évaluation qui doivent comprendre la prise de décisions quant à l'atténuation des vulnérabilités techniques, opérationnelles et de gestion, à l'acceptation du risque ou au transfert du risque à un autre responsable;</li><li>vi. examen et mise à jour des cycles pour favoriser l'amélioration continue et l'évolution des capacités de mesure.</li></ul>	<p>Le Canada évaluera la mesure dans laquelle le soumissionnaire démontre que l'approche qu'il propose à l'égard de la surveillance continue assure :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>(a) une grande visibilité opérationnelle;</li><li>(b) la gestion solide, efficace et efficiente du contrôle des changements;</li><li>(c) le respect des fonctions d'intervention en cas d'incident décrites à l'Annexe E - Gouvernement du Canada Profil des mesures de sécurité pour les services du GC fondées sur l'informatique en nuage de la présente demande de soumissions;</li><li>(d) le respect des exigences de surveillance décrites à l'Annexe E - Gouvernement du Canada Profil des mesures de sécurité pour les services du GC fondé sur l'informatique en nuage la présente demande de soumissions.</li></ul>
C5.6	Service de surveillance continue	

Sollicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230		Amd. No. - N° de la modif. 141XL	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230		File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
C5.7	<p>Le soumissionnaire doit fournir une copie valide de ses attestations de sécurité et normes d'audit applicables à la solution proposée comme preuve de ses attestations de sécurité et normes d'audit, et décrire la façon dont chaque attestation de sécurité de la TI et norme d'audit a été évaluée et obtenue (p. ex. évaluation par un tiers, auto-évaluation), comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. FedRAMP;</li> <li>ii. Cloud Security Alliance – programme STAR;</li> <li>iii. COBIT;</li> <li>iv. ISO 27001;</li> <li>v. Norme PCI DSS;</li> <li>vi. CMM;</li> <li>vii. autre.</li> </ul> <p>Le soumissionnaire doit également préciser si l'attestation ou la norme d'audit s'applique à l'ensemble ou à une partie de la solution.</p>	<p>Le Canada évaluera la mesure dans laquelle le soumissionnaire démontre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) la pertinence du rôle du membre de son équipe (p. ex. membre d'une coentreprise, sous-traitant) qui détient l'attestation;</li> <li>(b) une rigueur quant à la façon dont les attestations ont été obtenues;</li> <li>(c) la pertinence des attestations du soumissionnaire par rapport à la présente demande de soumissions.</li> </ul>	
C5.8	<p>Gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès</p>	<p>Le soumissionnaire doit fournir des détails sur les capacités relatives au niveau d'assurance de la solution de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès qu'il propose en ce qui concerne la Norme sur l'assurance de l'identité et des justificatifs du Secrétariat du Conseil du Trésor. Le soumissionnaire doit indiquer le niveau d'assurance et démontrer de quelle façon il satisfait aux exigences de ce niveau.</p>	
		<p>Le Canada évaluera la mesure dans laquelle le soumissionnaire démontre que sa solution s'harmonise avec les exigences d'assurance de l'identité et des justificatifs décrites à the TBS Standard on Identity and Credential Assurance found at <a href="http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-eng.aspx?id=26776">http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-eng.aspx?id=26776</a>, and <a href="http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=26776">http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=26776</a></p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation  
B8815-170230

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur  
141XL

Client Ref. No. - N° de réf. du client  
B8815-170230

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

—

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## ANNEXE I

### FORMULAIRES DU SOUMISSIONNAIRE

(FORMULAIRE 1)	
FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION	
<b>Dénomination sociale du soumissionnaire</b>  <i>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : Il incombe aux soumissionnaires qui font partie d'une entreprise de désigner la bonne entreprise.]</i>	
<b>Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions)</b>	Nom
	Titre
	Adresse
	N° de téléphone
	N° de télécopieur
	Courriel
<b>Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA)</b> [voir les <i>Instructions et conditions uniformisées</i> de 2003]  <i>[Note à l'intention des soumissionnaires : Le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la soumission. Si ce n'est pas le cas, on établira le soumissionnaire en fonction de la dénomination sociale fournie, et le soumissionnaire devra donner le NEA qui correspond à celle-ci.]</i>	
<b>Compétence du contrat :</b> Province ou territoire du Canada choisi par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différente de celle précisée dans la demande)	
<b>Anciens fonctionnaires</b>  Voir l'article à la Partie 2 de l'appel d'offre intitulé « Ancien fonctionnaire », pour obtenir une définition pour ancien	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel que le définit la demande de soumissions? Oui ____ Non ____ Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 2, intitulée « Ancien fonctionnaire ».

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

(FORMULAIRE 1)		
FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
fonctionnaire.	<p>Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions de la Directive sur le réaménagement des effectifs?</p> <p>Oui _____ Non _____</p> <p>Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 2, intitulée « Ancien fonctionnaire ».</p>	
<p><b>Attestation du contenu canadien</b></p> <p>Comme décrit dans la demande de soumissions, la préférence sera donnée aux soumissions qui auront au moins 80p. 100 de contenu canadien.</p> <p>[Pour obtenir la définition des produits et des services canadiens, consulter la clause K4000D du Guide des CCUA de TPSGC]</p>	<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste au nom du soumissionnaire que <i>[cocher la case appropriée]</i> :</p>	
	<p>Au moins 80 p. 100 du prix de la soumission consiste en des produits et services canadiens (comme défini dans la demande de soumissions)</p>	
	<p>Moins de 80 p. 100 du prix de la soumission consiste en des produits et services canadiens (comme défini dans la demande de soumissions)</p>	
<p><b>Matériel :</b></p> <p><i>(L'autorité contractante devrait seulement l'insérer lorsque les Conditions générales supplémentaires 4001 ont été insérées à la Partie 7.)</i></p>	<p>Numéro de téléphone sans frais pour les services de maintenance:</p>	
	<p>Site Web pour les services de maintenance :</p>	
<p><b>Maintenance et soutien du logiciel sous licence :</b></p> <p><i>(Les autorités contractuelles doivent seulement insérer lorsque la condition générale supplémentaire 4004 a été insérée dans la Partie 7).</i></p>	<p>Accès téléphonique sans frais :</p>	
	<p>Accès par télécopieur sans frais :</p>	
	<p>Accès par courriel :</p>	
	<p>Adresse du site Web pour le soutien Web :</p>	
<p><b>Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire</b></p> <p><i>[indiquer le niveau et la date d'attribution]</i></p> <p><b>[Note à l'intention des soumissionnaires : assurez-vous que le nom dans l'attestation de sécurité correspond à la dénomination sociale du soumissionnaire. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le soumissionnaire.]</b></p>		



Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

<b>(FORMULAIRE 1)</b> <b>FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION</b>	
<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de propositions (DP) en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la DP et que :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. le soumissionnaire considère qu'il a les compétences et que ses produits sont en mesure de satisfaire les exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions;</li> <li>2. cette soumission est valide pour la période <i>exigée</i> dans la demande de soumissions;</li> <li>3. tous les renseignements fournis dans la soumissions sont exhaustifs, véridiques et exacts;</li> <li>4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier se conformera à toutes les modalités énoncées dans les clauses concernant le contrat subséquent et comprises dans la demande de soumissions.</li> </ol>	
<b>Signature du représentant autorisé du soumissionnaire</b>	<div style="border-top: 1px solid black; margin-top: 5px;"></div>

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

<div>Formulaire 2</div> <div>Formulaire d'attestation de la conformité technique</div>		
Article de l'énoncé des travaux nécessitant l'attestation du soumissionnaire	PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION	Article de l'énoncé des travaux nécessitant l'attestation du soumissionnaire
Mandatory Requirements		
O1		
O2		
O3		
O4		
O5		
O6		
O7		
O8		
O9		
O10		
O11		
O12		
O13		
O14		
O15		
O16		
O17		
O18		
O19		
O20		
O21		
O22		
O23		
O24		

Sollicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

O25		
O26		
O27		
O28		
O29		
O30		
O31		
O32		
O33		
O34		
O35		
O36		
O37		
O38		
O39		
O40		
O41		
O42		
O43		
O44		
O45		
O46		
O47		
O48		
O49		
O50		
O51		
O52		
O53		
O54		
O55		
O56		
O57		
O58		
O59		

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

O60		
O61		
O62		
O63		
O64		
O65		
O66		
O67		
Exigences cotées		
C1		
C2		
C3		
C4		
C5		
C6		
C7		
C8		
C9		
C10		
C11		
C12		
C13		
C14		
C15		
C16		
C17		
C18		

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

—

Formulaire 3	
Formulaire d'attestation du fabricant original de matériel (FOM)	
Ce formulaire vise à confirmer que le fabricant original de matériel (FOM) nommé ci-dessous a autorisé le soumissionnaire nommé ci-dessous à fournir et à maintenir ses produits dans le cadre du contrat attribué à la suite de la demande de soumissions indiquée ci-dessous	
Nom du constructeur FOM	_____
Signature du signataire autorisé du FOM	_____
Nom en caractères d'imprimerie du signataire autorisé du FOM	_____
Titre en caractères d'imprimerie du signataire autorisé du FOM	_____
Adresse du signataire autorisé du FOM	_____
N° de téléphone du signataire autorisé du FOM	_____
N° de télécopieur du signataire autorisé du FOM	_____
Titre en caractères d'imprimerie	_____
Date de signature	_____
Numéro de la demande de soumissions	_____
Nom du soumissionnaire	_____

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

—

<p align="center"><b>Formulaire 4</b></p> <p align="center"><b>Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel</b> (à utiliser lorsque le soumissionnaire est l'éditeur de logiciel)</p> <p>Le soumissionnaire atteste qu'il est l'éditeur des logiciels et des composants de logiciel suivants et qu'il a tous les droits requis pour fournir les licences de ces logiciels (et de tous les sous-composants non exclusifs intégrés aux logiciels), libres de redevances pour le Canada :</p> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <p><i>[les soumissionnaires devraient ajouter ou retirer des lignes au besoin]</i></p>
---

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## Formulaire 5

### Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel

(à utiliser lorsque le soumissionnaire n'est pas l'éditeur de logiciel)

La présente vise à confirmer que l'éditeur de logiciel identifié ci-dessous a autorisé l'offrant nommé ci-après à fournir des licences de son logiciel dans le cadre du contrat résultant de la demande de soumissions indiquée ci-dessous. L'éditeur de logiciel atteste qu'aucune condition reproduite dans une licence sous emballage rétractable, et reproduite dans ou sur l'emballage du logiciel ou dans toute autre modalité accompagnant le logiciel ne s'appliquera, et que le contrat attribué à la suite de la demande de soumissions (avec ses modifications successives par les parties) représentera l'entente en entier, y compris pour ce qui concerne les licences des produits logiciels de l'éditeur de logiciel indiqués ci-dessous. L'éditeur de logiciel atteste en outre que, si la méthode de livraison (comme le téléchargement) devait nécessiter que l'utilisateur accepte de quelque façon que ce soit l'application de conditions non prévues par la demande de soumissions, ces conditions ne s'appliqueraient pas à l'utilisation par le Canada des produits logiciels de l'éditeur de logiciel indiqués ci-dessous, et ce même si l'utilisateur accepte de quelque façon que ce soit de se soumettre aux conditions supplémentaires.

Cette autorisation s'applique aux logiciels suivants :

\_\_\_\_\_

*[les soumissionnaires devraient ajouter ou retirer des lignes au besoin]*

Nom de l'éditeur de logiciel (EL) \_\_\_\_\_

Signature du signataire autorisé de l'EL \_\_\_\_\_

Nom en caractères d'imprimerie du signataire autorisé de l'EL \_\_\_\_\_

Titre en caractères d'imprimerie du signataire autorisé de l'EL \_\_\_\_\_

Adresse du signataire autorisé de l'EL \_\_\_\_\_

N° de téléphone du signataire autorisé de l'EL \_\_\_\_\_

N° de télécopieur du signataire autorisé de l'EL \_\_\_\_\_

Date de signature \_\_\_\_\_

Numéro de la demande de soumissions \_\_\_\_\_

Nom du soumissionnaire \_\_\_\_\_





Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

<sup>1</sup> Pour lesquelles aucun pardon ou l'équivalent n'a été accordée.

	Oui	Non	Commentaires
52: Indications fausses ou trompeuses 53: Documentation trompeuse			
<b>Loi sur la corruption d'agents publics étrangers</b> 3: Corruption d'agents publics étrangers 4: Comptabilité 5: Infraction commise à l'étranger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Loi réglementant certaines drogues et autres substances</b> 5: Trafic de substances 6: Importation et exportation 7: Production de substances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Autres Lois</b> 239: Déclarations fausses ou trompeuses (Loi de l'impôt sur le revenu) 327: Déclarations fausses ou trompeuses (Loi sur la taxe d'accise)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Autres commentaires

☐ Je, (nom) \_\_\_\_\_, (poste) \_\_\_\_\_, de (nom de l'entreprise-fournisseur) \_\_\_\_\_ autorise TPSGC à recueillir et à utiliser les renseignements fournis, ainsi que tout autre renseignement dont il pourrait avoir besoin pour déterminer l'inadmissibilité de l'entreprise, et à rendre public les résultats.

☐ Je, (nom) \_\_\_\_\_, (poste) \_\_\_\_\_, de (nom de l'entreprise-fournisseur) \_\_\_\_\_ atteste que les renseignements donnés dans le présent formulaire sont, à mes connaissances, véridiques et complètes. De plus, je reconnais que, si des renseignements devaient s'avérer erronés ou manquants, il pourrait en résulter l'annulation de ma soumission, la déclaration de mon admissibilité ou ma suspension.

Nous vous remercions de vouloir faire affaire avec le gouvernement du Canada et de vous montrer compréhensifs quant aux mesures additionnelles que nous devons prendre pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement de TPSGC.

Solicitation No. - N° de l'invitation B8815-170230	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 141XL
Client Ref. No. - N° de réf. du client B8815-170230	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## Formulaire 7 LISTE DE NOMS

En accord avec la Partie 5, article 5.2 (a)– Dispositions relatives à l'intégrité – Liste de noms – Liste de noms, veuillez compléter le formulaire ci-dessous

<b>Dénomination complète de l'entreprise</b>	
<b>Adresse de l'entreprise</b>	
<b>Numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA)</b>	
<b>Numéro de l'invitation</b>	
<b>Membres du conseil d'administration (Utilisez le format – Prénom, Nom) Ou mettre la liste en pièce-jointe</b>	
<b>1. Membre</b>	
<b>2. Membre</b>	
<b>3. Membre</b>	
<b>4. Membre</b>	
<b>5. Membre</b>	
<b>6. Membre</b>	
<b>7. Membre</b>	
<b>8. Membre</b>	
<b>9. Membre</b>	
<b>10. Membre</b>	
<b>Autres membres</b>	
<b>Commentaires</b>	



Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

B8815-170230

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)  
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction	
Immigration, Refugees and Citizenship		Communications	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Hosted Online Survey			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>			
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>			
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			
		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
		SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

Canada



Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

B8815-170230

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui  
If Yes, indicate the level of sensitivity:  
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- |   |   |   |  |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS<br>COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL<br>CONFIDENTIEL           | <input type="checkbox"/> SECRET<br>SECRET           | <input type="checkbox"/> TOP SECRET<br>TRÈS SECRET               |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT<br>TRÈS SECRET - SIGINT         | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL<br>NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET<br>NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET<br>COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS<br>ACCÈS AUX EMPLACEMENTS              |   |   |  |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No ☒ Yes  
Non Oui  
If Yes, will unscreened personnel be escorted?  
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes  
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes  
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

Canada





Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

B8815-170230

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL  CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET  TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED  NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL  NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET  TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production		✓														
IT Media / Support TI		✓														
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non

☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non

☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

B8815-170230

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

**PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION**

**13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme**

Name (print) - Nom (en lettres moulées) Eric Glaude	Title - Titre Assistant Director	Signature 	Date 2017-12-21
Telephone No. - N° de téléphone 613-437-7583	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel eric.glaude@clc.gc.ca	

**14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme**

Name (print) - Nom (en lettres moulées) Tracy Vitello	Title - Titre Senior Sec. Analyst	Signature 	Date 21 Dec 2017
Telephone No. - N° de téléphone 613-437-8907	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel tracy.vitello@clc.gc.ca	

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?  
Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☐ No  
☐ Non ☐ Yes  
☐ Oui

**16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature	Date
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	

**17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité**

Name (print) - Nom (en lettres moulées) BRIAN FULLUM	Title - Titre I.I.S.O.	Signature 	Date 27/08/2018
Telephone No. - N° de téléphone 613-948-3106	Facsimile No. - N° de télécopieur 613-960-4334	E-mail address - Adresse courriel Brian.Fullum@pwgsc.gc.ca	



**Gouvernement du Canada**

**Profil des mesures de sécurité pour les  
services du GC fondés sur l'informatique en  
nuage**

**Protégé B/intégrité moyenne/disponibilité moyenne**

**VERSION 1.1**

**Le 28 mars 2018**

GCDocs n° 21145124





## Avant-propos

L'informatique en nuage a la possibilité d'offrir des services de la technologie de l'information (TI) agiles et souples. Sous le paradigme de l'informatique en nuage, le gouvernement du Canada (GC) renonce au contrôle direct sur plusieurs aspects de la sécurité et de la vie privée et, ce faisant, confère un niveau de confiance envers le fournisseur de services d'informatique en nuage. De même, les ministères et organismes du GC qui utilisent les services d'informatique en nuage demeurent responsables de la confidentialité, de l'intégrité et de la disponibilité des systèmes d'information du GC et des renseignements connexes hébergés par le fournisseur de services d'informatique en nuage. Par conséquent, les ministères et organismes du GC doivent comprendre la sécurité de l'informatique en nuage et veiller à ce que les risques soient traités efficacement. Afin de permettre l'adoption de l'informatique en nuage, une approche de gestion intégrée des risques sera mise à profit afin de mettre en place des services du GC fondés sur l'informatique en nuage.

Le Cadre de gestion du risque utilisé par le GC pour la gestion des risques pour la sécurité des services de la TI du GC fondés sur l'informatique en nuage comprend des activités visant à :

- effectuer la catégorisation de la sécurité (sur le plan de la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité de chaque service du GC déployé dans un service d'informatique en nuage;
- sélectionner un ensemble approprié des mesures de sécurité en fonction de la catégorie de sécurité du service du GC;
- sélectionner le bon modèle de déploiement et le bon modèle de service d'informatique en nuage pour le service du GC;
- évaluer la mise en œuvre des mesures de sécurité à l'appui du service d'informatique en nuage;
- mettre en œuvre les mesures de sécurité exigées dans le service du GC;
- évaluer la mise en œuvre des mesures de sécurité dans le service du GC;
- autoriser les opérations du service d'informatique en nuage du GC résultant;
- surveiller continuellement la sécurité du service d'informatique en nuage du GC durant l'étape du fonctionnement;
- tenir à jour l'état d'autorisation du service d'informatique en nuage du GC.

Afin d'appuyer ces activités, le GC tient à jour des profils des mesures de sécurité convenables aux programmes et aux services du GC de différentes sensibilités. En raison de la nature partagée de l'informatique en nuage, chaque partie dans un service du GC fondé sur l'informatique en nuage est responsable de la mise en place, du fonctionnement et de la tenue à jour d'un sous-ensemble des mesures de sécurité dans un profil. Les fournisseurs de services d'informatique en nuage utilisent les mesures de sécurité qui leur sont attribuées pour la conception et l'exploitation de services d'informatique en nuage conformes. Les ministères et organismes du GC utilisent les mesures de sécurité qui leur sont attribuées pour l'approvisionnement de services d'informatique en nuage adéquats de même que la conception, l'exploitation et l'utilisation de services du GC, en plus des services d'informatique en nuage conformes.

Le document : Conseils en matière de sécurité des technologies de l'information (CSTI) 33 [2] du CST sur la gestion des risques liés à la sécurité de la TI comprend des profils des mesures de sécurité recommandées pour les systèmes d'information. Ces profils ont été utilisés pour élaborer le profil de l'informatique en nuage du GC consigné dans le présent document.

Ce profil d'informatique en nuage est également fortement influencé par le profil des mesures de sécurité pour les systèmes d'information à incidence modérée élaborés par la NIST en vertu du Federal Risk and Authorization Management Program (FedRAMP).

FedRAMP [20] est le programme de gestion des risques du gouvernement fédéral des États-Unis qui fournit une approche normalisée pour l'autorisation et la surveillance de la sécurité des services d'informatique en nuage. En harmonisant les profils du GC aux profils de la FedRAMP, le GC peut maximiser l'interopérabilité des services d'informatique en nuage et la réutilisabilité de la preuve d'autorisation produite par les fournisseurs de services d'informatique en nuage.

## Résumé

L'informatique en nuage a apporté un important changement en matière de prestation des services de la TI, et le gouvernement du Canada (GC) a établi une stratégie [1] qui le placera dans une position pour tirer profit de ce nouveau modèle de prestation des services de la TI. L'adoption de l'informatique en nuage fera en sorte que le GC puisse continuer de maintenir l'excellence des services de la TI durant une période de demande accrue par les Canadiens et les Canadiennes pour des services en ligne et un accès opportun aux données.

Un élément clé qui assurera l'adoption réussie par le GC de l'informatique en nuage est de veiller à ce qu'un ensemble essentiel de mesures de sécurité normalisées soit correctement mis en place par les fournisseurs de services informatique en nuage (FSI) pour protéger leurs services d'informatique en nuage, et par les ministères et organismes du GC pour protéger les services du GC et les renseignements connexes qui sont hébergés dans le cadre de ces services d'informatique en nuage. Le niveau de sécurité doit être adapté aux besoins de sécurité particuliers de chaque service du GC. En adhérant à un ensemble normalisé des mesures de sécurité, le GC, et plus particulièrement les ministères et les organismes, peuvent déterminer et évaluer les risques et élaborer des stratégies pour les atténuer adéquatement.

Le présent document identifie les mesures de sécurité de base qui doivent être mises en place par les FSI et les ministères et organismes du GC afin de protéger adéquatement les services du GC fondés sur l'informatique en nuage et les renseignements connexes avec une catégorie de sécurité de Protégé B, intégrité moyenne et disponibilité moyenne. Il documente également le contexte dans lequel ces mesures de sécurité devraient être mises en place.

Ce profil des mesures de sécurité a été élaboré par les principaux organismes responsables de la sécurité au GC, basé sur les conseils et directives actuelles relative à la gestion des risques pour la sécurité de la TI du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) [2] et du National Institute of Standards and Technology des États-Unis [3].

## Table des matières

1.	Introduction .....	1
1.1	Contexte .....	1
1.2	Portée et applicabilité .....	1
1.3	But .....	1
1.4	Auditoire .....	1
2.	Contexte et hypothèses .....	3
2.1	Contexte opérationnel .....	3
2.2	Contexte technique .....	13
2.3	Contexte de menace .....	14
3.	Approches de sécurité de la TI .....	18
3.1	Harmonisation avec d'autres profils des mesures de sécurité de l'informatique en nuage .....	18
3.2	Approche holistique à la sécurité de la TI .....	18
3.3	Principes d'ingénierie de la sécurité de la TI .....	20
3.4	Séparation de multiples locataires .....	21
3.5	Adaptation des mesures de sécurité .....	22
3.6	Considérations relatives à l'approvisionnement .....	23
4.	Profil des mesures de sécurité PBMM de l'informatique en nuage du GC .....	24
5.	Références .....	28
	Annexe A – Profil des mesures de sécurité .....	30

---

## Liste des tableaux

Tableau 2-1 Caractérisation des contextes opérationnels applicables.....	4
Tableau 2-2 Déclaration des besoins opérationnels en matière de sécurité .....	6
Tableau 2-2 Sommaire des menaces obligatoires à atténuer (par catégorie de menace) .....	15
Tableau 4-1 Sommaire de la responsabilité de la mesure de sécurité .....	26

## Liste des figures

Figure 3-1 Champ d'application du profil PBMM de l'informatique en nuage du GC.....	19
Figure 4-1 Étendue des responsabilités .....	24
Figure 4-2 Étendue des responsabilités pour l'IaaS.....	25
Figure 4-3 Étendue des responsabilités pour la PaaS.....	25
Figure 4-4 Étendue des responsabilités pour le SaaS .....	26

## Liste des abréviations et des acronymes

DPI	Dirigeant principal de l'information
CST	Centre de la sécurité des télécommunications
FedRAMP	Federal Risk and Authorization Management Program
GI/TI	Gestion de l'information et technologie de l'information
CSTI	Conseils en matière de sécurité des technologies de l'information
PE	Protocole d'entente
NIST	National Institute of Standards and Technology
PBMM	Protégé B, intégrité moyenne, disponibilité moyenne
DP	Demande de proposition
CVDS	Cycle de vie du développement des systèmes
ANS	Accord sur les niveaux de service
SPC	Services partagés Canada
SCT	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada



## **1. Introduction**

### **1.1 Contexte**

Le gouvernement du Canada (GC) élabore et tient à jour des profils des mesures de sécurité pour la mise en place de services du GC fondés sur l'informatique en nuage appuyant la Stratégie d'adoption de l'informatique en nuage du GC [1]. Un service du GC fondé sur l'informatique en nuage est un système d'information du GC déployé sur un service d'informatique en nuage. Un profil des mesures de sécurité est un ensemble des mesures de sécurité de la TI qu'une organisation met en place comme exigences obligatoires minimales pour ses systèmes d'information.

Les profils des mesures de sécurité de l'informatique en nuage satisfont les mesures de sécurité de base établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), ceux-ci applicables à un ensemble générique de besoins de sécurité ministériels, en tenant dûment compte d'un contexte technique du GC et d'un contexte de menace.

### **1.2 Portée et applicabilité**

Le présent document décrit le profil des mesures de sécurité pour les services du GC fondés sur l'informatique en nuage et les renseignements connexes avec une catégorie de sécurité de Protégé B, intégrité moyenne et disponibilité moyenne (PBMM). Il précise les mesures de sécurité qui doivent être mises en place dans ces systèmes d'information et résume le contexte dans lequel elles s'appliquent.

Le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC s'applique de manière générale aux services du GC fondés sur l'informatique en nuage appuyant une gamme de programmes et services du GC d'intérêts non nationaux (p. ex., programmes ou services à l'appui des opérations gouvernementales délicates sans compter les affaires internationales et la défense ou les affaires fédéro-provinciales). Il ne devrait être réutilisé que dans un contexte semblable et seulement après avoir effectué une analyse appropriée.

### **1.3 But**

Le présent document doit être utilisé comme source d'orientation principale des ministères et organismes du GC et des fournisseurs de services d'informatique en nuage (FSI) pour déployer, autoriser, exploiter et surveiller les services du GC fondés sur l'informatique en nuage.

### **1.4 Auditoire**

Le présent document doit être utilisé par :

- les FSI pour créer des services d'informatique en nuage qui peuvent être utilisés par le GC;

- les gestionnaires de programmes et de services du GC, les propriétaires fonctionnels, les gestionnaires de projets de la TI, et les praticiens de la TI et de la sécurité de la TI pour acquérir des services d'informatique en nuage adéquats et mettre en place les services du GC sur ces services d'informatique en nuage;
- les responsables de la sécurité de la TI des ministères et du GC pour évaluer, autoriser et surveiller les services du GC fondés sur l'informatique en nuage.



## 2. Contexte et hypothèses

La présente section résume les contextes opérationnels pour lesquels des mesures de sécurité liées à l'informatique en nuage ont été sélectionnées et adaptées.

### 2.1 Contexte opérationnel

Le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC convient aux services fondés sur l'informatique en nuage appuyant une vaste gamme d'activités opérationnelles de moyenne sensibilité et criticité du GC qui traitent de l'information cotée Protégé B, c'est-à-dire de l'information particulièrement sensible tel que décrit dans la Norme de sécurité relative à l'organisation et l'administration [4]. Ces activités peuvent inclure, sans s'y limiter, les activités liées à la prestation de services sociaux, à la fiscalité, aux fonctions du receveur général, aux services financiers et administratifs ministériels, aux ressources

humaines, à la rémunération et aux avantages sociaux et à l'offre de services communs et partagés à une vaste clientèle.

Les ministères qui optent pour ce profil PBMM de l'informatique en nuage du GC mènent des activités opérationnelles qui traitent des données cotées Protégé B exigeant une disponibilité et une intégrité de niveau moyen, comme il est défini dans le guide ITSG-33, annexe 1, section 6 [2]. Ces activités possèdent les caractéristiques générales suivantes :

- **Confidentialité** – On peut raisonnablement s'attendre à ce que toute compromission de la confidentialité de cette information Protégé B cause un préjudice de niveau moyen aux intérêts non nationaux.
- **Intégrité** – On peut raisonnablement s'attendre à ce que toute compromission de l'intégrité des actifs de la TI connexes cause un préjudice de niveau moyen aux intérêts non nationaux.
- **Disponibilité** – On peut raisonnablement s'attendre à ce que toute compromission de la disponibilité des actifs de la TI connexes cause un préjudice de niveau moyen aux intérêts non nationaux.
- **Risques résiduels acceptables** – Les activités opérationnelles requièrent le soutien d'un système d'information présentant le plus bas réalisable un niveau faible de risque résiduel relativement aux objectifs de sécurité liés à la confidentialité, à l'intégrité et à la disponibilité dans un contexte de menace tel que décrit dans la section 2.3 ci-dessous.

**Confidentialité** : Fait d'être divulgué uniquement aux mandats autorisés. [PSG [23], adaptée]

*Remarque* : En sécurité de la TI, la confidentialité s'applique généralement aux actifs d'information.

**Intégrité** : État de ce qui est précis, complet, authentique et intact. [DGSM, [24]]

*Remarque* : En sécurité des TI, l'intégrité s'applique généralement aux actifs d'information. L'intégrité s'applique également aux processus opérationnels, la logique des logiciels d'application et le matériel.

**Disponibilité** : Fait d'être accessible et utilisable de manière ponctuelle et fiable. [PSG [23], adaptée]

*Remarque* : En sécurité de la TI, le concept de disponibilité s'applique généralement à l'information, aux logiciels d'application et au matériel (infrastructure et ses composants). La disponibilité s'applique également aux processus.

Le tableau 2-1 caractérise, de manière plus détaillée, les contextes opérationnels convenables au moyen des objectifs de confidentialité, d'intégrité et de disponibilité. Il comprend également des exemples de conséquences de compromission, de processus opérationnels et d'information connexe.

**Tableau 2-1 Caractérisation des contextes opérationnels applicables**

Caractéristiques	Descriptions et exemples
Objectif de confidentialité	Les activités opérationnelles concernent le traitement, la transmission et le stockage d'information cotée Protégé B qui doit être protégée adéquatement contre toute compromission.
Objectifs d'intégrité et de disponibilité	On évalue au niveau moyen la gravité de tout préjudice potentiel lié à une compromission de l'intégrité et de la disponibilité des actifs de la TI. L'intégrité et la disponibilité de ces actifs doivent donc être protégées adéquatement contre toute compromission.
Risques résiduels acceptables	Les activités opérationnelles doivent être prises en charge par un système d'information présentant, au maximum, des risques résiduels faibles pour les objectifs de confidentialité, d'intégrité et de disponibilité.
Exemples de préjudices	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agitation ou désordre civil grave.</li> <li>• Douleur physique, blessure, traumatisme, difficulté ou maladie touchant des personnes.</li> <li>• Détresse psychologique ou traumatisme causés à des personnes.</li> <li>• Perte financière ayant une incidence sur la qualité de vie des personnes.</li> <li>• Perte financière qui réduit la compétitivité des entreprises canadiennes.</li> <li>• Incapacité à mener des enquêtes criminelles ou autres obstacles à l'application efficace de la loi.</li> <li>• Perturbation des activités opérationnelles gouvernementales pouvant causer de graves inconvénients aux Canadiens et aux Canadiennes.</li> </ul>
Exemples de processus opérationnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Paiements de prestations, à des Canadiens et à des Canadiennes, dont la perturbation et le retard peuvent causer des dommages psychologiques.</li> <li>• Services policiers dont la perturbation peut causer des blessures physiques aux personnes ou mener à une agitation ou un désordre civil.</li> <li>• Processus financiers ou de production de rapports dont la perturbation peut mener à des pertes financières graves pour les personnes ou les entreprises canadiennes.</li> <li>• Traitement d'opérations financières et de paiements importants.</li> <li>• Processus liés aux dossiers médicaux.</li> </ul>

Caractéristiques	Descriptions et exemples
Exemples d'actifs d'information	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renseignements médicaux et financiers personnels.</li> <li>• Renseignements de l'impôt sur le revenu des particuliers.</li> <li>• Opérations financières et paiements importants.</li> <li>• Renseignements pouvant servir à des fins criminelles (p. ex., fausse identité ou usurpation d'identité).</li> <li>• Renseignements recueillis dans le cadre d'une enquête criminelle.</li> <li>• Renseignements concernant l'admissibilité de personnes à des avantages sociaux.</li> </ul>

Le tableau 2-2 énumère les besoins opérationnels pour la sécurité qui ont été tenus en compte dans l'élaboration du profil PBMM en nuage du GC. Les besoins opérationnels en matière de sécurité constituent un élément fondamental du processus de gestion du risque de la sécurité de la TI. Les déclarations de besoins opérationnels en matière de sécurité permettent d'influencer la sélection et l'élaboration des mesures de sécurité, et d'établir l'assurance que les systèmes d'information mettent en œuvre ces mesures de sécurité d'une façon qui satisfait entièrement les exigences législatives et réglementaires.

En raison de sa généralité, on peut utiliser le profil PBMM en nuage du GC pour appuyer toute activité opérationnelle du GC ayant une catégorie de sécurité de PBMM ou inférieure, qui pourrait être réglementée par n'importe laquelle des milliers d'exigences législatives et réglementaires actuellement en vigueur au GC. Pour limiter la portée tout en maintenant la généralité du profil, la déclaration des besoins opérationnels en matière de sécurité est limitée aux instruments suivants :

- Politique sur la gestion de l'information [5]
- Directive sur les rôles et responsabilités en matière de gestion de l'information [6]
- Directive sur la tenue de documents [7]
- Loi sur l'accès à l'information [8]
- Loi sur la protection des renseignements personnels [9]
- Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada [9]

**Tableau 2-2 Déclaration des besoins opérationnels en matière de sécurité**

ID	Réf.	Sujet	Déclaration des besoins opérationnels en matière de sécurité	Interprétation dans le cadre des services du GC fondés sur l'informatique en nuage	Mesures de sécurité à l'appui (les plus importantes)
BNS-1	[5], 6.1.4	Authentification Intégrité Non-répudiation	Les administrateurs généraux doivent s'assurer de l'authenticité des renseignements dès lors qu'ils sont nécessaires pour répondre aux besoins opérationnels et à la reddition de comptes.	Les services du GC fondés sur le nuage doivent s'assurer de l'authenticité et de l'intégrité des ressources documentaires qu'ils gèrent. Remarque : Lorsque des dossiers ou des documents signés sont stockés, « les renseignements sur la signature numérique et sa validation doivent être consignés dans les métadonnées » [10].	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AC-3 Application de l'accès</li> <li>• AC-5 Séparation des tâches</li> <li>• AC-6 Droit d'accès minimal</li> <li>• AU-10 Non-répudiation</li> <li>• SC-8 Confidentialité et intégrité de la transmission</li> <li>• SC-28 Protection de l'information inactive</li> </ul>
BNS-2	[6], 6.2.2	Authentification Intégrité Non-répudiation	Les gestionnaires doivent s'assurer de l'authenticité et de l'intégrité des renseignements des programmes et des services dont ils sont responsables.	Voir sous BNS-1.	Voir sous BNS-1.
BNS-3	[7], 5.1.1	Assurance de l'intégrité	L'intégrité des ressources documentaires doit être protégée.	Voir sous BNS-1.	Voir sous BNS-1.

ID	Réf.	Sujet	Déclaration des besoins opérationnels en matière de sécurité	Interprétation dans le cadre des services du GC fondés sur l'informatique en nuage	Mesures de sécurité à l'appui (les plus importantes)
BNS-4	[8], 13(1)	Confidentialité	Le responsable de l'institution fédérale doit protéger la confidentialité des renseignements exempts du droit d'accès général en vertu du paragraphe 13(1) (Renseignements obtenus à titre confidentiel) de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> à un niveau correspondant au niveau prévu du préjudice lié à la compromission.	Les services du GC fondés sur le nuage doivent protéger la confidentialité des ressources documentaires protégées qu'ils gèrent.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AC-3 Application de l'accès</li> <li>• AC-5 Séparation des tâches</li> <li>• AC-6 Droit d'accès minimal</li> <li>• SC-8 Confidentialité et intégrité de la transmission</li> <li>• SC-28 Protection de l'information inactive</li> </ul>
BNS-5	[8], 13(2)	Autorisation	Afin de divulguer les renseignements non publics exempts du droit d'accès général en vertu du paragraphe 13(1) (Renseignements obtenus à titre confidentiel) de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> , le responsable de l'institution fédérale doit d'abord obtenir l'autorisation du gouvernement, de l'organisation, ou de l'institution qui les a fournis.	On pourrait élaborer ce processus dans un service du GC fondé sur l'informatique en nuage.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AC-3 Application de l'accès</li> <li>• AC-5 Séparation des tâches</li> <li>• AC-6 Droit d'accès minimal</li> </ul> <p>Remarque : On devrait mettre en œuvre ce processus au moyen d'une fonction d'autorisation.</p>
BNS-6	[8], 16(2)	Confidentialité	Le responsable de l'institution fédérale doit protéger la confidentialité des renseignements exempts du droit d'accès général en vertu du paragraphe 16(2) (Sécurité) de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> à un niveau correspondant au niveau prévu du préjudice lié à la compromission.	Voir sous BNS-4.	Voir sous BNS-4.

ID	Réf.	Sujet	Déclaration des besoins opérationnels en matière de sécurité	Interprétation dans le cadre des services du GC fondés sur l'informatique en nuage	Mesures de sécurité à l'appui (les plus importantes)
BNS-7	[8], 16(3)	Confidentialité	Le responsable de l'institution fédérale doit protéger la confidentialité des renseignements exempts du droit d'accès général en vertu du paragraphe 16(3) (Fonctions de police provinciale ou municipale) de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> à un niveau correspondant au niveau prévu du préjudice lié à la compromission.	Voir sous BNS-4.	Voir sous BNS-4.
BNS-8	[8], 17	Confidentialité	Le responsable de l'institution fédérale doit protéger la confidentialité des renseignements exempts du droit d'accès général en vertu de l'article 17 (Sécurité des individus) de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> à un niveau correspondant au niveau prévu du préjudice lié à la compromission.	Voir sous BNS-4.	Voir sous BNS-4.
BNS-9	[8], 19(1)	Vie privée (confidentialité des renseignements personnels)	Le responsable de l'institution fédérale doit protéger la confidentialité des renseignements exempts du droit d'accès général en vertu du paragraphe 19(1) (Renseignements personnels) de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> à un niveau correspondant au niveau prévu du préjudice lié à la compromission.	Voir sous BNS-4.	Voir sous BNS-4.

ID	Réf.	Sujet	Déclaration des besoins opérationnels en matière de sécurité	Interprétation dans le cadre des des services du GC fondés sur l'informatique en nuage	Mesures de sécurité à l'appui (les plus importantes)
BNS-10	[8], 19(2)	Autorisation	Afin de divulguer les renseignements non publics exempts du droit d'accès général en vertu du paragraphe 19(1) de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> (renseignements personnels), le responsable de l'institution fédérale doit tout d'abord obtenir l'autorisation de la personne qui est concernée.	Voir sous BNS-5.	Voir sous BNS-5.
BNS-11	[8], 20(1)	Confidentialité	Le responsable de l'institution fédérale doit protéger la confidentialité des renseignements exempts du droit d'accès général en vertu du paragraphe 20(1) (Renseignements de tiers) de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> à un niveau correspondant au niveau prévu du préjudice lié à la compromission.	Voir sous BNS-4.	Voir sous BNS-4.
BNS-12	[8], 21(1)	Confidentialité	Le responsable de l'institution fédérale doit protéger la confidentialité des renseignements exempts du droit d'accès général en vertu du paragraphe 21(1) (Avis, etc.) de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> à un niveau correspondant au niveau prévu du préjudice lié à la compromission.	Voir sous BNS-4.	Voir sous BNS-4.

ID	Réf.	Sujet	Déclaration des besoins opérationnels en matière de sécurité	Interprétation dans le cadre des services du GC fondés sur l'informatique en nuage	Mesures de sécurité à l'appui (les plus importantes)
BNS-13	[8], 22	Confidentialité	Le responsable de l'institution fédérale doit protéger la confidentialité des renseignements exempts du droit d'accès général en vertu de l'article 22 (Examens et vérifications) de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> à un niveau correspondant au niveau prévu du préjudice lié à la compromission.	Voir sous BNS-4.	Voir sous BNS-4.
BNS-14	[8], 23	Confidentialité	Le responsable de l'institution fédérale doit protéger la confidentialité des renseignements exempts du droit d'accès général en vertu de l'article 23 (Secret professionnel des avocats) de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> à un niveau correspondant au niveau prévu du préjudice lié à la compromission.	Voir sous BNS-4.	Voir sous BNS-4.
BNS-15	[8], 24(1)	Confidentialité	Le responsable de l'institution fédérale doit protéger la confidentialité des renseignements exempts du droit d'accès général en vertu de l'article 24(1) (Interdictions fondées sur d'autres lois) de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> à un niveau correspondant au niveau prévu du préjudice lié à la compromission.	Voir sous BNS-4.	Voir sous BNS-4.



ID	Réf.	Sujet	Déclaration des besoins opérationnels en matière de sécurité	Interprétation dans le cadre des services du GC fondés sur l'informatique en nuage	Mesures de sécurité à l'appui (les plus importantes)
BNS-16	[8], 68(1)	Confidentialité	Le responsable de l'institution fédérale doit protéger la confidentialité des renseignements exempts du droit d'accès général en vertu du paragraphe 68(1) (Société Radio-Canada) de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> à un niveau correspondant au niveau prévu du préjudice lié à la compromission.	Voir sous BNS-4.	Voir sous BNS-4.
BNS-17	[8], 68(2)	Confidentialité	Le responsable de l'institution fédérale doit protéger la confidentialité des renseignements exempts du droit d'accès général en vertu du paragraphe 68(2) (Énergie atomique du Canada, Limitée) de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> à un niveau correspondant au niveau prévu du préjudice lié à la compromission.	Voir sous BNS-4.	Voir sous BNS-4.
BNS-18	[11], 5(1)	Autorisation	Pour recueillir les renseignements personnels à partir de n'importe quelle source autre que celles venant directement de la personne concernée, une institution fédérale doit tout d'abord obtenir l'autorisation de cette personne.	Voir sous BNS-5.	Voir sous BNS-5.
BNS-19	[11], 6(2)	Assurance de l'intégrité	Une institution fédérale doit établir et maintenir l'intégrité des renseignements personnels.	Voir sous BNS-1.	Voir sous BNS-1.

ID	Réf.	Sujet	Déclaration des besoins opérationnels en matière de sécurité	Interprétation dans le cadre des services du GC fondés sur l'informatique en nuage	Mesures de sécurité à l'appui (les plus importantes)
BNS-20	[11], 7	Autorisation	Pour utiliser des renseignements personnels à des fins autres que la raison pour laquelle ils ont été recueillis, une institution fédérale doit tout d'abord obtenir l'autorisation de la personne concernée.	Voir sous BNS-5.	Voir sous BNS-5.
BNS-21	[11], 8(1)	Autorisation	Pour divulguer des renseignements personnels à des fins autres que celles spécifiées dans la section 8, une institution fédérale doit tout d'abord obtenir l'autorisation de la personne concernée.	Voir sous BNS-5.	Voir sous BNS-5.
BNS-22	[11], 14	Rapidité	Si l'on demande un accès à des renseignements personnels en vertu du paragraphe 12(1) de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , le responsable de l'institution fédérale chargé de la demande doit fournir à la personne qui a présenté la demande un accès à l'information dans les 30 jours suivant la réception de la demande.	Les services du GC fondés sur le nuage doivent s'assurer de la disponibilité des renseignements pour appuyer cette déclaration des besoins opérationnels.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CP-9 Sauvegarde du système d'information</li> <li>• CP-10 Rétablissement et de reconstitution du système d'information</li> </ul>
BNS-23	[9], 10(1)(b)	Rapidité	L'éditeur d'une publication électronique rendue disponible au Canada doit fournir le contenu de cette publication au Bibliothécaire et Archiviste sept jours après la réception d'une demande du Bibliothécaire et Archiviste ou comme indiqué dans celle-ci.	Voir sous BNS-22.	Voir sous BNS-22.

ID	Réf.	Sujet	Déclaration des besoins opérationnels en matière de sécurité	Interprétation dans le cadre des services du GC fondés sur l'informatique en nuage	Mesures de sécurité à l'appui (les plus importantes)
BNS-24	[9], 12(1)	Autorisation	Le Bibliothécaire et Archiviste, ou une personne dûment délégué par lui, doit autoriser l'élimination des dossiers gouvernementaux et ministériels.	Les solutions de GI doivent prendre en charge l'élimination autorisée des renseignements.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AC-3 Application de l'accès</li> <li>• AC-5 Séparation des tâches</li> <li>• AC-6 Droit d'accès minimal</li> </ul>
BNS-25	[9], 12(3)	Autorisation	Le responsable de l'institution fédérale doit autoriser le Bibliothécaire et Archiviste l'accès à un dossier qui relève de l'institution à laquelle le paragraphe 24(1) (Interdictions fondées sur d'autres lois figurant à l'annexe II) de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> s'applique.	Voir sous BNS-5.	Voir sous BNS-5.
BNS-26	[9], 15.1	Rapidité	Un ministère doit envoyer au Bibliothécaire et Archiviste le rapport écrit qui est indiqué dans le paragraphe 40(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> dans les six mois après la fin de toute collecte de données aux fins de la recherche sur l'opinion publique menée dans le cadre d'un contrat à la demande du ministère et pour l'utilisation exclusive de Sa Majesté du chef du Canada.	Voir sous BNS-22.	Voir sous BNS-22.

## 2.2 Contexte technique

Le contexte technique du profil PBMM de l'informatique en nuage du GC est défini par les services d'informatique en nuage et les services du GC qui utilisent ces services d'informatique en nuage.

En ce qui a trait aux services d'informatique en nuage, le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC s'applique à :

- toutes les offres de FSI existantes;
- tous les modèles de déploiement dans le nuage (nuage public, infrastructure informatique en nuage communautaire, nuage privé, nuage hybride) comme il est défini par NIST [5];
- tous les modèles de service d'informatique en nuage (infrastructure comme service, plateforme comme service, logiciel comme service) comme il est défini par NIST [12].

Pour les services du GC, le contexte technique est déterminé en grande partie par les offres de service d'informatique en nuage et il n'y a pas de limite à ce que ce contexte pourrait représenter. Le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC ne prescrit ni ne proscriit des technologies particulières et il devrait être habituellement convenable pour tout contexte fourni par les FSI dans leurs offres de service d'informatique en nuage.

### 2.3 Contexte de menace

Le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC a été élaboré pour protéger les activités opérationnelles du ministère contre les menaces liées à la sécurité de la TI qui touchent les contextes tant opérationnels que techniques. En plus d'assurer la protection des activités opérationnelles du GC, le profil vise à protéger les services du GC fondés sur l'informatique en nuage. Cette approche est essentielle puisque les menaces peuvent cibler les actifs de la TI aux seules fins de compromettre les composants techniques et de tirer avantage de leurs ressources, quel que soit le type d'activité opérationnelle prise en charge.

Par exemple, plusieurs attaquants ne sont intéressés ni par les renseignements du GC, ni par la capacité de perturber les activités opérationnelles du GC. Au contraire, ils ne visent qu'à compromettre les systèmes d'information de l'informatique en nuage et hors nuage afin de commettre un acte criminel, notamment stocker des données illégales (comme des images ou des films) et les échanger clandestinement avec d'autres criminels, de mener des attaques par déni de service contre des sites Web commerciaux, d'extorquer de l'argent, de distribuer des pourriels et d'infecter les systèmes d'information du GC avec des programmes malveillants.

L'information sur les menaces qui a été analysée provient de plusieurs sources, y compris les rapports d'incidents et de menaces des ministères et du SCT, et s'ajoute aux analyses du CST. Par conséquent, le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC, lorsqu'il est appliqué correctement, permet d'atténuer à un niveau résiduel faible, les risques d'exposition aux agents de menaces délibérées des catégories Md1 à Md4, ainsi qu'aux menaces accidentelles et aux risques naturels des catégories Ma1 à Ma3, tels qu'ils sont définis dans le tableau 2-2. Ce profil sera mis à jour au fil de l'évolution des capacités des agents de menace afin d'ajuster de manière appropriée la sélection des mesures de sécurité pour atténuer l'incidence de ces nouvelles capacités.

Bien que ce profil ait été élaboré par les organismes chargés de la sécurité au GC en considérant les exigences ministérielles génériques comme point de départ, les ministères devront veiller à ce que le contexte de menace corresponde à leur environnement. Lorsque le contexte de menace est différent, il est possible qu'une adaptation du profil des mesures soit nécessaire ou que le ministère doive accepter des niveaux plus élevés de risque résiduel. Si les différences sont importantes, un profil des mesures de sécurité différent peut devoir être sélectionné, le cas échéant. Il est possible d'obtenir d'autres conseils à ce sujet auprès des responsables de la sécurité de la TI du ministère, le cas échéant.

**Tableau 2-3 Sommaire des menaces obligatoires à atténuer (par catégorie de menace)**

Menaces délibérées			Menaces accidentelles		
Catégorie	Auteurs de menaces typiques	Sélectionné	Catégorie	Événements de menaces typiques	Sélectionné
Md1	Attaquant non malveillant	Oui	Ma1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Événements accidentels mineurs (p. ex., trébucher sur un câble d'alimentation, entrer des données erronées).</li> </ul>	Oui
Md2	Attaquant occasionnel et passif possédant un minimum de ressources et disposé à prendre de petits risques (p. ex., écoute clandestine, <i>pirates ados</i> ).	Oui	Ma2	<ul style="list-style-type: none"> <li>Événements accidentels moyens (p. ex., rendre un serveur inutilisable, corrompre une base de données).</li> <li>Pannes matérielles ou logicielles mineures (p. ex., panne de disque dur).</li> <li>Risques naturels mineurs (p. ex., inondation locale, tremblement de terre qui compromettent une partie d'une installation).</li> </ul>	Oui

Menaces délibérées			Menaces accidentelles		
Catégorie	Auteurs de menaces typiques	Sélectionné	Catégorie	Événements de menaces typiques	Sélectionné
Md3	Attaquant possédant un minimum de ressources et disposé à prendre des risques importants (p. ex., pirates peu sophistiqués).	Oui	Ma3	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Événements involontaires ou accidentels graves (p. ex., incendie dans une installation, corruption d'une base de données à grande échelle).</li> <li>• Pannes mécaniques moyennes (p. ex., panne de courant prolongée dans une installation).</li> <li>• Risques naturels moyens (p. ex., inondation locale ou tremblement de terre qui compromettent une installation).</li> </ul>	Oui
Md4	Attaquant possédant des ressources moyennes et disposé à prendre de petits risques (p. ex., crime organisé, pirates sophistiqués, organisations internationales).	Oui	Ma4	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pannes mécaniques graves (p. ex., panne de courant prolongée à l'échelle de la ville).</li> <li>• Risques naturels graves (p. ex., tremblements de terre avec dévastation à l'échelle de la ville).</li> <li>• Événements involontaires ou accidentels graves.</li> </ul>	Non
Md5	Attaquant possédant des ressources moyennes et disposé à prendre de grands risques (p. ex., crime organisé, terroristes internationaux).	Non	Ma5	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pannes mécaniques très graves (p. ex., panne de courant prolongée à l'échelle régionale).</li> <li>• Risques naturels très graves (p. ex., tremblement de terre avec dévastation à l'échelle régionale ou nationale).</li> <li>• Événements involontaires ou accidentels très graves.</li> </ul>	Non

Menaces délibérées			Menaces accidentelles		
Catégorie	Auteurs de menaces typiques	Sélectionné	Catégorie	Événements de menaces typiques	Sélectionné
Md6	Attaquant possédant des ressources abondantes et disposé à prendre de petits risques (p. ex., laboratoires nationaux bien financés, États-nations, organisations internationales).	Non			
Md7	Attaquant possédant des ressources abondantes et disposé à prendre des risques extrêmes (p. ex., États-nations en période de crise).	No			

### **3. Approches de sécurité de la TI**

#### **3.1 Harmonisation avec d'autres profils des mesures de sécurité de l'informatique en nuage**

Il fait partie intégrante de la Stratégie d'adoption de l'informatique en nuage du GC [1] d'harmoniser les profils de l'informatique en nuage du GC avec ceux de la Federal Risk and Authorization Management Program (FedRAMP) et d'autres initiatives liées au nuage, en particulier la Cloud Security Alliance (CSA) [13], la Defense Information System Agency (DISA) des États-Unis [14], et l'Organisation internationale de normalisation (ISO) [15]. Cette harmonisation stratégique aidera à assurer l'interopérabilité entre les offres de service d'informatique en nuage et la réutilisabilité des preuves de sécurité de la TI utilisée par d'autres programmes pour attester ou autoriser les services d'informatique en nuage.

#### **3.2 Approche holistique à la sécurité de la TI**

Contrairement à d'autres profils des mesures de sécurité de l'informatique en nuage, le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC couvre non seulement l'infrastructure du service d'informatique en nuage des FSI, mais aussi tous les composants de l'infrastructure des FSI et du GC qui sont utilisés pour offrir et consommer des services fondés sur l'informatique en nuage. Cette approche holistique à la sécurité de la TI fournit un fondement plus solide pour déterminer et atténuer les risques aux services du GC fondés sur l'informatique en nuage et les renseignements connexes d'un point de vue d'hébergement de service ou d'information et d'un point de vue de consommation de services ou d'utilisation d'information.

Comme illustré à la figure 3-1<sup>1</sup>, la couverture du profil PBMM de l'informatique en nuage du GC comprend l'infrastructure des services d'informatique en nuage des FSI (composé de personnes, de processus et de technologie), le service du GC ou des renseignements qui sont hébergés sur des services d'informatique en nuage des FSI, les périphériques et réseaux utilisateur du GC qui sont utilisés pour consommer le service du GC fondé sur l'informatique en nuage ou pour accéder à l'information du GC, et tous les autres composants de l'infrastructure dans lequel l'information du GC pourraient se trouver.

---

<sup>1</sup> Figure axée sur NIST SP 500-292 Architecture de référence de l'informatique en nuage et NIST SP 500-299 Architecture de référence pour la sécurité de l'informatique en nuage.

---



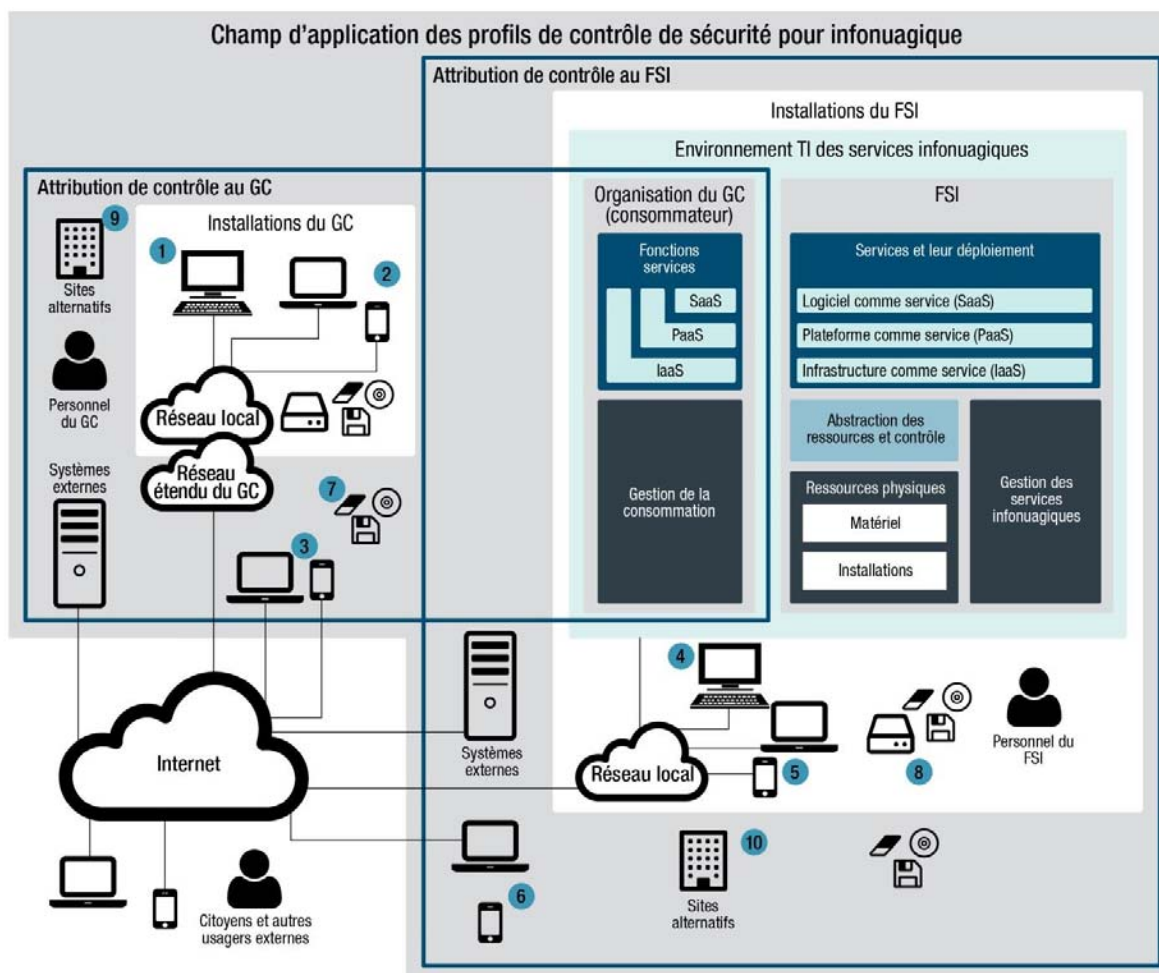


Figure 3-1 Champ d'application du profil PBMM de l'informatique en nuage du GC

Le champ d'application du profil PBMM de l'informatique en nuage du GC peut être démontré à l'aide des cas d'utilisation suivants :

- 1) Un utilisateur du GC accède un service du GC fondé sur l'informatique en nuage à partir d'un réseau local du GC.
- 2) Un utilisateur du GC accède un service du GC fondé sur l'informatique en nuage à partir d'un réseau local sans fil du GC.
- 3) Un utilisateur du GC accède un service fondé sur l'informatique en nuage du GC à partir d'Internet.
- 4) Un utilisateur FSI accède à l'environnement du service d'informatique en nuage à partir du réseau local du FSI.

- 5) Un utilisateur FSI accède à l'environnement du service d'informatique en nuage à partir du réseau sans fil du FSI.
- 6) Un utilisateur FSI accède à l'environnement du service d'informatique en nuage à partir d'Internet.
- 7) Un utilisateur du GC entrepose des renseignements hébergés dans le nuage sur un support de stockage portable.
- 8) Un utilisateur FSI entrepose des renseignements du GC ou du FSI sur un support de stockage portable.
- 9) Un administrateur système du GC crée une sauvegarde des renseignements hébergés dans le nuage et envoie le support de sauvegarde à une installation de rechange.
- 10) Le FSI utilise une installation de rechange pour prendre en charge son plan d'urgence dans le cadre de son service d'informatique en nuage.

Dans cette approche holistique à la sécurité de l'informatique en nuage, la plupart des mesures de sécurité dans le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC doivent être mis en place par le FSI et les ministères et organismes du GC, tandis que certaines mesures de sécurité doivent être mises en place seulement par l'un ou par l'autre. La présence de ces mesures de sécurité propres à des parties est un résultat direct de la Stratégie d'adoption de l'informatique en nuage du GC (discuté à la section 3.1). Elle tient compte du delta entre les profils des mesures de sécurité de l'informatique en nuage et le profil PBMM générique ITSG-33 dont on recommande aux les ministères et organismes du GC de mettre en place (dans l'orientation actuelle relative à la gestion des risques à la sécurité de la TI du GC) pour tous les systèmes d'information prenant en charge leurs programmes et services du GC.

### 3.3 Principes d'ingénierie de la sécurité de la TI

En plus du contexte opérationnel, technique et de menace documenté aux sections précédentes, la sélection des mesures de sécurité pour le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC a été également influencée par le choix de pratiques exemplaires d'ingénierie de sécurité utilisées pour la mise en œuvre de systèmes d'information fiables. Ce profil vise à répondre aux besoins en matière de sécurité de la TI d'une vaste gamme d'activités opérationnelles, du travail de bureau quotidien en passant par les applications de prestation de services aux citoyens jusqu'au soutien de l'infrastructure des services communs. Pour protéger les activités opérationnelles, il faut adopter des approches de sécurité qui, à tout le moins, appliquent les pratiques exemplaires principales suivantes en matière de technique de sécurité :

- *Défense en profondeur* : Utilisation collaborative des mesures de sécurité techniques, opérationnels (incluant la sécurité du personnel et la sécurité physique) et de gestion pour atténuer les risques (p. ex., contrôles d'accès techniques pour protéger les bases de données sensibles et sécurité physique supplémentaire pour empêcher le personnel non autorisé d'accéder physiquement aux serveurs de base de données).

- *Droit d'accès minimal* : Attribution aux utilisateurs du droit d'accès minimal nécessaire à l'exécution de leurs tâches (p. ex., exécution des tâches quotidiennes avec des comptes d'utilisateur à usage restreint et non avec des comptes administratifs);
- *Prévention, détection, analyse, réaction et reprise (PDARR)* : Cette approche permet d'empêcher, dans la mesure du possible, puis permet de veiller à la détection et au confinement des attaques réussies, à la restauration des actifs de la TI à un état sûr et authentique, ainsi qu'à la documentation et à l'utilisation des leçons apprises pour améliorer la posture de sécurité des systèmes d'information.
- *Sécurité par couches* : Permet de veiller à ce que les différentes couches d'un système d'information (applications, bases de données, plateformes, interlogiciels et communications) soient protégées de manière adéquate. Cette approche réduit le risque qu'une faiblesse d'une partie du système soit exploitée pour contourner les mesures de protection des autres parties (p. ex., attaques par injection SQL de la couche application pour contourner les mécanismes de protection de frontières de la couche réseau).

Le vaste champ d'application de ce profil ne se prête pas facilement à l'utilisation d'un ensemble d'approches de sécurité de la TI dont les principales mesures de protection s'appuient sur un contrôle strict des frontières, une forte sécurité du personnel et une forte sécurité physique (cette approche pourrait éventuellement utiliser des mesures de sécurité internes moins strictes). Le profil propose toutefois un ensemble équilibré de mesures pour réduire le risque que des éléments internes compromis d'un système soient utilisés pour compromettre facilement d'autres éléments. Le profil propose également des mesures qui permettent la détection, l'intervention et la reprise en douceur des activités à la suite d'incidents de sécurité. Plusieurs de ces mesures sont des mesures opérationnelles que tout FSI expérimenté devrait instaurer, non seulement aux fins de sécurité, mais également pour assurer l'efficacité et la rentabilité de la gestion quotidienne des systèmes d'information.

Nota : Bien que la sélection des mesures soit plutôt subjective, nous avons fait le maximum pour inclure des mesures qui atténuent les menaces réelles et qui peuvent être mises en œuvre au moyen de produits commerciaux standards facilement accessibles. De plus, la sélection de mesures de sécurité a été harmonisée aux pratiques exemplaires en matière de sécurité de l'informatique en nuage et de certifications de sécurité de l'informatique en nuage existantes. Les mesures de sécurité qui offrent des capacités spécialisées ou évoluées non requises par l'ensemble des systèmes d'information ont été exclues de ce profil de sécurité. Nous avons en plus tout mis en œuvre pour établir un juste équilibre entre la convivialité et la sécurité.

### 3.4 Séparation de multiples locataires

Il existe des menaces propres à l'informatique en nuage qui pourraient ne pas être suffisamment atténuées en se conformant à un ensemble standard de mesures de sécurité élaborées pour des environnements de la TI hors nuage. En l'absence de mesures de sécurité supplémentaires pour atténuer ces menaces propres au nuage, il est raisonnable de s'attendre qu'un service d'informatique en

nuage conforme soit fonctionnel à des niveaux plus élevés de risque résiduel auquel on s'attendrait normalement dans un environnement de la TI plus traditionnel.

L'augmentation du risque la plus importante provient de la présence dans les environnements de l'informatique en nuage de nombreux locataires, qui pourraient fonctionner selon des exigences de sécurité très différentes. Un locataire qui fonctionne selon un ensemble de mesures de sécurité moins astreignantes pourrait exposer un autre locataire à des niveaux de risque inacceptables, parce que leurs services respectifs axés sur nuage fonctionnent dans un environnement logique commun sur une plateforme physique commune. Une façon de réduire l'exposition est de séparer les locataires, de façon à ce que les locataires ayant des exigences de sécurité semblables sont regroupés et que l'on fournisse à chaque groupe des environnements logiques distincts sur une plateforme physique commune, ou des environnements physiques complètement distincts. La séparation physique réduit l'exposition plus que la séparation logique. Cependant, l'inconvénient de la séparation physique est une diminution du taux de consolidation du matériel et une augmentation correspondante des coûts aux FSI et, en fin de compte, à leurs consommateurs.

Le CST fournit des recommandations de zonage de sécurité des réseaux dans ITSG-22 [16] et ITSG-38 [17], et si elles sont correctement mises en œuvre dans un environnement de l'informatique en nuage, entraîneraient une séparation de multiples locataires relativement forte<sup>2</sup>. Les ministères et agences du GC devront déterminer si et comment des FSI autorisés ont mis en place une séparation de multiples locataires et doivent veiller à ce que les menaces et les risques connexes soient pris en considération lors de l'approvisionnement de services de l'informatique en nuage pour leurs initiatives de mise en œuvre de services du GC fondés sur l'informatique en nuage.

### **3.5 Adaptation des mesures de sécurité**

Le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC précise le recours à une base de référence de mesures de sécurité appropriée pour protéger les processus opérationnels et les renseignements tel que décrits dans la section 2.1. Le profil vise à atténuer de manière appropriée les menaces susceptibles de compromettre au moyen des services du GC fondés sur l'informatique en nuage la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des actifs de la TI utilisés pour appuyer les programmes, les services et les activités opérationnelles du GC.

D'autres adaptations du profil pourraient être requises pour répondre à des besoins précis en matière de sécurité. Cependant, les organisations du GC pourraient devoir limiter l'adaptation des mesures de

---

<sup>2</sup> Comme d'autres profils des mesures de sécurité de l'informatique en nuage (à l'exception de ISO/IEC 27017) [8], le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC ne prescrit pas directement la séparation de multiples locataires dans ses mesures de sécurité. Il y a certaines mesures de sécurité qui font appel à la séparation du flux d'information par type (AC-4) et isolation de processus (SC-39), mais ces mécanismes ne constituent pas à eux seuls la séparation entre plusieurs locataires. Selon la mesure de sécurité SC-7, le profil fait appel à la mise en place d'une protection des frontières externe et interne qui pourrait entraîner un degré de séparation important des ressources de locataires. Toutefois, il n'y a pas de garantie parce que la mise en œuvre est laissée au FSI, qui pourrait se conformer à cette mesure de sécurité sans réaliser un degré de séparation important.

sécurité relevant de leurs responsabilités, puisque leur capacité d'influencer le changement des offres de services d'informatique en nuage publics sera probablement limitée. Cela serait possible dans une moindre mesure pour les offres de services d'informatique en nuage privés, où la capacité de négocier des changements aux mesures de sécurité est plus grande. Cette analyse est importante, car elle permet de déterminer le modèle de déploiement qui répond le mieux aux besoins d'un ministère. Si elles s'avèrent nécessaires, les autres adaptations du profil pour répondre à des besoins ministériels précis en matière de sécurité devront tenir compte des relations subtiles et complexes entre les utilisateurs de services d'informatique en nuage et les fournisseurs de ces services, ainsi que du niveau de responsabilité au sein de l'infrastructure des services.

Afin d'appuyer l'adaptation et la mise en œuvre, le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC comprend une attribution suggérée des mesures de sécurité et des améliorations des mesures de sécurité aux organisations de consommateur et fournisseur et les couches d'architecture de l'informatique en nuage définies dans l'architecture de référence du NIST en matière d'informatique en nuage [18].

### **3.6 Considérations relatives à l'approvisionnement**

Des offres de service d'informatique en nuage sont acquises en suivant le processus d'approvisionnement standard du GC. Cela signifie que les FSI sont assujettis au Programme de sécurité industrielle de Services publics et Approvisionnement Canada. Au moyen de ce programme, le GC inclura un ensemble approprié de clauses de sécurité dans les demandes de proposition à ajouter aux contrats de service d'informatique en nuage, tandis que les FSI mettront en place une fondation de sécurité personnelle et physique robuste pour la mise en œuvre adéquate des mesures de sécurité de la TI dans le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC.

## 4. Profil des mesures de sécurité PBMM de l'informatique en nuage du GC

L'annexe A énumère les mesures de sécurité et les améliorations des mesures de sécurité qui composent le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC. Cette liste est également tenue à jour sous d'autres formats plus appropriés pour une utilisation par les praticiens de la TI et de la sécurité de la TI pour contribuer à l'étape d'ingénierie des exigences et autres activités du cycle de vie du développement des systèmes.

Bien que le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC au complet s'applique à un service du GC, ni l'étendue des responsabilités du GC ou du FSI ne s'étend à toutes les mesures de sécurité dans le profil. Ceci est illustré à la figure 3-1. D'un côté, le profil comprend des mesures de sécurité propres au GC que le FSI ne prévoit pas mettre en œuvre. De l'autre côté, le profil comprend des mesures de sécurité propres au nuage que les organisations du GC ne sont pas censées mettre en œuvre. Cet écart dans la responsabilité de la mise en œuvre des mesures de sécurité est un résultat direct de la Stratégie de l'informatique en nuage du GC de suivre une approche holistique à la sécurité de la TI (comme décrit à la section 3.2), de respecter les mesures de sécurité recommandées du CST et de maintenir une harmonisation avec d'autres initiatives de sécurité de l'informatique en nuage pour des raisons de compatibilité et de réutilisabilité. L'attribution de la responsabilité des mesures de sécurité est incluse à l'annexe A.

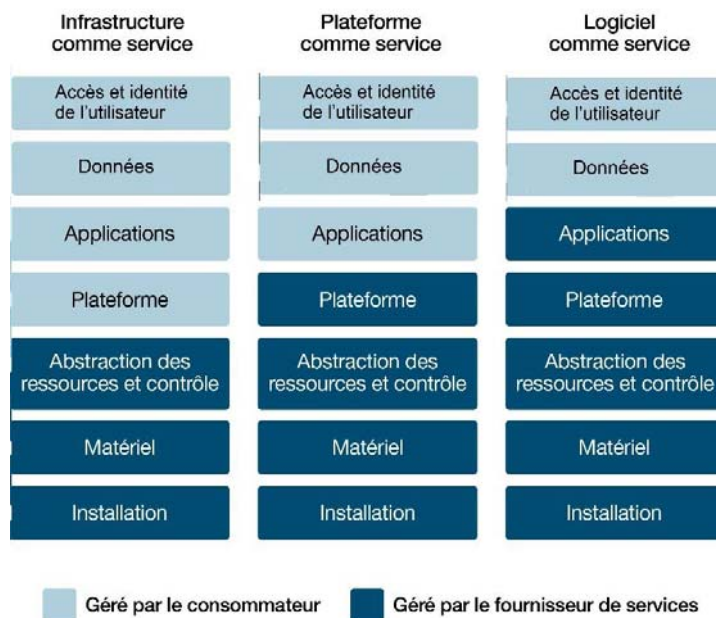


Figure 4-1 Étendue des responsabilités

Du point de vue de l'infrastructure du FSI (délimité à la figure 3-1 par la composante des installations du FSI), l'étendue des responsabilités varie également selon le modèle de service d'informatique en nuage. La figure 4-1 est une vue simplifiée des couches architecturales pour appuyer l'illustration de l'étendue des responsabilités qui s'applique aux modèles de service, à l'aide de l'architecture de référence de l'informatique en nuage du NIST [1] et les couches de l'informatique en nuage dans NIST 500-299 [19] comme fondement des illustrations. Une vue organisationnelle a été ajoutée aux couches de l'informatique en nuage pour les mesures de sécurité qui sont mises en place par des personnes, par exemple l'élaboration de politiques et de procédures, l'exécution de procédures de contrôle d'accès, la sécurité du personnel, l'évaluation de sécurité et autorisation et la gestion des risques.

Selon le modèle d'infrastructure comme service (IaaS), le consommateur a la capacité d'approvisionner des ressources informatiques fondamentales, comme des systèmes d'exploitation, le stockage et le réseautage, de même que le logiciel d'application assurant le fonctionnement de ces ressources [18]. Par conséquent, le consommateur peut être responsable de certains des mesures de sécurité de la couche d'infrastructure de virtualisation et de toutes les mesures de sécurité de l'organisation du consommateur, de la plateforme et des couches applications. Le consommateur n'a aucune responsabilité envers les mesures de sécurité des couches du matériel et des installations.

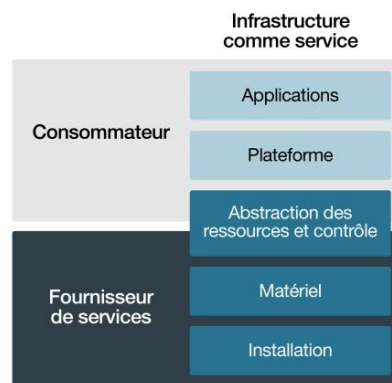
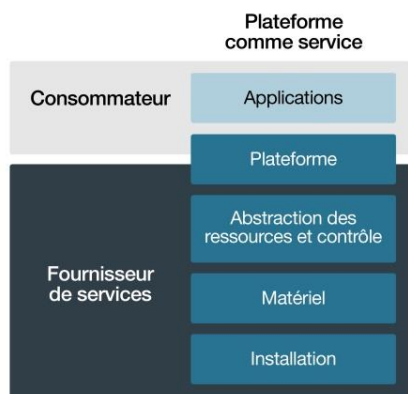


Figure 4-2 Étendue des responsabilités pour l'IaaS

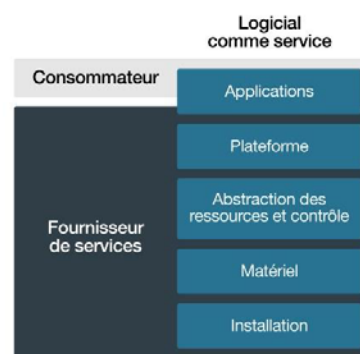


Selon le modèle de plateforme comme service (PaaS), le consommateur a la capacité de mettre en place des produits logiciels commerciaux et des applications opérationnelles personnalisées sur des systèmes d'exploitation, des serveurs et des réseaux fournis par le FSI, des cadres d'applications et d'autres bibliothèques et outils de programmation [19]. Par conséquent, le consommateur peut être responsable de certains des mesures de sécurité de la couche de plateforme et de toutes les mesures de sécurité de l'organisation du consommateur et des couches applications.

Figure 4-3 Étendue des responsabilités pour la PaaS



Selon le modèle de logiciel comme service (SaaS), le consommateur a la capacité d'utiliser les produits et les applications logiciels fournis par le FSI. Dans certains cas, le consommateur peut également avoir la capacité de configurer certains aspects d'un produit ou d'une application logicielle, par exemple gérer les comptes d'utilisateur, créer des structures de dossiers ou sélectionner et désélectionner des fonctions facultatives. Par conséquent, le consommateur peut être responsable de certaines des mesures de sécurité de la couche application.



**Figure 4-4 Étendue des responsabilités pour le SaaS**

L'attribution des mesures de sécurité du profil PBMM de l'informatique en nuage du GC aux couches architecturales d'informatique en nuage est incluse à l'annexe A. Le tableau 4-1 fournit un sommaire de l'attribution mappée dans les familles des mesures de sécurité suivantes:

AC – Contrôle d'accès	MP – Protection des supports
AT – Sensibilisation et formation	PE – Protection physique et environnementale
AU – Vérification et responsabilité	PL – Planification
CA – Évaluation de sécurité et autorisation	GP – Gestion des programmes
CM – Gestion des configurations	PS – Sécurité du personnel
CP – Planification d'urgence	ÉR – Évaluation des risques
IA – Identification et authentification	SA – Acquisition des systèmes et des services
IR – Intervention en cas d'incident	SC – Protection des systèmes et des communications
MA – Maintenance	SI – Intégrité de l'information et des systèmes

**Tableau 4-1 Sommaire de la responsabilité de la mesure de sécurité**

	Modèle de service d'informatique en nuage	Couches architecturales	Familles des mesures de sécurité
Consommateur	SaaS	Application	AC, AU, IA, SC, SI
	PaaS	Plateforme	AC, AU, CM, CP, IA, MA, SC, SI
	IaaS	Infrastructure de virtualisation	AC, AU, CM, CP, IA, MA, SC, SI



	Modèle de service d'informatique en nuage	Couches architecturales	Familles des mesures de sécurité
	Tous	Installation et matériel	Sans objet
	Tous	Organisation	AC, AT, AU, CA, CM, CP, IA, IR, MA, PL, PS, RA, SA, SC, SI
Fournisseur de services d'informatique en nuage	SaaS	Application	AC, AU, IA, SC, SI
	PaaS	Plateforme	AC, AU, CM, CP, IA, MA, SC, SI
	IaaS	Infrastructure de virtualisation	AC, AU, CM, CP, IA, MA, SC, SI
	Tous	Installation et physique	PE
	Tous	Organisation	AC, AT, AU, CA, CM, CP, IA, IR, MA, MP, PE, PL, PM, PS, RA, SA, SC, SI

## 5. Références

- [1] Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), « Stratégie d'adoption de l'informatique en nuage du GC », ÉBAUCHE, décembre 2015.
- [2] Centre de la sécurité des télécommunications (CST), « [ITSG-33] La gestion des risques liés à la sécurité des TI : Une méthode axée sur le cycle de vie », novembre 2012.
- [3] National Institute of Standards and Technology (NIST), "NIST Special Publications, SP800s - Computer Security," [en ligne, en anglais seulement].
- [4] Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), « Norme de sécurité relative à l'organisation et l'administration », juin 1995.
- [5] Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), « Politique sur la gestion de l'information », mar 2018
- [6] Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), « Directive sur les rôles et responsabilités en matière de gestion de l'information », octobre 2007
- [7] Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), « Directive sur la tenue de documents », juillet 2011
- [8] Ministère de la Justice, « Loi sur l'accès à l'information »
- [9] Ministère de la Justice, « Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada »
- [10] International Council on Archives, « Principles and Functional Requirements for Records in Electronic Office Environments » [en ligne, en anglais seulement]
- [11] Ministère de la Justice, « Loi sur la protection des renseignements personnels »
- [12] National Institute of Standards and Technology (NIST), « [SP800-145] The NIST Definition of Cloud Computing », septembre 2011. [en ligne, en anglais seulement].
- [13] Cloud Security Alliance (CSA), « Cloud Controls Matrix (CCM), », [en ligne, en anglais seulement].
- [14] Defense Information Systems Agency (DISA), « Department of Defense Cloud Computing Security Requirements Guide », le 18 mars 2016. [en ligne, en anglais seulement].
- [15] Organisation internationale de normalisation, 2013.
- [16] Centre de la sécurité des télécommunications (CST), « [ITSG-22] Exigences de base en matière de sécurité pour les zones de sécurité de réseau au sein du gouvernement du Canada », juin 2007
- [17] Centre de la sécurité des télécommunications (CST), « [ITSG-38] Établissement des zones de sécurité dans un réseau : Considérations de conception relatives au positionnement des services dans les zones », mai 2009.

- [18] National Institute of Standards and Technology, « Architecture de référence de l'informatique en nuage du NIST » (SP 500-292) », septembre 2011.
- [19] National Institute for Standards and Technology, « Architecture de référence de l'informatique en nuage (p. ex., du NIST [SP 500-299] », ébauche, 2013.
- [20] U.S. General Services Administration (GSA), « Federal Risk and Authorization Management Program (FedRAMP) », [en ligne, en anglais seulement].
- [21] Mesures des organismes de service (COS) de l'American Institute of Chartered Public Accountants (AICPA), « System and Organizational Controls (SOC) » [en ligne, en anglais seulement].
- [22] Organisation internationale de normalisation, « ISO/IEC 27001:2013 Technologie de l'information – Techniques de sécurité – Systèmes de gestion de la sécurité de l'information – Exigences) » 2013.
- [23] Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), « Politique sur la sécurité du gouvernement », le 1er avril 2012.
- [24] Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), « Directive sur la gestion de la sécurité ministérielle », juillet 2009.

## Annexe A – Profil des mesures de sécurité

Les mesures de sécurité et les améliorations des mesures de sécurité qui composent le profil PBMM de l'informatique en nuage du GC sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Le tableau présente également l'affectation des mesures de sécurité au GC et aux FSI, les composants du nuage auxquels ils s'appliquent conformément à la figure 3-1 et renvoyés à d'autres profils et normes connexes.

Veuillez prendre note que le tableau de correspondance fournit dans cette annexe fournit aux organisations une indication générale de la couverture des mesures de sécurité par rapport aux références informatives suivantes:

- Federal Risk and Authorization Management Program (FedRAMP) modérée [20]
- Cloud Controls Matrix (CCM) de Cloud Security Alliance (CSA) [13]
- Mesures des organismes de service (COS) de l'American Institute of Chartered Public Accountants (AICPA) [21]
- ISO/IEC 27001:2013 Information technology -- Security techniques -- Requirements (ISO/IEC 27001:2013 Technology de l'information – Techniques de sécurité – Systèmes de gestion de la sécurité de l'information – Exigences) [22]

Les valeurs suivantes sont incluses dans le tableau :

- X indique que la mesure ou l'amélioration de la mesure a été sélectionnée ou est applicable.
- Non sélectionné indique que la mesure ou l'amélioration de la mesure n'a pas été sélectionnée pour inclusion dans le profil.
- Non alloué indique que la mesure ou l'amélioration de la mesure est sélectionnée, mais pas la responsabilité pour la mise en œuvre par le GC ou le FSI.
- Sans objet indique que la mesure n'est pas incluse dans la norme et le profil (p. ex., la famille de mesures PM n'est pas incluse dans ITSG-33 Annexe 3 Répertoire des mesures).

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
			469	433	335								433	325				
AC-1	POLITIQUE ET PROCÉDURES DE CONTRÔLE D'ACCÈS	(A) Personnel ou rôles = [personnel ou rôles ayant des responsabilités liées au contrôle d'accès]  (B) (a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans]  (B) (b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X						X	X	AIS-04 AAC-03 DSI-04 GRM-06 GRM-08 GRM-09 GRM-11 IAM-02 IAM-05 IAM-07 IAM-12 IVS-12		CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.9.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2
AC-2	GESTION DES COMPTES	(A) Types de compte de système d'information = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (E) Personnel ou rôles = [gestionnaires responsables]  (F) Procédures ou conditions = [procédures de gestion des comptes du système d'information]  (J) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X						X	X	IAM-05 IAM-10 IAM-11 IAM-12		CC5.2 CC6.1	A.9.2.1 A.9.2.2 A.9.2.3 A.9.2.5 A.9.2.6
AC-2(1)	GESTION DES COMPTES   GESTION AUTOMATISÉE DE COMPTE DE SYSTÈME	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X	IAM-05 IAM-10 IAM-11		CC5.2	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
AC-2(2)	GESTION DES COMPTES   RETRAIT DES COMPTES TEMPORAIRES ET D'URGENCE	Sélection : retire; désactive = [désactive] Délai = [au plus 30 jours pour les comptes temporaires et d'urgence] Délai = [90 jours]	X	X	X				X	X	X	X	X	X	IAM-05 IAM-10 IAM-11	CC5.2	
AC-2(3)	GESTION DES COMPTES   DÉSACTIVATION DES COMPTES INACTIFS		X	X	X				X	X	X	X	X	X	IAM-05 IAM-10 IAM-11	CC5.2	
AC-2(4)	GESTION DES COMPTES   VÉRIFICATION AUTOMATISÉE	Personnel ou rôles = [comme défini sous AC-2(A)]	X	X	X				X	X	X	X	X	X	IAM-05 IAM-10 IAM-11	CC5.2	
AC-2(5)	GESTION DES COMPTES   FERMETURE DE SESSION APRÈS UN DÉLAI D'INACTIVITÉ	Délai ou description = [fin de la journée ouvrable]	X	X	X	X	X						X	X		CC5.3	
AC-2(7)	GESTION DES COMPTES   PLANS BASÉS SUR LES RÔLES	(c) Mesures = [supprimer les attributions de rôle privilégié]	X	X	X	X	X						X	X	IAM-05 IAM-10 IAM-11	CC5.4	
AC-2(9)	GESTION DES COMPTES   RESTRICTIONS LIÉES À L'UTILISATION DE COMPTES PARTAGÉS ET DE COMPTES DE GROUPE	Conditions = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	Non affectée	X	X	X						Non sélectionné	X		CC5.2	
AC-2(10)	GESTION DES COMPTES   SUPPRESSION DES JUSTIFICATIFS D'IDENTITÉ DE COMPTES PARTAGÉS ET DE COMPTES DE GROUPE	Sans objet	X	Non affectée	X				X	X	X	X	Non sélectionné	X		CC5.2	

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
AC-3	APPLICATION DE L'ACCÈS	Sans objet	X	X	X				X	X	X	X	X	X	IAM-09 IAM-12	CC5.1	A.6.2.2 A.9.1.2 A.9.4.1 A.9.4.4 A.9.4.5 A.13.1.1 A.14.1.2 A.14.1.3 A.18.1.3
AC-3(4)	APPLICATION DE L'ACCÈS   CONTRÔLE D'ACCÈS DISCRÉTIONNAIRE	Politiques de contrôle d'accès discrétionnaire = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée				X	X	X	X	X	Non sélectionné		CC5.1	
AC-3(7)	APPLICATION DE L'ACCÈS   CONTRÔLE D'ACCÈS BASÉ SUR LES RÔLES	Rôles et utilisateurs = [comme indiqué sous AC-2(A)]	X	X	Non affectée				X	X	X	X	X	Non sélectionné			
AC-3(9)	APPLICATION DE L'ACCÈS   DIFFUSION CONTRÔLÉE	(a) Système ou composant = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (a) Mesures de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (b) Mesures de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée					X	X	X	X	Non sélectionné			
AC-3(10)	APPLICATION DE L'ACCÈS   DÉROGATION VÉRIFIÉE AUX MÉCANISMES DE CONTRÔLE D'ACCÈS	Conditions = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné			

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
AC-4	APPLICATION DU CONTRÔLE DE FLUX D'INFORMATION	(A) Politiques de contrôle de flux d'information = [refuser toutes, approuver par exception les politique de contrôle des flux d'information]	X	X	X				X	X	X	Logiciel comme service (SaaS)	X	X		AIS-04 DSI-01 IVS-09	CC5.1	A.13.1.3 A.13.2.1 A.14.1.2 A.14.1.3
AC-4(21)	APPLICATION DU CONTRÔLE DE FLUX D'INFORMATION   SÉPARATION PHYSIQUE ET LOGIQUE DES FLUX D'INFORMATION	Mécanismes et/ou techniques = [chiffrement de la session et en conformité avec ITSG-22]  Séparations requises = [séparation de toutes les sessions]	X	Non affectée	X				X	X	X		Non sélectionné	X			CC5.1	
AC-5	SÉPARATION DES TÂCHES	(A)(a) Tâches = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X						X	X		IAM-05 IAM-09	CC5.1	A.6.1.2
AC-6	DROIT D'ACCÈS MINIMAL	Sans objet	X	X		X	X						X	X		IAM-05 IAM-09 IAM-13	CC5.4	A.6.1.2
AC-6(1)	DROIT D'ACCÈS MINIMAL   AUTORISATION DE L'ACCÈS AUX FONCTIONS DE SÉCURITÉ	Fonctions et information = [toutes les fonctions de sécurité non-accessible publiquement et tous les renseignements reliés à la sécurité non-disponible publiquement]	X	X	X	X	X						X	X		IAM-05 IAM-09 IAM-13	CC5.4	
AC-6(2)	DROIT D'ACCÈS MINIMAL   ACCÈS NON PRIVILÉGIÉ POUR LES FONCTIONS NON LIÉES À LA SÉCURITÉ	Fonctions ou information = [toute fonction de sécurité]	X	X	X	X	X						X	X		IAM-05 IAM-09 IAM-13	CC5.1	
AC-6(5)	DROIT D'ACCÈS MINIMAL   COMPTES PRIVILÉGIÉS	Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X						X	X			CC5.4	
AC-6(9)	DROIT D'ACCÈS MINIMAL   UTILISATION VÉRIFIÉE DES FONCTIONS PRIVILÉGIÉES	Sans objet	X	X	X				X	X	X	X	X	X			CC6.1	



		Responsabilité de la mise en place de la mesure		Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives							
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO /IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
AC-6(10)	DROIT D'ACCÈS MINIMAL   INTERDICTION AUX UTILISATEURS NON PRIVILÉGIÉS D'EXÉCUTER DES FONCTIONS PRIVILÉGIÉES	Sans objet	X	X	X				X	X	X	X	X	X	X		CC5.1	
AC-7	TENTATIVES D'OUVERTURE DE SESSION INFRUCTUEUSES   VERROUILLAGE AUTOMATIQUE DU COMPTE	(A) Nombre = [pas plus de trois] (A) Durée = [15 minutes] (B) Sélection : verrouille le compte ou le nœud pendant [Affectation : durée définie par l'organisation]; verrouille le compte ou le nœud jusqu'à ce qu'un administrateur le libère; reporte l'invite d'ouverture de session suivante selon [Affectation : algorithme de temporisation défini par l'organisation] = [verrouille le compte ou le nœud pendant [Affectation : durée définie par l'organisation]] (B) Durée (si sélectionné) = 30 minutes (B) Algorithme de temporisation (si sélectionné) = Non sélectionné	X	X	X				X	X	X	X	X	X	X	IAM-02	CC5.3	A.6.1.2
AC-8	AVIS D'UTILISATION SYSTÈME	(A) Message ou bannière = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (C)(a) Modalités = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X				X	X	X	X	X	X	X	HRS-08	CC2.3	A.6.1.2

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
AC-9	AVIS D'OUVERTURE DE SESSION PRÉCÉDENTE (ACCÈS)	Sans objet	X	X	Non affectée					X	X	X	X	Non sélectionné			A.6.1.2
AC-9(3)	AVIS D'OUVERTURE DE SESSION PRÉCÉDENTE   AVIS DE CHANGEMENTS AU COMPTE	Changements = À définir dans le cadre du processus d'adaptation Durée = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée					X	X	X	X	Non sélectionné			
AC-10	CONTRÔLE DE SESSIONS SIMULTANÉES	(A) Type de compte et/ou compte défini = [pour tous les comptes sauf si justifié pour les besoins opérationnels] (A) Nombre = [3 sessions pour les accès privilégiés et 2 sessions pour les accès non-privilégiés] (A) Délai = [15 minutes]	X	Non affectée	X				X	X	X	X	Non sélectionné	X	IAM-02	CC5.3	None
AC-11	VERROUILLAGE DE SESSION	(A) Délai = [15 minutes]	X	X	X				X	X	X	X	X	X	HRS-11 IAM-12	CC5.3	A.11.2.8 A.11.2.9
AC-11(1)	VERROUILLAGE DE SESSION   MASQUAGE DE L'AFFICHAGE AU MOYEN D'UNE IMAGE	Sans objet	X	X	X				X	X	X	X	X	X	IAM-12	CC5.3	
AC-12	FIN DE SESSION	(A) Modalités ou événements déclenchant = [sur demande d'un utilisateur et après un maximum de 24 heures d'inactivité] <i>Remarque : Pour le FSI, cela s'applique aux utilisateurs privilégiés du FSI.</i>	X	Non affectée	X				X	X	X	X	Non sélectionné	X		CC5.3	None
AC-14	OPÉRATIONS PERMISES SANS IDENTIFICATION NI AUTHENTIFICATION	(A) Opérations de l'utilisateur = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X						X	X	IAM-02	CC5.1	None

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO /IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
AC-16	ATTRIBUTS DE SÉCURITÉ	(A) Types d'attribut de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (A) Valeurs des attributs de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (C) Attributs de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (C) Systèmes d'information = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (D) Valeurs ou intervalle = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné	DSI-04	CC5.1	None
AC-16(2)	ATTRIBUTS DE SÉCURITÉ   CHANGEMENTS AUX VALEURS D'ATTRIBUT PAR DES PERSONNES AUTORISÉES	Sans objet	X	X	Non affectée					X	X	X	X	Non sélectionné			
AC-16(4)	ATTRIBUTS DE SÉCURITÉ   ASSOCIATION D'ATTRIBUT PAR DES PERSONNES AUTORISÉES	Attributs de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Sujets et objets = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée					X	X	X	X	Non sélectionné			
AC-16(5)	ATTRIBUTS DE SÉCURITÉ   AFFICHAGE D'ATTRIBUT POUR LES DISPOSITIFS DE SORTIE	Instructions = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Conventions d'appellation = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée					X	X	X	X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
AC-17	ACCÈS À DISTANCE	<b>REMARQUE : L'article (AA) ne s'applique pas aux FSI.</b>	X	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
AC-17(1)	ACCÈS À DISTANCE   SURVEILLANCE ET CONTRÔLE AUTOMATISÉS	Sans objet	X	X	X									X	X	DCS-04 HRS-05	CC5.6	A.6.2.1 A.6.2.2 A.13.1.1 A.13.2.1 A.14.1.2
AC-17(2)	ACCÈS À DISTANCE   PROTECTION DE LA CONFIDENTIALITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ AU MOYEN DU CHIFFREMENT	Sans objet	X	X	X					X	X	X	X	X	X	DCS-04 HRS-05	CC5.6	
AC-17(3)	ACCÈS À DISTANCE   POINTS DE CONTRÔLE D'ACCÈS GÉRÉS	Nombre = [approuvé]	X	X	X					X	X			X	X	DCS-04 HRS-05	CC5.6	
AC-17(4)	ACCÈS À DISTANCE   ACCÈS ET COMMANDES PRIVILÉGIÉES	(a) Besoins = [besoins opérationnels justifiés]	X	X	X	X	X							X	X	DCS-04 HRS-05	CC5.6	
AC-17(6)	ACCÈS À DISTANCE   PROTECTION DE L'INFORMATION	Sans objet	X	X	X	X	X	X						X	Non sélectionné		CC2.3	
AC-17(100)	ACCÈS À DISTANCE   L'ACCÈS À DISTANCE À DES COMPTES PRIVILÉGIÉS S'EFFECTUE À PARTIR DE CONSOLES DE GESTION SPÉCIALISÉES	Sans objet	X	X	Non affectée						X	X	X	X	Non sélectionné			

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
AC-18	ACCÈS SANS FIL	Sans objet	X	X	X	X							X	X		EKM-03 HRS-05 IVS-12	CC5.6	A.6.2.1 A.13.1.1 A.13.2.1
AC-18(1)	ACCÈS SANS FIL   AUTHENTIFICATION ET CHIFFREMENT	Sélection (un ou les deux) : utilisateurs; dispositifs = A définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X				X				X	X	X	EKM-03 HRS-05 IVS-12	CC5.6	
AC-18(3)	ACCÈS SANS FIL   DÉSACTIVATION DU RÉSEAUTAGE SANS FIL	Sans objet	X	X	X	X							X	Non sélectionné			CC7.4	
AC-18(4)	ACCÈS SANS FIL   RESTRICTION DES CONFIGURATIONS PAR LES UTILISATEURS	Sans objet	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné				
AC-19	CONTRÔLE D'ACCÈS POUR LES DISPOSITIFS MOBILES	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X	X	HRS-05	CC5.6	A.6.2.1 A.11.2.6 A.13.2.1
AC-20	UTILISATION DE SYSTÈMES D'INFORMATION EXTERNES	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X	X	HRS-08	CC2.3	A.11.2.6 A.13.1.1 A.13.2.1
AC-20(1)	UTILISATION DE SYSTÈMES D'INFORMATION EXTERNES   LIMITES RELATIVES À L'UTILISATION AUTORISÉE	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X	X	HRS-08	CC5.6	
AC-20(2)	UTILISATION DE SYSTÈMES D'INFORMATION EXTERNES   DISPOSITIFS DE STOCKAGE PORTATIFS	Sélection : limite; interdit = [limite sauf si l'approbation est obtenue pour des raisons opérationnelles]	X	X	X	X	X						X	X	X	HRS-08	CC5.6	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives						
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
AC-20(3)	UTILISATION DE SYSTÈMES D'INFORMATION EXTERNES   SYSTÈMES, COMPOSANTS ET DISPOSITIFS N'APPARTENANT PAS A L'ORGANISATION	Sélection : limite; interdit = [restreint l'utilisation des systèmes d'information externes par le personnel ayant un accès privilégié]	X	X	Non affectée	X								X	Non sélectionné				
AC-20(4)	UTILISATION DE SYSTÈMES D'INFORMATION EXTERNES   DISPOSITIFS DE STOCKAGE ACCESSIBLES PAR RÉSEAU	Dispositifs = [limite sauf si l'approbation est obtenue pour des raisons opérationnelles]	X	X	Non affectée	X								X	Non sélectionné				
AC-21	COLLABORATION ET ÉCHANGE D'INFORMATION ENTRE UTILISATEURS	(A) Circonstances = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (B) Mécanismes automatisés ou processus manuels = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X	X						X	X	X		CC5.4	None
AC-21(100)	COLLABORATION ET ÉCHANGE D'INFORMATION ENTRE UTILISATEURS   PRENDRE LES MESURES DE PROTECTION APPROPRIÉES DE L'INFORMATION SENSIBLE	Sans objet	X	X	Non affectée		X							X	Non sélectionné				
AC-22	CONTENU ACCESSIBLE AU PUBLIC	(D) Fréquence = [au moins à tous les 3 mois]	X	X	X	X	X	X						X	X	X	DSI-03	CC5.4	None

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITS-G-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
AT-1	POLITIQUE ET PROCÉDURES DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION À LA SÉCURITÉ	(A) Personnel ou rôles = [personnel ou rôles ayant des responsabilités liées à la sensibilisation et à la formation sur la sécurité] (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans] (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année] (A)(c) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X	X					Logiciel comme service (SaaS)	X	X	AAC-03 GRM-06 GRM-08 GRM-09 GRM-11 HRS-09 IAM-07	CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2
AT-2	SENSIBILISATION À LA SÉCURITÉ	(A)(c) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X	X						X	X	GRM-03 HRS-09 HRS-10	CC2.3	A.7.2.2.2 A.12.2.1
AT-2(2)	SENSIBILISATION À LA SÉCURITÉ   MENACE INTERNE	Sans objet	X	X	X	X	X	X						X	X		CC1.3 CC2.5	
AT-3	FORMATION À LA SÉCURITÉ AXÉE SUR LES RÔLES	(A)(c) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X	X						X	X	GRM-03 HRS-09 HRS-10	CC2.3	A.7.2.2*
AT-3(4)	FORMATION À LA SÉCURITÉ   COMMUNICATIONS SUSPECTES ET COMPORTEMENTS ANORMAUX DE SYSTÈMES	Indicateurs de programmes malveillants = [indicateurs actuels de code malveillant]	X	X	X	X	X	X						X	Non sélectionné		CC1.3	
AT-4	DOSSIERS DE FORMATION À LA SÉCURITÉ	(B) Durée = [au moins 12 mois]	X	X	X	X	X	X						X	X	GRM-03 HRS-09 HRS-10	CC2.3	None

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
AU-1	POLITIQUE ET PROCÉDURES DE VÉRIFICATION ET DE RESPONSABILITÉ	(A) Personnel ou rôles = [personnel ou rôles ayant des responsabilités en matière de vérification] (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans] (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X	X						X	X	AAC-03 GRM-06 GRM-08 GRM-09 GRM-11 IAM-05 IAM-07 IVS-01 IVS-03	CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2
AU-2	ÉVÉNEMENTS VÉRIFIABLES	(A) Événements vérifiables = [tentatives d'ouverture de session fructueuses et infructueuses, événements de gestion des comptes, accès aux objets, changement de politiques, usage de fonctions privilégiés, suivi des processus, et événements système. Pour les applications Web: toutes les activités administratives, vérifications d'authentification, vérifications d'autorisation, suppression de données, accès aux données, changements aux données, et changements aux permissions] (D) Événements vérifiables (ou sous-ensemble) et fréquence de vérification (ou situation qui justifie la vérification) = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X	X						X	X	IAM-05 IAM-12 IVS-01	CC6.1	None
AU-2(3)	ÉVÉNEMENTS VÉRIFIABLES   RÉVISIONS ET MISES À JOUR	Fréquence = [annuellement ou lors d'un changement au niveau des menaces]	X	X	X	X	X	X						X	X	IAM-12 IVS-01	CC6.1	



			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
AU-3	CONTENU DES ENREGISTREMENTS DE VÉRIFICATION	Sans objet	X	X	X				X	X	X	X	X	X	X	IVS-01	CC6.1	A.12.4.1*
AU-3(1)	CONTENU DES ENREGISTREMENTS DE VÉRIFICATION   INFORMATION DE VÉRIFICATION SUPPLÉMENTAIRE	Information supplémentaire et approfondie = [durée de la session, de la connexion, ou de la transaction; pour des transactions client-serveur, le nombre d'octets échangés; messages informationnels additionnels pouvant servir à diagnostiquer ou identifier l'événement en question; toutes caractéristiques décrivant ou désignant l'objet ou la ressource relié à l'événement]	X	X	X				X	X	X	X	X	X	X	IVS-01	CC6.1	
AU-4	CAPACITÉ DE STOCKAGE DES VÉRIFICATIONS	(A) Besoins de stockage = [capacité suffisante pour appuyer le besoin sous AU-11]	X	X	X	X	X						X	X	X	IVS-01	CC6.1	A.12.1.3
AU-4(1)	CAPACITÉ DE STOCKAGE DES VÉRIFICATIONS   TRANSFERT D'ENREGISTREMENTS DANS UNE AUTRE CAPACITÉ DE STOCKAGE	Fréquence = [à mesure que des enregistrements de vérification sont produits ou que ce soit opérationnellement faisable]	X	X	X				X	X	X	X	X	Non sélectionné			CC6.1	
AU-5	INTERVENTION EN CAS D'ÉCHECS DE VÉRIFICATION	(A) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (B) Mesures additionnelles = [écrasement des enregistrements de vérification les plus anciens]	X	X	X				X	X	X	X	X	X	X	IVS-01	CC6.1	None

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
AU-5(1)	INTERVENTION EN CAS D'ÉCHECS DE VÉRIFICATION   CAPACITÉ DE STOCKAGE DES VÉRIFICATIONS	Personnel, rôles, et/ou emplacements = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Délai = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Pourcentage = [75 %] (A) Fréquence = [au moins une fois par semaine] (A) Activités inappropriées ou inhabituelles = [Indicateurs de compromission indiqués dans SI-4(5)] (B) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation Sans objet	X	X	Non affectée					X	X	X	X	Non sélectionné				
AU-6	EXAMEN, ANALYSE ET RAPPORTS DE VÉRIFICATION		X	X	X	X	X						X	X	IAM-05 IAM-10 IVS-01 SEF-04	CC6.1	A.12.4.1 A.16.1.2 A.16.1.4	
AU-6(1)	EXAMEN, ANALYSE ET RAPPORTS DE VÉRIFICATION   INTÉGRATION DES PROCESSUS		X	X	X	X	X						X	X	IAM-05 IAM-10 IVS-01 SEF-04	CC6.1		
AU-6(3)	EXAMEN, ANALYSE ET RAPPORTS DE VÉRIFICATION   DÉPÔTS DE VÉRIFICATION CORRESPONDANTS	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X	IAM-05 IAM-10 IVS-01 SEF-04	CC6.1		

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
AU-6(4)	EXAMEN, ANALYSE ET RAPPORTS DE VÉRIFICATION   ANALYSES ET EXAMENS CENTRALISÉS	Information additionnelle :  Le système d'information permet de centraliser les examens et les analyses des enregistrements de vérification provenant de plusieurs composants du système [dans les limites du système du locataire et du système du fournisseur de services]	X	X	X				X	X	X	X	X	Non sélectionné			CC6.1	
AU-6(7)	EXAMEN, ANALYSE ET RAPPORTS DE VÉRIFICATION   OPÉRATIONS AUTORISÉES	Sélection (un ou plusieurs); processus; rôle; utilisateur = [processus de système d'information; rôle]	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné				
AU-7	RÉDUCTION DES VÉRIFICATIONS ET GÉNÉRATION DE RAPPORTS	Sans objet	X	X	X				X	X	X	X	X	X	IVS-01 SEF-04		CC6.1	None
AU-7(1)	RÉDUCTION DES VÉRIFICATIONS ET GÉNÉRATION DE RAPPORTS   TRAITEMENT AUTOMATISÉ	Champs d'enregistrements de vérification = [tous les champs d'enregistrement de vérification indiqués dans AU-3 et AU-3(1)]	X	X	X				X	X	X	X	X	X	IVS-01 SEF-04		CC6.1	
AU-7(2)	RÉDUCTION DES VÉRIFICATIONS ET GÉNÉRATION DE RAPPORTS   TRIAGE ET RECHERCHE AUTOMATISÉS	Champs d'enregistrements de vérification = [tous les champs d'enregistrement de vérification indiqués dans AU-3 et AU-3(1)]	X	X	Non affectée			X			X	X	X	Non sélectionné				
AU-8	ESTAMPILLES TEMPORELLES	(B) Granularité = [précision d'une seconde]	X	X	X				X	X	X	X	X	X	IVS-03		CC6.1	A.12.4.4

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO /IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfait)
AU-8(1)	ESTAMPILLES TEMPORELLES   SYNCHRONISATION AVEC LA SOURCE DE TEMPS QUI FAIT AUTORITÉ	(a) Fréquence = [au moins une fois par jour]  (a) Source de temps faisant autorité = [http://www.nrc-cnrc.gc.ca/eng/services/time/network_time.html]  (b) Différence de temps = [1 milliseconde]	X	X	X		X	X	X	X		X	X	IVS-03	CC6.1		
AU-9	PROTECTION DE L'INFORMATION DE VÉRIFICATION	Sans objet	X	X	X				X	X	X	X	X	IAM-01 IVS-01 SEF-04	CC6.1	A.12.4.2 A.12.4.3 A.18.1.3	
AU-9(2)	PROTECTION DE L'INFORMATION DE VÉRIFICATION   SAUVEGARDE DES VÉRIFICATIONS SUR DES SYSTÈMES D'INFORMATION OU DES COMPOSANTS DE SYSTÈME D'INFORMATION PHYSIQUES DISTINCTS	Fréquence = [au moins une fois par semaine]	X	X	X				X	X	X	X	X	IAM-01 SEF-04	CC6.1		
AU-9(4)	PROTECTION DE L'INFORMATION DE VÉRIFICATION   ACCÈS PAR UN SOUS-ENSEMBLE D'UTILISATEURS PRIVILÉGIÉS	Sous ensemble d'utilisateurs privilégiés = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X						X	Non sélectionné				
AU-9(6)	PROTECTION DE L'INFORMATION DE VÉRIFICATION   LECTURE SEULE	Sous ensemble d'utilisateurs privilégiés = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X					X	Non sélectionné				

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
AU-11	CONSERVATION DES ENREGISTREMENTS DE VÉRIFICATION	FSI : (A) Durée = [au moins 90 jours]  GC: (A) Période = [conserver les événements et enregistrements au moins 3 mois en ligne, et au moins 6 mois en entreposage; les événements et enregistrements associés à un incident de sécurité pendant au moins deux ans]  (A) Composants = [Tous les composants du système et du réseau sur lesquels les fonctions d'enregistrement sont déployées/disponible]  (B) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X						X	X	IAM-12 IVS-01 SEF-04	CC6.1	A.12.4.1 A.16.1.7
AU-12	GÉNÉRATION D'ENREGISTREMENTS DE VÉRIFICATION		X	X	X				X	X	X	X	X	X	IVS-01	CC6.1	A.12.4.1 A.12.4.3
AU-12(1)	GÉNÉRATION D'ENREGISTREMENTS DE VÉRIFICATION   PISTE DE VÉRIFICATION GLOBALE CORRÉLÉE DANS LE TEMPS	Composants = [tous les composants de système d'information qui ont une capacité de vérification ou si la capacité de vérification est faisable]  Niveau de tolérance = [Une seconde entre les estampilles temporelles des enregistrements individuels dans la piste de vérification]  Sans objet	X	X	Non affectée				X	X	X	X	X	Non sélectionné		CC6.1	
AU-12(2)	GÉNÉRATION D'ENREGISTREMENTS DE VÉRIFICATION   FORMATS NORMALISÉS		X	X	Non affectée								X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
CA-1	POLITIQUES ET PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE SÉCURITÉ ET D'AUTORISATION	(A) Personnel ou rôles = [Personnel ou rôles ayant des responsabilités liées à l'évaluation de la sécurité] (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans] (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X					Logiciel comme service (SaaS)	X	X	AIS-02 AAC-02 AAC-03 CCC-01 CCC-05 GRM-03 GRM-06 GRM-08 GRM-09 GRM-11 IAM-07	CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2
CA-2	ÉVALUATIONS DE SÉCURITÉ	(B) Fréquence = [au moins une fois par année] (D) Individus ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation mais doit inclure [organe de gouvernance du GC] Niveau d'indépendance = [une organisation indépendante externe]	X	X	X	X	X						X	X	AIS-02 AAC-01 AAC-02 DSI-06	CC4.1	A.14.2.8 A.18.2.2 A.18.2.3
CA-2(1)	ÉVALUATIONS DE SÉCURITÉ   ÉVALUATEURS INDÉPENDANTS		X	Non affectée	X	X							Non sélectionné	X	AIS-02 AAC-01 AAC-02 DSI-06	CC4.1	
CA-2(2)	ÉVALUATIONS DE SÉCURITÉ   ÉVALUATIONS SPÉCIALISÉES	Fréquence = [au moins une fois par année] Sélection = [annoncé] Sélection = [tests de pénétration et analyse des vulnérabilités, qui doit comprendre les tests et les analyses justifiés]	X	X	X	X	X						X	X		CC4.1	

	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
CA-2(3)	ÉVALUATIONS DE SÉCURITÉ   ORGANISATIONS EXTERNES	Système d'information = [Système d'information du fournisseur de services d'informatique en nuage dans les limites des services fournis, excluant les composants du locataire]  Organisation externe = [une organisation indépendante externe]  Exigences = [toutes les exigences] (C) Fréquence = [annuellement]	X	Non affectée	X	X	X						Non sélectionné	X			CC4.1	
CA-3	CONNEXIONS DES SYSTÈMES D'INFORMATION		X	X	X	X	X						X	X	GRM-02 STA-03 STA-05 STA-09	CC7.1	A.13.1.2 A.13.2.1 A.13.2.2	
CA-3(3)	INTERCONNEXIONS DES SYSTÈMES   CONNEXIONS DE SYSTÈMES DE SÉCURITÉ NON NATIONAUX ET NON CLASSIFIÉS	Connexion de = [tout réseau ou système interne]  Dispositif de protection des frontières = [mesures de sécurité approuvées par le GC]	X	X	X	X	X						X	X			CC7.1	
CA-5	PLAN D'ACTION ET JALONS	(B) Fréquence = [au moins à tous les mois]	X	X	X	X	X						X	X	AIS-02 GRM-03	CC4.1	None	
CA-6	AUTORISATION DE SÉCURITÉ	(C) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans et lors de changements significatifs]	X	X	X	X	X						X	X	AIS-02 AAC-02 CCC-05 GRM-03 GRM-11	CC7.4	None	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2
CA-7	SURVEILLANCE CONTINUE	(A) Mesures = À définir dans le cadre du processus d'adaptation mais doit inclure [mesures approuvées par le GC]  (B) Fréquence pour la surveillance = À définir dans le cadre du processus d'adaptation mais doit inclure [fréquences approuvées par le GC]  (B) Fréquence pour les évaluations = À définir dans le cadre du processus d'adaptation mais doit inclure [fréquences approuvées par le GC]  (G) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation mais doit inclure [l'organe de gouvernance du GC]  (G) Fréquence = À définir dans le cadre du processus d'adaptation mais doit inclure [fréquences approuvées par le GC]	X	X	X	X	X						X	X	AAC-01 CCC-05 GRM-03 GRM-11	CC4.1	None
CA-7(1)	SURVEILLANCE CONTINUE   ÉVALUATION INDÉPENDANTE	Niveau d'indépendance = [indépendance totale par rapport à l'unité organisationnelle chargée des opérations quotidiennes de sécurité]	X	Non affectée	X	X							Non sélectionné	X		CC4.1	
CA-8	TESTS DE PÉNÉTRATION	(A) Fréquence = [au moins une fois par année]  (A) Systèmes d'information ou composants = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	Non affectée	X	X							Non sélectionné	X		CC4.1	None



ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
CA-8(1)	TESTS DE PÉNÉTRATION   ÉQUIPE OU AGENT INDÉPENDANT CHARGÉ DES TESTS DE PÉNÉTRATION	Sans objet	X	Non affectée	X	X							Non sélectionné	X		CC4.1	
CA-9	CONNEXIONS DES SYSTÈMES D'INFORMATION INTERNES	(A) Composants ou types de composants = A définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X						X	X		CC7.1	None
CA-9(1)	CONNEXIONS DES SYSTÈMES D'INFORMATION INTERNES   VÉRIFICATIONS DE CONFORMITÉ À LA SÉCURITÉ	Sans objet	X	X	Non affectée	X	X						X	Non sélectionné			
CM-1	POLITIQUE ET PROCÉDURES DE GESTION DES CONFIGURATIONS	(A) Personnel ou rôles = [Personnel ou rôles ayant des responsabilités liées à la gestion des configurations] (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans] (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X						X	X		CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2
CM-2	CONFIGURATION DE RÉFÉRENCE	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X		CC7.4	None

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
CM-2(1)	CONFIGURATION DE RÉFÉRENCE   EXAMENS ET MISES À JOUR	(a) Fréquence = [au moins une fois par année] (b) Circonstances = [d'importants changements comme indiqué dans l'annexe F de NIST SP 800-37 rev1, ou suite à une demande de la part de l'organe de gouvernance du GC] Sans objet	X	X	X	X	X					Logiciel comme service (SaaS)	X	X	BCR-10 CCC-03 CCC-04 CCC-05 GRM-01	CC7.2 CC7.3 CC7.4	
CM-2(2)	CONFIGURATION DE RÉFÉRENCE   AUTOMATISATION DU SOUTIEN AUX FINS D'EXACTITUDE ET D'ACTUALITÉ		X	X	X	X	X		X	X	X		X	X		CC7.4	
CM-2(3)	CONFIGURATION DE RÉFÉRENCE   CONSERVATION DES CONFIGURATIONS ANTÉRIEURES	Versions antérieures = [version précédente la plus récente]	X	Non affectée	X	X							Non sélectionné	X	BCR-10 CCC-03 CCC-04 CCC-05 GRM-01	CC7.4	
CM-2(6)	CONFIGURATION DE RÉFÉRENCE   ENVIRONNEMENTS DE TESTS ET DE DÉVELOPPEMENT	Sans objet	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
CM-3	CONTRÔLE DES CHANGEMENTS DE CONFIGURATION	(E) Période = [au moins 90 jours] (G) Élément de contrôle des changements de configuration = Processus de communication central qui comprend [organe de gouvernance du GC] (G) Sélection (un ou plusieurs): [Affectation : fréquence définie par l'organisation]; [Affectation : conditions de changement de configuration définies par l'organisation] = A définir dans le cadre du processus d'adaptation (G) Fréquence (si sélectionné) = A définir dans le cadre du processus d'adaptation (G) Conditions de changement de configuration (si sélectionné) = A définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X					Logiciel comme service (SaaS)	X	X	BCR-10 CCC-04 CCC-05 TVM-02	CC7.4	A.12.1.2 A.14.2.2 A.14.2.3 A.14.2.4
CM-3(2)	CONTRÔLE DES CHANGEMENTS DE CONFIGURATION   TESTS, VALIDATION ET DOCUMENTATION DES CHANGEMENTS	Sans objet	X	X	Non affectée	X							X	Non sélectionné	BCR-10 CCC-04 CCC-05 TVM-02		

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	Consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
CM-3(3)	CONTRÔLE DES CHANGEMENTS DE CONFIGURATION   MISE EN ŒUVRE AUTOMATISÉE DES CHANGEMENTS	Sans objet	X	X	Non affectée		X							X	Non sélectionné			
CM-3(4)	CONTRÔLE DES CHANGEMENTS DE CONFIGURATION   REPRÉSENTANT DE LA SÉCURITÉ	Élément de contrôle des changements de configuration = A définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X							X	Non sélectionné		CC7.1	
CM-3(6)	CONTRÔLE DES CHANGEMENTS DE CONFIGURATION   GESTION DE LA CRYPTOGRAPHIE	Mesures de protection = [toute mesure de protection cryptographique]	X	X	X	X	X							X	Non sélectionné		CC7.4	
CM-4	ANALYSE DES RÉPÉRCUSSIONS SUR LA SÉCURITÉ	Sans objet	X	X	X	X	X							X	X	BCR-10 TVM-02	CC7.1	A.14.2.3
CM-4(1)	ANALYSE DES RÉPÉRCUSSIONS SUR LA SÉCURITÉ   ENVIRONNEMENTS DE TESTS DISTINCTS	Sans objet	X	X	X	X	X							X	Non sélectionné		CC7.1 CC7.4	
CM-4(2)	ANALYSE DES RÉPÉRCUSSIONS SUR LA SÉCURITÉ   VÉRIFICATION DES FONCTIONS DE SÉCURITÉ	Sans objet	X	X	Non affectée		X							X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
CM-5	RESTRICTIONS D'ACCÈS CONCERNANT LES CHANGEMENTS	Sans objet	X	X	X	X	X					Logiciel comme service (SaaS)	X	X	BCR-10 CCC-04 CCC-05 IAM-06	CC7.4	A.9.2.3 A.9.4.5 A.12.1.2 A.12.1.4 A.12.5.1
CM-5(1)	RESTRICTIONS D'ACCÈS ASSOCIÉES AUX CHANGEMENTS   VÉRIFICATION ET APPLICATION DES RESTRICTIONS D'ACCÈS AUTOMATISÉES	Sans objet	X	X	X				X	X	X		X	X		CC7.4	
CM-5(2)	RESTRICTIONS D'ACCÈS ASSOCIÉES AUX CHANGEMENTS   EXAMEN DES CHANGEMENTS APPORTÉS AU SYSTÈME	Fréquence = [au moins à tous les 12 mois] Circonstances = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X							X	Non sélectionné			
CM-5(5)	RESTRICTIONS D'ACCÈS ASSOCIÉES AUX CHANGEMENTS   PRIVILÈGES DE PRODUCTION ET D'OPÉRATION LIMITÉS	(b) Fréquence = [au moins à tous les 3 mois]	X	X	X	X	X						X	X	CCC-04 CCC-05 IAM-06	CC7.4	
CM-5(6)	RESTRICTIONS D'ACCÈS ASSOCIÉES AUX CHANGEMENTS   PRIVILÈGES DE BIBLIOTHÈQUE LIMITÉS	Sans objet	X	X	X	X	X						X	Non sélectionné		CC7.4	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du nuage	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
CM-6	PARAMÈTRES DE CONFIGURATION	(A) Listes de vérification = [Listes de mesures d'une ou plusieurs des suivant Center for Internet Security (CIS), National Institute of Standards and Technology (NIST), Defense Information Systems Agency (DISA)] (C) Composants = [tout composant système]  (C) Exigences opérationnelles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X	X					Logiciel comme service (SaaS)	X	X	BCR-10 CCC-05 IVS-12	CC5.1 CC7.4	None
CM-6(1)	PARAMÈTRES DE CONFIGURATION   GESTION CENTRALISÉE, APPLICATION ET VÉRIFICATION AUTOMATISÉES	Composants système = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X	X						X	X	BCR-10 CCC-05 IVS-12	CC7.4	
CM-6(2)	PARAMÈTRES DE CONFIGURATION   INTERVENTIONS DANS LES CAS DE CHANGEMENTS NON AUTORISÉS	Mesures de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Paramètres de configuration = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X								X	Non sélectionné			
CM-7	FONCTIONNALITÉ MINIMALE	(B) Affectation = À définir dans le cadre du processus d'adaptation et qui fait suite à une ou plusieurs normes de centre pour Internet Security (CIS), National Institute of Standards and Technology (NIST) ou Defense Information Systems Agency (DISA)	X	X	X	X	X	X						X	X	CCC-04 IAM-03 IAM-13 IVS-06	CC5.1 CC7.1	A.12.5.1*
CM-7(1)	FONCTIONNALITÉ MINIMALE   EXAMEN PÉRIODIQUE	Fréquence = [au moins une fois par année]  Affectation = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X	X						X	X	CCC-04 IAM-03 IAM-13 IVS-06	CC7.3	

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO /IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
CM-7(3)	FONCTIONNALITÉ MINIMALE   CONFORMITÉ AUX EXIGENCES D'ENREGISTREMENT	Exigences d'enregistrement = A définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X	X	X					X	Non sélectionné				
CM-7(5)	FONCTIONNALITÉ MINIMALE   LOGICIELS AUTORISÉS ET LISTE BLANCHE	(a) Programmes logiciels autorisés dans la configuration de base et l'inventaire des composants de système d'information]  (c) Fréquence = [au moins une fois par année et lors d'un changement]	X	X	X	X	X						X	X			CC5.1	
CM-8	INVENTAIRE DES COMPOSANTS DE SYSTÈME D'INFORMATION	(D) Information = [identifiant unique du bien, nom NetBIOS, nom de la configuration de base, nom du SE, version du SE, information sur le propriétaire du système]  (E) Fréquence = [au moins à tous les mois]	X	X	X	X	X						X	X	CCC-04 DCS-05	CC5.1		A.8.1.1 A.8.1.2
CM-8(1)	INVENTAIRE DES COMPOSANTS DE SYSTÈME D'INFORMATION   MISES À JOUR DURANT LES INSTALLATIONS ET LES RETRAITS	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X	CCC-04 DCS-05	CC7.4		
CM-8(2)	INVENTAIRE DES COMPOSANTS DE SYSTÈME D'INFORMATION   AUTOMATISATION DE LA MAINTENANCE	Sans objet	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné				

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives						
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
CM-8(3)	INVENTAIRE DES COMPOSANTS DE SYSTÈME D'INFORMATION   DÉTECTION AUTOMATISÉE DE COMPOSANTS NON AUTORISÉS	(a) Fréquence = [en continu avec un délai de détection maximal de 5 minutes]  (b) Sélection (un ou plusieurs) : désactiver l'accès réseau de ces composants; isoler les composants; aviser [Affectation : liste des employés ou des rôles définis par l'organisation] = A définir dans le cadre du processus d'adaptation  (b) Personnel ou rôles (si sélectionné) = A définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X								X	X	CCC-04 DCS-05	CC6.1 CC6.2	
CM-8(4)	INVENTAIRE DES COMPOSANTS DE SYSTÈME D'INFORMATION   INFORMATION SUR LA COMPTABILISATION	Sélection (un ou plusieurs) : nom; poste; rôle = A définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X								X	Non sélectionné			
CM-8(5)	INVENTAIRE DES COMPOSANTS DE SYSTÈME D'INFORMATION   AUCUNE COMPTABILISATION EN DOUBLE DES COMPOSANTS	Sans objet	X	X	X	X	X								X	X	CCC-04 DCS-05	CC7.4	
CM-8(6)	INVENTAIRE DES COMPOSANTS DE SYSTÈME D'INFORMATION   CONFIGURATIONS ÉVALUÉES ET ÉCARTS APPROUVÉS	Sans objet	X	X	Non affectée										X	Non sélectionné			



ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
CM-9	PLAN DE GESTION DES CONFIGURATIONS	Sans objet	X	X	X	X	X					Logiciel comme service (SaaS)	X	X	BCR-10 CCC-01 CCC-04 CCC-05	CC7.4	A.6.1.1*
CM-10	RESTRICTIONS RELATIVES À L'UTILISATION DES LOGICIELS	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X		CC3.1	A.18.1.2
CM-11	LOGICIELS INSTALLÉS PAR L'UTILISATEUR	(A) Politiques = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (B) Méthodes = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (C) Fréquence = [en continu (via CM-7(5))]	X	X	X	X	X						X	X		CC5.8	A.12.5.1 A.12.6.2
CM-11(1)	LOGICIELS INSTALLÉS PAR L'UTILISATEUR   AVERTISSEMENTS EN CAS D'INSTALLATIONS NON AUTORISÉES	Personnel, rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée					X	X		X	Non sélectionné			
CM-11(2)	LOGICIELS INSTALLÉS PAR L'UTILISATEUR   INSTALLATION INTERDITE SANS STATUT PRIVILÉGIÉ	Sans objet	X	X	Non affectée					X	X		X	Non sélectionné			
CP-1	POLITIQUE ET PROCÉDURES DE PLANIFICATION D'URGENCE	(A) Personnel ou rôles = [Personnel ou rôles ayant des responsabilités liées à la planification d'urgence] (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans] (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X						X	X	AAC-03 BCR-01 BCR-09 GRM-08 GRM-09 IAM-07	CC3.1 CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
CP-2	PLAN D'URGENCE	(A)(f) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (B) Liste des principaux responsables = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (D) Fréquence = [au moins une fois par année]  (F) Liste des principaux responsables = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-02 BCR-09 BCR-11	CC3.1 CC3.3	A.6.1.1 A.17.1.1 A.17.2.1
CP-2(1)	PLAN D'URGENCE   COORDINATION AVEC LES PLANS CONNEXES	Sans objet	X	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-02 BCR-11	CC3.1	
CP-2(2)	PLAN D'URGENCE   PLANIFICATION DE LA CAPACITÉ	Sans objet	X	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-02 BCR-11	A1.1	
CP-2(3)	PLAN D'URGENCE   REPRISE DES FONCTIONS OPÉRATIONNELLES ET DE MISSION ESSENTIELLES	Délai = [dans les 24 heures]	X	X	X	X	X							X	X		CC3.1	
CP-2(4)	PLAN D'URGENCE   REPRISE DE TOUTES LES FONCTIONS OPÉRATIONNELLES ET DE MISSION	Délai = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X	X							X	Non sélectionné			
CP-2(5)	PLAN D'URGENCE   MAINTIEN DES FONCTIONS OPÉRATIONNELLES ET DE MISSION ESSENTIELLES	Sans objet	X	X	Non affectée	X	X							X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
CP-2(6)	PLAN D'URGENCE   SITE DE TRAITEMENT ET STOCKAGE DE SECOURS	Sans objet	X	X	Non affectée	X								X	Non sélectionné			
CP-2(8)	PLAN D'URGENCE   DESIGNATION DES BIENS ESSENTIELS	Sans objet	X	X	X	X	X							X	X		CC3.1	
CP-3	FORMATION EN MESURES D'URGENCE	(A) Délai = [10 jours] (C) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-02	CC1.3	A.7.2.2*
CP-3(1)	FORMATION EN MESURES D'URGENCE   SIMULATION D'ÉVÉNEMENTS	Sans objet	X	X	Non affectée	X								X	Non sélectionné			
CP-4	TESTS ET EXERCICES RELATIFS AU PLAN D'URGENCE	(A) Fréquence = [au moins une fois par année] (A) Tests ou exercices = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-02	A1.3	A.17.1.3
CP-4(1)	TESTS RELATIFS AU PLAN D'URGENCE   COORDINATION AVEC LES PLANS CONNEXES	Sans objet	X	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-02	A1.3	
CP-4(2)	TESTS RELATIFS AU PLAN D'URGENCE   SITE DE TRAITEMENT DE SECOURS	Sans objet	X	X	Non affectée	X	X							X	Non sélectionné			
CP-6	SITE DE STOCKAGE DE SECOURS	Sans objet	X	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-11 STA-03	A1.2	A.11.1.4 A.17.1.2 A.17.2.1
CP-6(1)	SITE DE STOCKAGE DE SECOURS   SÉPARATION DU SITE PRINCIPAL	Sans objet	X	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-11 STA-03	A1.2	

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
CP-6(2)	SITE DE STOCKAGE DE SECOURS   OBJECTIFS DE DÉLAI ET DE POINT DE REPRISE	Sans objet	X	X	Non affectée								X	Non sélectionné				
CP-6(3)	SITE DE STOCKAGE DE SECOURS   ACCESSIBILITÉ	Sans objet	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-11 STA-03	A1.2		
CP-7	SITE DE TRAITEMENT DE SECOURS	(A) Opérations des systèmes d'information = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (A) Délai = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-11 STA-03	A1.2	A.11.1.4 A.17.1.2 A.17.2.1	
CP-7(1)	SITE DE TRAITEMENT DE SECOURS   SÉPARATION DU SITE PRINCIPAL	Sans objet	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-11 STA-03	A1.2		
CP-7(2)	SITE DE TRAITEMENT DE SECOURS   ACCESSIBILITÉ	Sans objet	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-11 STA-03	A1.2		
CP-7(3)	SITE DE TRAITEMENT DE SECOURS   PRIORITÉ DE SERVICE	Sans objet	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-11 STA-03	A1.2		
CP-7(4)	SITE DE TRAITEMENT DE SECOURS   PRÉPARATION EN VUE DE L'UTILISATION	Sans objet	X	X	Non affectée								X	Non sélectionné				
CP-7(6)	SITE DE TRAITEMENT DE SECOURS   IMPOSSIBILITÉ DE REVENIR AU SITE PRINCIPAL	Sans objet	X	X	Non affectée								X	Non sélectionné				

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
CP-8	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	(A) Opérations des systèmes d'information = toutes les opérations des systèmes d'information couvertes par le plan d'urgence (CP-2))  (A) Délai = [les objectifs de délai de rétablissement indiqué dans l'entente de service]	X	X	X	X								X	X	BCR-01 BCR-08 BCR-11 STA-03	A1.2	A.11.2.2 A.17.1.2
CP-8(1)	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS   DISPOSITIONS DE PRIORITÉ DE SERVICE	Sans objet	X	X	X	X								X	X	BCR-01 BCR-08 BCR-11 STA-03	A1.2	
CP-8(2)	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS   POINTS DE DÉFAILLANCE UNIQUES	Sans objet	X	X	X	X								X	X	BCR-01 BCR-08 BCR-11 STA-03	A1.2	
CP-8(3)	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS   SÉPARATION DES FOURNISSEURS PRINCIPAUX ET DE SECOURS	Sans objet	X	X	Non affectée									X	Non sélectionné			
CP-8(5)	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS   TEST DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DE SECOURS	Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	Non affectée									X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
CP-9	SAUVEGARDE DU SYSTÈME D'INFORMATION	(A) Fréquence = [incrémentielle journalière ; complète mensuelle] (B) Fréquence = [incrémentielle journalière ; complète mensuelle] (C) Fréquence = [incrémentielle journalière ; complète mensuelle] Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-04 BCR-11	A1.2 CC5.6	A.12.3.1 A.17.1.2 A.18.1.3
CP-9(1)	SAUVEGARDE DU SYSTÈME D'INFORMATION   TESTS DE FIABILITÉ ET D'INTÉGRITÉ		X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-04 BCR-11	A1.3	
CP-9(2)	SAUVEGARDE DU SYSTÈME D'INFORMATION   ESSAI DE RESTAURATION AU MOYEN DE L'ÉCHANTILLONNAGE	Sans objet	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné			
CP-9(3)	SAUVEGARDE DU SYSTÈME D'INFORMATION   STOCKAGE DISTINCT POUR L'INFORMATION ESSENTIELLE	Information liée à la sécurité et logiciels des systèmes d'information essentiels = [le code de tous les systèmes d'exploitation et logiciels essentiels]	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-04 BCR-11	A1.2	
CP-9(5)	SAUVEGARDE DU SYSTÈME D'INFORMATION   TRANSFERT AU SITE DE STOCKAGE DE SECOURS	Durée et débit de transfert = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée								X	Non sélectionné			
CP-9(7)	SAUVEGARDE DU SYSTÈME D'INFORMATION   DOUBLE AUTORISATION	Données sauvegardées = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X							X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITS-G-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
CP-10	REPRISE ET RECONSTITUTION DU SYSTÈME D'INFORMATION	Sans objet	X	X	X	X							X	X	BCR-01 BCR-04	CC3.1	A.17.1.2
CP-10(2)	REPRISE ET RECONSTITUTION DU SYSTÈME D'INFORMATION   REPRISE DES TRANSACTIONS	Sans objet	X	X	X					X	X		X	X	BCR-01 BCR-04	A1.2	
CP-10(4)	REPRISE ET RECONSTITUTION DU SYSTÈME D'INFORMATION   RESTAURATION DANS LES DÉLAIS PRÉCISÉS	Durées = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné			
CP-10(6)	REPRISE ET RECONSTITUTION DU SYSTÈME D'INFORMATION   PROTECTION DES COMPOSANTS	Sans objet	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné			
CP-11	PROTOCOLES DES COMMUNICATIONS DE SECOURS	(A) Protocoles de communications de secours = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée					X			X	Non sélectionné			A.17.1.2*
CP-13	MÉCANISMES DE SÉCURITÉ DE SECOURS	(A) Mécanismes de sécurité de secours ou additionnels = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (A) Fonctions de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné			A.17.1.2*

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
IA-1	POLITIQUE ET PROCÉDURES D'IDENTIFICATION ET D'AUTHENTIFICATION	(A) Personnel ou rôles = [personnel ou rôles ayant des responsabilités liées à l'identification et à l'authentification]  (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans]  (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X						Logiciel comme service (SaaS)	X	X	AAC-03 GRM-06 GRM-08 GRM-09 IAM-02 IAM-07 IAM-12	CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2
IA-2	IDENTIFICATION ET AUTHENTIFICATION (UTILISATEURS ORGANISATIONNELS)	Sans objet	X	X	X					X	X	X	X	X	X	IAM-09 IAM-12	CC5.3	A.9.2.1
IA-2(1)	IDENTIFICATION ET AUTHENTIFICATION (UTILISATEURS ORGANISATIONNELS)   ACCÈS RÉSEAU AUX COMPTES PRIVILÉGIÉS	Sans objet	X	X	X					X	X	X	X	Non sélectionné	X	IAM-09 IAM-12	CC5.3	
IA-2(3)	IDENTIFICATION ET AUTHENTIFICATION (UTILISATEURS ORGANISATIONNELS)   ACCÈS LOCAL AUX COMPTES PRIVILÉGIÉS	Sans objet	X	X	X					X	X	X	X	Non sélectionné	X	IAM-09 IAM-12	CC5.3	



			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO /IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
IA-2(6)	IDENTIFICATION ET AUTHENTIFICATION (UTILISATEURS ORGANISATIONNELS)   ACCÈS RÉSEAU AUX COMPTES PRIVILÉGIÉS – DISPOSITIF DISTINCT	Solidité des exigences liées au mécanisme = [les exigences dans l'ITSP.30.031 du CST]	X	X	X				X	X	X	X	Non sélectionné					
IA-2(8)	IDENTIFICATION ET AUTHENTIFICATION (UTILISATEURS ORGANISATIONNELS)   ACCÈS RÉSEAU AUX COMPTES PRIVILÉGIÉS - RÉSISTANCE À LA RÉINSERTION	Sans objet	X	X	X				X	X	X	X	X	X	X	IAM-09 IAM-12	CC5.3	
IA-2(9)	IDENTIFICATION ET AUTHENTIFICATION (UTILISATEURS ORGANISATIONNELS)   ACCÈS RÉSEAU AUX COMPTES NON PRIVILÉGIÉS - RÉSISTANCE À LA RÉINSERTION	Sans objet	X	X	X				X	X	X	X	X	Non sélectionné			CC5.3	
IA-2(10)	IDENTIFICATION ET AUTHENTIFICATION (UTILISATEURS ORGANISATIONNELS)   AUTHENTIFICATION UNIQUE (SSO)	Listes des comptes et services = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée					X	X		X	Non sélectionné				

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
IA-2(11)	IDENTIFICATION ET AUTHENTIFICATION (UTILISATEURS ORGANISATIONNELS)   ACCÈS À DISTANCE - DISPOSITIF DISTINCT	Exigences de la force du mécanisme = [les exigences dans l'ITSP.30.03.1 du CST]	X	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
IA-3	IDENTIFICATION ET AUTHENTIFICATION DES DISPOSITIFS	(A) Dispositifs particuliers ou types de dispositifs = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (A) Sélection (un ou plusieurs) : locale; à distance; réseau = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X				X	X	X	X	X	X			None
IA-3(1)	IDENTIFICATION ET AUTHENTIFICATION DES DISPOSITIFS   AUTHENTIFICATION BIDIRECTIONNELLE CRYPTOGRAPHIQUE	Dispositifs particuliers ou types de dispositifs = [appareils portables] Sélection (un ou plusieurs) : locale; à distance; réseau = [réseau]	X	X	X				X	X	X	X	X	Non sélectionné		CC5.1	
IA-3(3)	IDENTIFICATION ET AUTHENTIFICATION DES DISPOSITIFS   ATTRIBUTION DYNAMIQUE DES ADRESSES	(a) Information sur la location et durée = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
IA-4	GESTION DES IDENTIFICATEURS	(A) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (D) Durée = [au moins à tous les 2 ans] (E) Période d'inactivité = [90 jours pour les identificateurs attribués aux usagers] Sans objet	X	X	X	X	X						X	X	DCS-03 IAM-07 IAM-09	CC5.1 CC5.2	A.9.2.1
IA-4(1)	GESTION DES IDENTIFICATEURS   INTERDICTION DE L'UTILISATION D'IDENTIFICATEURS DE COMPTE COMME IDENTIFICATEURS PUBLICS	Sans objet	X	X	Non affectée	X							X	Non sélectionné			
IA-4(2)	GESTION DES IDENTIFICATEURS   AUTORISATION DU SUPERVISEUR	Sans objet	X	X	Non affectée	X							X	Non sélectionné			
IA-4(3)	GESTION DES IDENTIFICATEURS   DIVERSES FORMES DE CERTIFICATION	Sans objet	X	X	Non affectée	X							X	Non sélectionné			
IA-4(4)	GESTION DES IDENTIFICATEURS   DÉTERMINATION DE L'ÉTAT D'UN UTILISATEUR	Caractéristique déterminant le statut de la personne = [employé, entrepreneur, étrangers]	X	X	X	X	X						X	X	DCS-03 IAM-09	CC5.2	
IA-4(7)	GESTION DES IDENTIFICATEURS   INSCRIPTION EN PERSONNE	Sans objet	X	X	Non affectée	X	X						X	Non sélectionné			

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
IA-5	GESTION DES AUTHENTIFIANTS	(G) Délai = [au moins à tous les 180 jours]	X	X	X	X								X	X		GRM-09 IAM-07 IAM-09 IAM-12	CC5.1 CC5.2 CC5.3	A.9.2.1 A.9.2.4 A.9.3.1 A.9.4.3
IA-5(1)	GESTION DES AUTHENTIFIANTS   AUTHENTIFICATION FONDÉE SUR UN MOT DE PASSE	<p><i>Si IA-2 (3) est sélectionné, les paramètres suivants s'appliquent :</i></p> <p>(a) Exigences pour les mots de passe = [sensible aux majuscules et minuscules, minimum de 8 caractères, et de ces 8 caractères au moins une lettre majuscule, une lettre minuscule, un chiffre, et un caractère spécial]</p> <p>(b) Nombre de caractères à changer = [au moins un]</p> <p>(d) Durée de vie = [minimum d'une journée, maximum de 60 jours]</p> <p>(e) Nombre de générations = [24 générations]</p> <p><i>Si IA-2 (3) est non sélectionné, les paramètres suivants s'appliquent :</i></p> <p>(a) Exigences pour les mots de passe = [sensible aux majuscules et minuscules, minimum de 12 caractères, et de ces 12 caractères au moins une lettre majuscule, une lettre minuscule, un chiffre, et un caractère spécial]</p>	X	X	X					X	X	X	X	X	X	X	GRM-09 IAM-07 IAM-09 IAM-12	CC5.1 CC5.3	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
		(b) Nombre de caractères à changer = [au moins un]  (d) Durée de vie = [minimum d'une journée, maximum de 60 jours]  (e) Nombre de générations = [24 générations]																
IA-5(2)	GESTION DES AUTHENTIFIANTS   AUTHENTIFICATION FONDÉE SUR L'ICP	Sans objet	X	X	X				X	X	X	X	X					
IA-5(3)	GESTION DES AUTHENTIFIANTS   ENREGISTREMENT EN PERSONNE OU PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN TIERS DE CONFIANCE	Types d'authentifiant ou authentifiant spécifiques = [un identifiant multifactorielle matérielle/biométrique]  Sélection : en personne; par une tierce partie de confiance = [en personne]  Autorité d'enregistrement = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X					X	X					

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
IA-5(4)	GESTION DES AUTHENTIFIANTS   SOUTIEN AUTOMATISÉ AUX FINS DE DÉTERMINATION DE LA ROBUSTESSE DU MOT DE PASSE	Exigences = [longueur, complexité, rotation et restrictions de durée du mot de passe établis sous IA-5(1)]	X	Non affectée	X	X						Logiciel comme service (SaaS)	Non sélectionné	X			
IA-5(6)	GESTION DES AUTHENTIFIANTS   PROTECTION DES AUTHENTIFIANTS	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X	GRM-09 IAM-07 IAM-09 IAM-12	CC5.1	
IA-5(7)	GESTION DES AUTHENTIFIANTS   AUCUN AUTHENTIFIANT STATIQUE INTÉGRÉ NON CHIFFRÉ	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X	GRM-09 IAM-07 IAM-09 IAM-12	CC5.1 CC7.1	
IA-5(8)	GESTION DES AUTHENTIFIANTS   COMPTES MULTIPLES DES SYSTÈMES D'INFORMATION	Mesures de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné			
IA-5(9)	GESTION DES AUTHENTIFIANTS   GESTION INTERORGANISATIONNELLE DES JUSTIFICATIFS	Organisations externes = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné			
IA-5(11)	GESTION DES AUTHENTIFIANTS   AUTHENTIFICATION PAR JETON MATÉRIEL	Exigences en matière de qualité des jetons = [Conformément au Guide sur l'authentification des utilisateurs pour les systèmes informatiques du CST (ITSP-30.031 V2), ou versions subséquentes]	X	X	X				X	X	X	X	Non sélectionné	X		CC5.3	

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives						
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO /IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
IA-5(13)	GESTION DES AUTHENTIFIANTS   ÉCHÉANCE DES AUTHENTIFIANTS EN MÉMOIRE CACHE	Délai = A définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée					X	X	X	X	X	Non sélectionné		CC5.3		
IA-5(14)	GESTION DES AUTHENTIFIANTS   GESTION DU CONTENU DES MAGASINS DE CONFIANCE D'ICP	Sans objet	X	X	Non affectée		X							X	Non sélectionné				
IA-6	RÉINJECTION D'AUTHENTIFICATION	Sans objet	X	X	X					X	X	X	X	X	X	X	IAM-12	CC5.3	A.9.4.2
IA-7	AUTHENTIFICATION DES MODULES CRYPTOGRAPHIQUES	Sans objet	X	X	X					X	X	X		X	X	X	AAC-03 EKM-03	CC5.1	A.18.1.5
IA-8	IDENTIFICATION ET AUTHENTIFICATION (UTILISATEURS NON ORGANISATIONNELS)	Sans objet	X	X	X					X	X	X	X	X	X	X	IAM-07 IAM-09 IAM-12	CC5.3	A.9.2.1
IA-8(100)	IDENTIFICATION ET AUTHENTIFICATION (UTILISATEURS NON ORGANISATIONNELS)   L'ASSURANCE DE L'IDENTITÉ ET DES JUSTIFICATIFS	Sans objet	X	X	Non affectée		X	X						X	Non sélectionné				

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
IR-1	POLITIQUE ET PROCÉDURES D'INTERVENTION EN CAS D'INCIDENT	(A) Personnel ou rôles = [personnel ou rôles ayant des responsabilités liées à la gestion des incidents] (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans] (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année] (A) Délai = [dans les 30 jours] (C) Fréquence = [au moins une fois par année] Sans objet	X	X	X	X	X	X					Logiciel comme service (SaaS)	X	X	AAC-03 GRM-06 GRM-08 GRM-09 IAM-07 SEF-02	CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2 A.7.2.2*
IR-2	FORMATION SUR LES INTERVENTIONS EN CAS D'INCIDENT	(A) Fréquence = [au moins une fois par année] (A) Tests ou exercices = [tests et exercices indiqués dans NIST SP 800-61 ou un équivalent du GC] Sans objet	X	X	X	X	X	X						X		SEF-02 SEF-03	CC1.3	
IR-2(1)	FORMATION SUR LES INTERVENTIONS EN CAS D'INCIDENT   SIMULATION D'ÉVÉNEMENTS		X	X	Non affectée	X								X	Non sélectionné			
IR-3	TESTS RELATIFS AUX INTERVENTIONS EN CAS D'INCIDENT	(A) Fréquence = [au moins une fois par année] (A) Tests ou exercices = [tests et exercices indiqués dans NIST SP 800-61 ou un équivalent du GC] Sans objet	X	X	X	X	X	X						X	X	SEF-02	CC6.2	None
IR-3(2)	TESTS RELATIFS AUX INTERVENTIONS EN CAS D'INCIDENT   COORDINATION AVEC LES PLANS CONNEXES		X	X	X	X	X	X						X	X		CC6.2	
IR-4	TRAITEMENT DES INCIDENTS	Sans objet	X	X	X	X	X	X						X	X	SEF-02 SEF-05	CC6.2	A.16.1.4 A.16.1.5 A.16.1.6



			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
IR-4(3)	TRAITEMENT DES INCIDENTS   CONTINUITÉ DES OPÉRATIONS	Classes d'incident = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Mesures d'intervention appropriées aux classes = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Sans objet	X	X	X	X	X						X	Non sélectionné		CC6.2	
IR-4(4)	TRAITEMENT DES INCIDENTS   CORRELATION DE L'INFORMATION		X	X	X	X	X						X	Non sélectionné		CC6.2	
IR-4(8)	TRAITEMENT DES INCIDENTS   CORRELATION AVEC LES ORGANISATIONS EXTERNES	Organisations externes = [Au minimum, le fournisseur de services d'informatique en nuage doit travailler en coordination avec l'équipe d'intervention en cas d'incidents informatiques (EIII GC), conformément au Plan de gestion des événements de cybersécurité du GC :  GC : <a href="https://www.tbs-sct.gc.ca/hgw-cgf/oversight-surveillance/atip-airprp/sim-gsi/msi-gis/csemp-pgec-fra.asp">https://www.tbs-sct.gc.ca/hgw-cgf/oversight-surveillance/atip-airprp/sim-gsi/msi-gis/csemp-pgec-fra.asp</a>  Information liée à un incident = [comme exigé par l'EIII GC]	X	X	X	X	X						X	Non sélectionné		CC6.2	
IR-4(9)	TRAITEMENT DES INCIDENTS   CAPACITÉ D'INTERVENTION DYNAMIQUE	Capacités d'intervention dynamique = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné			
IR-5	SURVEILLANCE DES INCIDENTS	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X	SEF-02 SEF-04 SEF-05	CC6.2	None

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
IR-6	SIGNALEMENT DES INCIDENTS	(A) Délai = [dans les délais spécifiés dans le PGEC GC] (B) Autorités = [aux autorités spécifiées dans le PGEC GC] Sans objet	X	X	X	X	X					Logiciel comme service (SaaS)	X	X	SEF-01 SEF-03	CC6.1	A.6.1.3 A.16.1.2
IR-6(1)	SIGNALEMENT DES INCIDENTS   RAPPORTS AUTOMATISÉS	Sans objet	X	Non affectée	X	X							Non sélectionné	X	SEF-01 SEF-03	CC6.2	
IR-6(2)	SIGNALEMENT DES INCIDENTS   VULNÉRABILITÉS LIÉES AUX INCIDENTS	Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X						X	Non sélectionné		CC6.2	
IR-7	ASSISTANCE EN CAS D'INCIDENT	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X	SEF-02 SEF-03 SEF-04	CC6.1	None
IR-7(1)	ASSISTANCE EN CAS D'INCIDENT   SOUTIEN AUTOMATISÉ CONCERNANT LA DISPONIBILITÉ DE L'INFORMATION ET DU SOUTIEN	Sans objet	X	Non affectée	X	X							Non sélectionné	X	SEF-02 SEF-03 SEF-04	CC6.2	
IR-7(2)	ASSISTANCE EN CAS D'INCIDENT   COORDINATION AVEC DES FOURNISSEURS EXTERNES	Sans objet	X	Non affectée	X	X							Non sélectionné	X	SEF-02 SEF-03 SEF-04	CC6.2	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
IR-8	PLAN D'INTERVENTION EN CAS D'INCIDENT	(A)(h) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X						X	X	SEF-02 SEF-04 SEF-05	CC6.2	A.16.1.1	
		(B) Affectation = À définir dans le cadre du processus d'adaptation																
		(C) Fréquence = [au moins une fois par année]																
IR-9	INTERVENTION EN CAS DE FUITE D'INFORMATION	(E) Affectation = À définir dans le cadre du processus d'adaptation																
		(B) Personnel ou rôles = [Personnel d'intervention en cas d'incident comme indiqué dans le Plan de gestion des incidents]	X	X	X	X	X						X	X				None
		(F) Mesures = [mesures consignées dans le Plan de gestion des incidents]																
IR-9(1)	INTERVENTION EN CAS DE FUITE D'INFORMATION   EMPLOYÉS RESPONSABLES	Personnel ou rôles = [Personnel ou rôles = [Personnel d'intervention en cas d'incident comme indiqué dans le Plan de gestion des incidents]	X	X	X	X	X					X	X			CC6.2		
IR-9(2)	INTERVENTION EN CAS DE FUITE D'INFORMATION   FORMATION	Fréquence = [selon la fréquence indiquée sous AT-3]	X	X	X	X	X					X	X			CC1.3		
IR-9(3)	INTERVENTION EN CAS DE FUITE D'INFORMATION   OPÉRATIONS À LA SUITE D'UNE FUITE	Procédures = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X					X	X			A1.2		

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO /IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
IR-9(4)	INTERVENTION EN CAS DE FUITE D'INFORMATION   EXPOSITION AU PERSONNEL NON AUTORISÉ	Mesures de sécurité = A définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X	X						X	X		CC2.3	
IR-10	ÉQUIPE D'ANALYSE DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION INTÉGRÉE	Sans objet	X	X	Non affectée		X	X						X	Non sélectionné			None
MA-1	POLITIQUE ET PROCÉDURES DE MAINTENANCE DES SYSTÈMES	(A) Personnel ou rôles = [personnel ou rôles ayant des responsabilités liées à la maintenance des systèmes] (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans] (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X	X						X	X	AAC-03 DCS-04 DCS-08 GRM-06 GRM-08 GRM-09 IAM-07	CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2
MA-2	MAINTENANCE CONTRÔLÉE	(C) Personnel ou rôles = A définir dans le cadre du processus d'adaptation  (F) Information portant sur la maintenance = [date et heure de la maintenance, nom de la personne effectuant la maintenance; nom de l'accompagnateur (le cas échéant), description de la maintenance effectuée; équipement enlevé ou remplacé (y compris les numéro d'identification, le cas échéant)]	X	X	X	X	X	X						X	X	BCR-07 DCS-08	CC5.6 CC7.1	A.11.2.4* A.11.2.5*
MA-3	OUTILS DE MAINTENANCE	Sans objet	X	X	X	X	X	X						X	X	BCR-07 IAM-03	CC7.1	None
MA-3(1)	OUTILS DE MAINTENANCE   INSPECTION DES OUTILS	Sans objet	X	Non affectée	X	X	X	X						Non sélectionné	X	BCR-07 IAM-03	CC5.6	

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
MA-3(2)	OUTILS DE MAINTENANCE   INSPECTION DES SUPPORTS	Sans objet	X	X	X	X	X	X						X	X	BCR-07 IAM-03	CC5.8	
MA-3(3)	OUTILS DE MAINTENANCE   PRÉVENTION DES RETRAITS NON AUTORISÉS	(d) Personnel ou rôles = [le propriétaire de l'information]	X	Non affectée	X	X	X							Non sélectionné	X	BCR-07 IAM-03	CC5.6	
MA-4	TÉLÉMAINTENANCE	Sans objet	X	X	X	X	X	X						X	X	BCR-07 IAM-03	CC5.1 CC5.3 CC6.1	None
MA-4(1)	TÉLÉMAINTENANCE   VÉRIFICATION ET EXAMEN	(a) Événements vérifiables = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X	X						X	Non sélectionné	BCR-07 IAM-03		
MA-4(2)	TÉLÉMAINTENANCE   ENREGISTREMENT DES ACTIVITÉS DE TÉLÉMAINTENANCE	Sans objet	X	X	X	X	X	X						X	X	BCR-07 IAM-03	CC7.4	
MA-4(3)	TÉLÉMAINTENANCE   SÉCURITÉ ET NETTOYAGE COMPARABLE	Sans objet	X	X	Non affectée		X	X						X	Non sélectionné		CC7.4	
MA-4(4)	TÉLÉMAINTENANCE   AUTHENTIFICATION ET SÉPARATION DES SESSIONS DE MAINTENANCE	(a) Authentificateurs = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X	X	X						X	Non sélectionné			
MA-4(5)	TÉLÉMAINTENANCE   APPROBATIONS ET AVIS	(a) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (b) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X	X						X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
MA-4(6)	TÉLÉMAINTENANCE   PROTECTION CRYPTOGRAPHIQUE	Sans objet	X	X	X				X	X	X	Logiciel comme service (SaaS)	X	Non sélectionné		CC7.4	
MA-5	PERSONNEL DE MAINTENANCE	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X	BCR-07 IAM-03 IAM-09	CC1.4 CC5.6	None
MA-5(1)	PERSONNEL DE MAINTENANCE   PERSONNES NE DÉTENANT PAS L'ACCÈS APPROPRIÉ	Sans objet	X	X	X	X	X							X		CC7.4	
MA-5(5)	PERSONNEL DE MAINTENANCE   MAINTENANCE NON LIÉE AUX SYSTÈMES	Sans objet	X	X	Non affectée								X	Non sélectionné			
MA-6	MAINTENANCE OPPORTUNE	(A) Composants système = [tous les composants système nécessitant le soutien du fournisseur et/ou les pièces de rechange] (A) Durée = [au besoin pour appuyer les engagements de disponibilité] (A) Personnel ou rôles = [personnel ou rôles ayant des responsabilités liées à la protection des supports]	X	X	X	X	X						X	X	BCR-07	A1.2	A.11.2.4
MIP-1	POLITIQUE ET PROCÉDURES DE PROTECTION DES SUPPORTS	(B)(a) Fréquence = [au moins une fois par année] (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X						X	X	AAC-03 DSI-04 GRM-06 GRM-08 GRM-09 HRS-11 IAM-07	CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
MP-2	ACCÈS AUX SUPPORTS	(A) Types de support numérique = [Supports informatiques (numérique et non numériques)] (A) Personnel ou rôles = [administrateurs autorisés] (B) Types de support numérique = [aucun type de support numérique amovible] (B) Zones contrôlées = [zones contrôlées en conformité avec le Programme de sécurité industrielle du GC]	X	X	X	X						Logiciel comme service (SaaS)	X	X	HRS-05 HRS-11	CC5.5	A.8.2.3 A.8.3.1 A.11.2.9
MP-3	MARQUAGE DES SUPPORTS	(A) Types de support = [tous les types de support numérique et non numérique contenant de l'information sensible] (A) Zones contrôlées = [zones contrôlées en conformité avec le Programme de sécurité industrielle du GC]	X	X	X	X							X	X	DSI-04 HRS-11	CC5.7	A.8.2.2
MP-4	ENTREPOSAGE DES SUPPORTS	(A) Types de support = [tous les types de support numérique et non numérique contenant de l'information sensible] (A) Zones contrôlées = [zones contrôlées en conformité avec le Programme de sécurité industrielle du GC]	X	X	X	X							X	X	HRS-05 HRS-11	CC5.5	A.8.2.3 A.8.3.1 A.11.2.9
MP-5	TRANSPORT DES SUPPORTS	(A) Types de média = [tous les types de média contenant de l'information sensible] (A) Mesures de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X							X	X	SEF-04 STA-05	CC5.7	A.8.2.3 A.8.3.1 A.8.3.3 A.11.2.5 A.11.2.6
MP-5(4)	PROTECTION CRYPTOGRAPHIQUE	Sans objet	X	X	X	X							X	X	SEF-04 STA-05	CC5.7	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
MP-6	NETTOYAGE DES SUPPORTS	(A) Supports numériques = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (A) Nettoyage = À définir dans le cadre du processus d'adaptation Sans objet	X	X	X	X							X	X		DSI-07 HRS-05	CC5.5	A.8.2.3 A.8.3.1 A.8.3.2 A.11.2.7
MP-6(1)	NETTOYAGE DES SUPPORTS   EXAMEN / APPROBATION / SUIVI / DOCUMENTATION / VÉRIFICATION		X	X	X								X	Non sélectionné				
MP-6(2)	NETTOYAGE DES SUPPORTS   MISE À L'ESSAI DU MATÉRIEL	Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X							X	X			CC5.5	
MP-6(3)	NETTOYAGE DES SUPPORTS   TECHNIQUES NON DESTRUCTIVES	Circonstances = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée								X	Non sélectionné				
MP-6(8)	NETTOYAGE DES SUPPORTS   PURGE ET NETTOYAGE À DISTANCE DE L'INFORMATION	Systèmes d'information ou composants = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Mesures de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée								X	Non sélectionné				
MP-8	DÉCLASSEMENT DES SUPPORTS	(A) Processus de déclassement = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (A) Force et intégrité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (C) Supports numériques = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée								X	Non sélectionné				None



ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
MP-8(1)	DÉCLASSEMENT DES SUPPORTS   DOCUMENTATION DU PROCESSUS	Sans objet	X	X	Non affectée							Logiciel comme service (SaaS)	X	Non sélectionné			
MP-8(3)	DÉCLASSEMENT DES SUPPORTS   INFORMATION POLITIQUE ET PROCÉDURES DE PROTECTION PHYSIQUE ET ENVIRONNEMENTALE	Information protégée = [information Protégé A et Protégé B]	X	X	Non affectée								X	Non sélectionné			
PE-1		(A) Personnel ou rôles = [personnel ou rôles ayant des responsabilités liées à la protection physique et environnementale] (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans] (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X							X	X	AAC-03 BCR-03 BCR-05 BCR-06 BCR-08 DSI-07 DCS-04 GRM-06 GRM-08 GRM-09 IAM-07	CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2
PE-2	AUTORISATIONS D'ACCÈS PHYSIQUE	(C) Fréquence = [mensuelle]	X	X	X	X							X	X	DCS-02 DCS-06 DCS-09 IVS-01	CC5.5	A.11.1.2*
PE-2(1)	AUTORISATIONS D'ACCÈS PHYSIQUE   ACCÈS PAR POSTE / RÔLE	Sans objet	X	X	X								X	Non sélectionné			
PE-2(100)	AUTORISATIONS D'ACCÈS PHYSIQUE   CARTE D'IDENTITÉ	Sans objet	X	X	Non affectée								X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
PE-3	CONTRÔLE D'ACCÈS PHYSIQUE	(A) Points d'entrée/de sortie = [tous les points d'accès physique à l'installation]  (A)(b) Sélection (un ou plusieurs) : [Affectation : systèmes/dispositifs de contrôle d'accès physique définis par l'organisation]; de gardiens = [zones contrôlées qui répondent aux exigences du Programme de sécurité industrielle du GC]  (A)(b) systèmes/dispositifs de contrôle d'accès physique (si sélectionné) = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (B) Points d'entrée/de sortie = [tous les points d'accès physique à l'installation]  (C) Mesures de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (D) Circonstances qui requièrent l'escorte et la surveillance = [en tout temps dans le centre de données]  (F) Dispositifs d'accès physique = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (F) Fréquence = [annuellement]	X	X	X			X					X	X	DCS-02 DCS-06 DCS-09 IVS-01	CC5.5	A.11.1.1 A.11.1.2 A.11.1.3

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
PE-3(1)	CONTRÔLE D'ACCÈS PHYSIQUE   ACCÈS AU SYSTÈME D'INFORMATION	(G) Fréquence = [seulement lors de la perte de clés, la compromission de numéros de combinaison ou le transfert ou le départ d'individus] Espaces physiques = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X			X					X	Non sélectionné			
PE-3(3)	CONTRÔLE D'ACCÈS PHYSIQUE   GARDE CONTINUE / ALARMES / SURVEILLANCE	Sans objet	X	X	X								X	Non sélectionné			
PE-3(4)	CONTRÔLE D'ACCÈS PHYSIQUE   CONTENANTS VERROUILLABLES	Composants système = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée								X	Non sélectionné			
PE-4	CONTRÔLE D'ACCÈS AUX SUPPORTS DE TRANSMISSION	(A) Lignes = [toutes les lignes de distribution et de transmission] (A) Mesures de sécurité = [in conformément aux pratiques indiquées dans les normes de sécurité physique du SCT et de la GRC, ou utilise une approche adéquate fondée sur le risque harmonisé avec celles-ci] Sans objet	X	X	X			X					X	X	BCR-03 DCS-06 IVS-12	CC5.5	A.11.1.2 A.11.2.3
PE-5	CONTRÔLE D'ACCÈS AUX DISPOSITIFS DE SORTIE	Sans objet	X	X	X			X					X	X	BCR-06 DCS-06	CC5.5	A.11.1.2 A.11.1.3
PE-6	SURVEILLANCE DE L'ACCÈS PHYSIQUE	(B) Fréquence = [au mois à tous les mois] (B) Événements = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X			X					X	X	DCS-02 DCS-06 DCS-09	CC5.5	None

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
PE-6(1)	SURVEILLANCE DE L'ACCÈS PHYSIQUE   ALARMES DE DÉTECTION D'INTRUSION / ÉQUIPEMENT DE SURVEILLANCE	Sans objet	X	X	X			X				Logiciel comme service (SaaS)	X	X	DCS-02 DCS-06 DCS-09	CC5.5	
PE-6(4)	SURVEILLANCE DE L'ACCÈS PHYSIQUE   SURVEILLANCE DE L'ACCÈS PHYSIQUE AUX SYSTÈMES D'INFORMATION	Espaces physiques = [indiqué sous PE-3(1)]	X	X	X								X	Non sélectionné			
PE-8	REGISTRE DES VISITEUR	(A) Période = [un minimum de un an]	X	X	X			X					X	X	DCS-02	CC5.5	None
PE-9	ÉQUIPEMENT ET CÂBLAGE D'ALIMENTATION	(B) Fréquence = [au moins à tous les mois] Sans objet	X	X	X			X					X	X	BCR-08	A1.2	A.11.1.4 A.11.2.1 A.11.2.2 A.11.2.3
PE-10	ARRÊT D'URGENCE	(B) Emplacements par système d'information ou composant = A définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X			X					X	X	BCR-08	A1.2	A.11.2.2*
PE-11	ALIMENTATION D'URGENCE	(A) Sélection (un ou plusieurs) : l'arrêt ordonné du système d'information; le réacheminement du système d'information vers une source d'alimentation de secours à long terme = [réacheminement du système d'information vers une source d'alimentation de secours à long terme]	X	X	X			X					X	X	BCR-08	A1.2	A.11.2.2*
PE-12	ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ	Sans objet	X	X	X			X					X	X	BCR-08	A1.2	A.11.2.2*

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
PE-12(1)	ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ   FONCTIONS OPÉRATIONNELLES ET DE MISSION ESSENTIELLES	Sans objet	X	X	Non affectée							Logiciel comme service (SaaS)	X	Non sélectionné			
PE-13	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE	Sans objet	X	X	X			X					X	X	BCR-03 BCR-05 BCR-08	A1.2	A.11.1.4 A.11.2.1
PE-13(1)	ROTECTION CONTRE L'INCENDIE   DISPOSITIFS ET SYSTÈMES DE DÉTECTION	Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation Intervenants d'urgence = [service d'incendie local]	X	X	Non affectée								X	Non sélectionné	BCR-03 BCR-05 BCR-08		
PE-13(2)	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE   DISPOSITIFS ET SYSTÈMES D'EXTINCTION	Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation Intervenants d'urgence = [service d'incendie local]	X	X	X			X					X	X	BCR-03 BCR-05 BCR-08	A1.2	
PE-13(3)	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE   EXTINCTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE	Sans objet	X	X	X			X					X	X	BCR-03 BCR-05 BCR-08	A1.2	
PE-13(4)	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE   INSPECTIONS	Fréquence = À définir dans le cadre du processus d'adaptation Période = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (A) Niveaux acceptable = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (B) Fréquence = [en continu]	X	X	Non affectée								X	Non sélectionné			
PE-14	CONTRÔLE DE LA TEMPÉRATURE ET DE L'HUMIDITÉ		X	X	X	X							X	X	BCR-05 BCR-06 BCR-08	A1.2	A.11.1.4 A.11.2.1 A.11.2.2

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
PE-14(1)	CONTRÔLE DE LA TEMPÉRATURE ET DE L'HUMIDITÉ   CONTRÔLES AUTOMATIQUES	Sans objet	X	X	X							Logiciel comme service (SaaS)	X	Non sélectionné			
PE-14(2)	CONTRÔLE DE LA TEMPÉRATURE ET DE L'HUMIDITÉ   SURVEILLANCE AVEC ALARMES OU AVIS	Sans objet	X	X	X			X					X	X		A1.2	
PE-15	PROTECTION CONTRE LES DÉGÂTS D'EAU	Sans objet	X	X	X			X					X	X	BCR-05 BCR-06	A1.2	A.11.1.4 A.11.2.1 A.11.2.2
PE-16	LIVRAISON ET RETRAIT	(A) Types de composants système = [tous les composants système]	X	X	X			X					X	X	DSI-04 DCS-04 DCS-07 DCS-08	CC5.5	A.8.2.3 A.11.1.6 A.11.2.5
PE-17	AUTRES LIEUX DE TRAVAIL	(A) Mesures de sécurité = [des mesures de sécurité équivalentes à celles utilisées au site principal]	X	X	X	X							X	X	BCR-01 DCS-04	CC5.5 CC6.1	A.6.2.2 A.11.2.6 A.13.2.1
PE-18	EMPLACEMENT DES COMPOSANTS DU SYSTÈME D'INFORMATION	(A) Dangers physiques et environnementaux = [Dangers physiques et environnementaux comme indiqués dans les normes de sécurité physique du SCT et de la GRC et conformément aux exigences sous le Programme de sécurité industrielle du GC]	X	X	X			X					X	Non sélectionné	BCR-05 BCR-06 DCS-02 DCS-07 DCS-09		A.8.2.3 A.11.1.4 A.11.2.1
PE-18(1)	EMPLACEMENT DES COMPOSANTS DU SYSTÈME D'INFORMATION   SITE DE L'INSTALLATION	Sans objet	X	X	X	X							X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITS-G-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
PL-1	POLITIQUE ET PROCÉDURES DE PLANIFICATION DE LA SÉCURITÉ	(A) Personnel ou rôles = [personnel ou rôles ayant des responsabilités liées à la planification de la sécurité] (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans] (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X	X					Logiciel comme service (SaaS)	X	X	AAC-03 CCC-01 GRM-06 GRM-08 GRM-09 GRM-11 IAM-07	CC3.1 CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2
PL-2	PLAN DE SÉCURITÉ DU SYSTÈME	(B) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (C) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X							X	X	CCC-01 CCC-05	CC3.1 CC3.3	A.14.1.1
PL-2(3)	PLAN DE SÉCURITÉ DU SYSTÈME   PLANIFIER ET COORDONNER AVEC D'AUTRES ENTITÉS ORGANISATIONNELLES	Individus ou groupes = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (C) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X	X						X	X		CC3.1	
PL-4	RÈGLES DE CONDUITE	(C) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans]	X	X	X	X	X	X						X	X	GRM-07 HRS-06 HRS-07 HRS-08 HRS-10	CC2.3	A.7.1.2 A.7.2.1 A.8.1.3
PL-4(1)	RÈGLES DE CONDUITE   RESTRICTIONS ASSOCIÉES AUX MÉDIAS ET RÉSEAUX SOCIAUX	Sans objet	X	X	X	X	X	X						X	X		CC2.3	
PL-7	CONCEPTS D'OPÉRATION DE SÉCURITÉ	(B) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	Non affectée	X	X	X						X	Non sélectionné			A.14.1.1*

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO /IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
PL-8	ARCHITECTURE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	(B) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X	X						X	X		CC3.2	A.14.1.1*
PL-8(1)	ARCHITECTURE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION   DÉFENSE EN PROFONDEUR	(a) Mesures de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (a) Emplacements et couches d'architecture = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X	X						X	Non sélectionné		CC5.1	
PL-8(2)	ARCHITECTURE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION   DIVERSITÉ DES FOURNISSEURS	Mesures de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Emplacements et couches d'architecture = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée			X						X	Non sélectionné			
PS-1	POLITIQUE ET PROCÉDURES DE SÉCURITÉ DU PERSONNEL	(A) Personnel ou rôles = [personnel ou rôles ayant des responsabilités liées à la sécurité du personnel]  (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans]  (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X	X						X	X	AAC-03 GRM-06 GRM-07 GRM-08 GRM-09 HRS-03 HRS-07 IAM-07	CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2
PS-2	CATÉGORISATION DES POSTES	(C) Fréquence = [au moins tous les 3 ans]	X	X	X	X	X	X						X	X	DSI-06 HRS-02 HRS-03 HRS-04 HRS-07	CC1.4	None



			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
PS-3	ENQUÊTE DE SÉCURITÉ SUR LE PERSONNEL	(B) Liste définie par l'organisation des conditions qui exigent une nouvelle enquête de sécurité et fréquence de cette enquête, le cas échéant = [la Norme sur le filtrage de sécurité du SCT et les dispositions connexes du Programme de la sécurité industrielle] (A) Période = [la journée même]	X	X	X	X	X	X						X	X	HRS-02	CC1.4	A.7.1.1
PS-4	CESSATION D'EMPLOI	(C) Sujets liés à la sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation en conformité avec la Norme sur le filtrage de sécurité du SCT et les dispositions connexes du Programme de la sécurité industrielle (F) Personnel ou rôles = [gestionnaire du personnel licencié] (F) Période = [24 heures]	X	X	X	X	X	X						X	X	HRS-01 HRS-04 IAM-11	A1.2 CC5.2 CC5.4 CC5.6	A.7.3.1 A.8.1.4
PS-5	TRANSFERT DU PERSONNEL	(B) Mesures de transfert ou de réaffectation = [nouvelle attribution de l'accès aux données] (B) Délai = [dans les 5 jours suivant le transfert ou la réaffectation] (D) Personnel ou rôles = [gestionnaire du personnel muté] (D) Période = [5 jours]	X	X	X	X	X	X						X	X	HRS-04 IAM-11	CC5.4 CC5.5	A.7.3.1 A.8.1.4

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
PS-6	ENTENTES D'ACCÈS	(B) Fréquence = [au moins une fois par année] (C)(b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
PS-7	SÉCURITÉ DU PERSONNEL DE TIERCES PARTIES	(D) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (D) Période = [la journée même] (B) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (B) Période = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
PS-8	SANCTIONS IMPOSÉES AU PERSONNEL	(A) Personnel ou rôles = [personnel ou rôles ayant des responsabilités liées à l'évaluation des risques] (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans] (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
RA-1	POLITIQUE ET PROCÉDURES D'ÉVALUATION DES RISQUES	(A) Personnel ou rôles = [personnel ou rôles ayant des responsabilités liées à l'évaluation des risques] (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans] (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
RA-2	CATÉGORISATION DE SÉCURITÉ	Sans objet	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
RA-3	ÉVALUATION DES RISQUES	(B) Document = [rapport d'évaluation de sécurité] (C) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans et lors de changements significatifs] (D) Personnel ou rôles = [personnel ou rôles ayant des responsabilités liées à l'évaluation des risques] (E) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans et lors de changements significatifs]	X	X	X	X	X	X						X	X	BCR-09 GRM-02 GRM-08 GRM-10 GRM-11	CC3.1	A.12.6.1*
RA-5	ANALYSE DES VULNÉRABILITÉS	(A) Fréquence = [mensuellement pour les systèmes d'exploitation/infrastructure, applications Web et systèmes de gestion de bases de données] (D) Temps de réponse = [dans les 30 jours suivant la découverte pour les vulnérabilités à risque élevé et 90 jours pour les vulnérabilités à risque modéré] (E) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X							X	X	AAC-02 TVM-02	CC4.1	A.12.6.1*
RA-5(1)	ANALYSE DES VULNÉRABILITÉS   MISE À NIVEAU DE LA CAPACITÉ DES OUTILS	Sans objet	X	X	X	X	X	X						X	X	AAC-02 TVM-02	CC4.1	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
RA-5(2)	ANALYSE DES VULNÉRABILITÉS   MISE À JOUR SELON LA FRÉQUENCE / PRÉALABLEMENT À UNE NOUVELLE ANALYSE / AU MOMENT DE L'IDENTIFICATION	Sélection (un ou plusieurs) : [Affectation : fréquence définie par l'organisation]; avant une nouvelle analyse; lorsque de nouvelles vulnérabilités sont identifiées et signalées = [avant une nouvelle analyse]  Fréquence (si sélectionné) = Non sélectionné	X	X	X	X	X							X	X	AAC-02 TVM-02	CC4.1	
RA-5(3)	ANALYSE DES VULNÉRABILITÉS   AMPLEUR / PROFONDEUR DE LA COUVERTURE	Sans objet	X	Non affectée	X	X								Non sélectionné	X	AAC-02 TVM-02	CC4.1	
RA-5(5)	ANALYSE DES VULNÉRABILITÉS   ACCÈS PRIVILÉGIÉS	Composants système = [systèmes d'exploitation, application Web, base de données]  Opérations d'analyse des vulnérabilités = [toutes les analyses]  Sans objet	X	Non affectée	X				X	X	X			Non sélectionné	X		CC4.1	
RA-5(6)	ANALYSE DES VULNÉRABILITÉS   AUTOMATISATION DES ANALYSES DE TENDANCES	Sans objet	X	Non affectée	X	X								Non sélectionné	X	AAC-02 TVM-02	CC4.1	
RA-5(8)	ANALYSE DES VULNÉRABILITÉS   EXAMEN DES JOURNAUX DE VÉRIFICATION HISTORIQUES	Sans objet	X	Non affectée	X	X	X							Non sélectionné	X		CC4.1	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SA-1	POLITIQUE ET PROCÉDURES D'ACQUISITION DES SYSTÈMES ET DES SERVICES	(A) Personnel ou rôles = [personnel ou rôles ayant des responsabilités liées l'acquisition des systèmes et des services]  (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans]  (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année] Sans objet	X	X	X	X	X					Logiciel comme service (SaaS)	X	X	AAC-03 CCC-01 GRM-06 GRM-09 IAM-07	CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2
SA-2	AFFECTATION DES RESSOURCES	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X	DSI-06 GRM-01	CC1.3 CC3.3	None
SA-3	CYCLE DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME	(A) Cycle de développement de système = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X						X	X	BCR-10 CCC-01 CCC-03	CC7.1 CC7.4	A.6.1.1 A.6.1.5 A.14.1.1 A.14.2.1 A.14.2.6
SA-4	PROCESSUS D'ACQUISITION	<b>REMARQUE : Les éléments (AA) et (BB) ne s'appliquent pas aux FSI.</b>	X	X	X	X	X						X	X	BCR-10 CCC-01 CCC-02 CCC-03 GRM-01 IVS-04	CC7.1	A.14.1.1 A.14.2.7 A.14.2.9 A.15.1.2
SA-4(1)	PROCESSUS D'ACQUISITION   PROPRIÉTÉS FONCTIONNELLES DES MESURES DE SÉCURITÉ	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X	BCR-10 CCC-01 CCC-02 CCC-03 GRM-01 IVS-04	CC7.1	

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO / IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
SA-4(2)	PROCESSUS D'ACQUISITION   CONCEPTION / MESURES DE SÉCURITÉ : RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA MISE EN ŒUVRE	Sélection (une ou plusieurs) : interfaces de systèmes externes ayant trait à la sécurité; conception de haut niveau; conception de bas niveau; code source ou schémas des composants matériels; [Affectation : renseignements produits par l'organisme sur la conception/sur la mise en œuvre] = [interfaces de systèmes externes ayant trait à la sécurité et conception de haut niveau]  Renseignements sur la conception/mise en œuvre (si sélectionné) = Non sélectionné  Degré de détails = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (b) Configuration de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	Non affectée	X	X							Non sélectionné	X			CC7.1	
SA-4(5)	PROCESSUS D'ACQUISITION   SYSTÈME / COMPOSANT / CONFIGURATION DES SERVICES		X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné				
SA-4(8)	PROCESSUS D'ACQUISITION   PLAN DE SURVEILLANCE CONTINUE	Degré de détails = [au moins les exigences minimales définies sous CA-7]	X	Non affectée	X	X							Non sélectionné	X			CC7.1	
SA-4(9)	PROCESSUS D'ACQUISITION   FONCTIONS / PORTS / PROTOCOLES / SERVICES UTILISÉS	Sans objet	X	Non affectée	X	X							Non sélectionné	X			CC7.1	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives					
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO /IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)		
SA-5	DOCUMENTATION RELATIVE AUX SYSTÈMES D'INFORMATION	(C) Mesures = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (E) Personnel ou rôles = [rôles de développeur ou de testeur] Sans objet	X	X	X	X	X								X	X	BCR-04 BCR-10 CCC-02 CCC-03	CC1.3 CC5.1 CC7.1	A.12.1.1*
SA-8	PRINCIPES D'INGÉNIERIE DE SÉCURITÉ		X	X	X	X	X								X	X	AIS-01 BCR-10 CCC-02 CCC-03	CC7.1	A.14.2.5
SA-9	SERVICES DE SYSTÈME D'INFORMATION EXTERNES	(A) Mesures de sécurité = [les mesures de sécurité s'appliquent si les données du GC sont traitées ou stockées dans un système externe.]  (C) Méthodes, techniques et processus = [des stratégies, des processus, des méthodes et des techniques de surveillance continue pour les systèmes externes où des données du GC sont traitées ou stockées,] (b) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X								X	X	CCC-02 HRS-06 STA-03 STA-05 STA-09	CC4.1	A.6.1.1 A.6.1.5 A.7.2.1 A.13.1.2 A.13.2.2 A.15.2.1 A.15.2.2
SA-9(1)	SERVICES DE SYSTÈME D'INFORMATION EXTERNES   ÉVALUATIONS DES RISQUES / APPROBATIONS ORGANISATIONNELLES		X	X	X	X	X								X	X	CCC-02 GRM-11 HRS-06 STA-03 STA-05 STA-09	CC7.1	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du nuage	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SA-9(2)	SERVICES DE SYSTÈME D'INFORMATION EXTERNES   IDENTIFICATION DES FONCTIONS / PORTS / PROTOCOLES / SERVICES	Services de systèmes d'information externes = [tout service externe ou les données du GC sont traitées ou stockées]	X	X	X	X	X	X						X	X		CC7.1	
SA-9(3)	SERVICES DE SYSTÈME D'INFORMATION EXTERNES   ÉTABLIR / MAINTENIR UNE RELATION DE CONFIANCE AVEC LES FOURNISSEURS DE SERVICES	Exigences de sécurité, propriétés, facteurs ou conditions = A définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X								X	Non sélectionné			
SA-9(4)	SERVICES DE SYSTÈME D'INFORMATION EXTERNES   CONCORDANCE DES INTÉRÊTS DES CLIENTS ET DES FOURNISSEURS	Mesures de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Fournisseurs de services externes = [tout fournisseur de services externes qui est responsable du traitement, de la transmission, ou de l'emmagasinage d'information du GC]	X	X	X	X	X	X						X	X		CC3.1	



ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SA-9(5)	SERVICES DE SYSTÈME D'INFORMATION EXTERNES   LIEUX DE TRAITEMENT, DE STOCKAGE, ET DE TRAITEMENT	Sélection (un ou plusieurs) : services de traitement de l'information; de stockage d'information/de données; de systèmes d'information = [services de traitement de l'information; de stockage d'information/de données; de systèmes d'information]  Lieux désignés = [au Canada]  Exigences ou conditions = [Avis de mise en œuvre de la Politique sur la technologie de l'information (AMPTI) 2017-02 pour l'Orientation relative à la résidence des données électroniques ( <a href="https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/technologie-information/avis-mise-oeuvre-politique/orientation-relative-residence-donnees-electroniques.html">https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/technologie-information/avis-mise-oeuvre-politique/orientation-relative-residence-donnees-electroniques.html</a> )]	X	X	X	X	X						X	X			CC5.5	
SA-10	GESTION DES CONFIGURATIONS PAR LES DÉVELOPPEURS	(A) Sélection (un ou plusieurs) : conception; développement; mise en œuvre; exploitation = [développement; mise en œuvre; exploitation]  (B) Éléments de configuration sous la gestion de configuration = [tous les éléments sous la gestion de la configuration]  (E) Personnel désigné = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X						X	X		BCR-04 BCR-10 CCC-02 CCC-03	CC7.1 CC7.4	A.12.1.2 A.14.2.2 A.14.2.4 A.14.2.7

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives							
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)			
SA-10(1)	GESTION DES CONFIGURATIONS PAR LES DÉVELOPPEURS   VÉRIFICATION DE L'INTÉGRITÉ DES LOGICIELS / MICROLOGICIELS	Sans objet	X	X	X	X	X								X	X		CC7.1		
SA-10(2)	GESTION DES CONFIGURATIONS PAR LES DÉVELOPPEURS   PROCESSUS DE GESTION DES CONFIGURATIONS DE RECHANGE	Sans objet	X	X	Non affectée		X								X	Non sélectionné				
SA-11	TESTS ET ÉVALUATIONS DE SÉCURITÉ EFFECTUÉS PAR LES DÉVELOPPEURS	(B) Sélection (un ou plusieurs) : unité; intégration; système; régression = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (B) Étendu et profondeur = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X								X	X	BCR-04 BCR-10 CCC-02 CCC-03 DSI-05	CC7.1	A.14.2.7 A.14.2.8	
SA-11(1)	TESTS ET ÉVALUATIONS DE SÉCURITÉ EFFECTUÉS PAR LES DÉVELOPPEURS   ANALYSE DE CODE STATIQUE	Sans objet	X	Non affectée	X	X	X								Non sélectionné	X	BCR-04 BCR-10 CCC-02 CCC-03 DSI-05	CC7.1		
SA-11(2)	TESTS ET ÉVALUATIONS DE SÉCURITÉ EFFECTUÉS PAR LES DÉVELOPPEURS   ANALYSE DES MENACES ET DES VULNÉRABILITÉS	Sans objet	X	X	X	X	X								X	X		CC7.1		

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
SA-11(4)	TESTS ET ÉVALUATIONS DE SÉCURITÉ EFFECTUÉS PAR LES DÉVELOPPEURS   EXAMEN MANUEL DU CODE	Code spécifique = [tout le code] Processus, procédures et/ou techniques = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné				
SA-11(5)	SÉCURITÉ EFFECTUÉS PAR LES DÉVELOPPEURS   TESTS DE PÉNÉTRATION / ANALYSES	Étendu et profond = À définir dans le cadre du processus d'adaptation Contraintes = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné				
SA-11(6)	TESTS ET ÉVALUATIONS DE SÉCURITÉ EFFECTUÉS PAR LES DÉVELOPPEURS   EXAMEN DE LA SURFACE D'ATTAQUE	Sans objet	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné				
SA-11(7)	TESTS ET ÉVALUATIONS DE SÉCURITÉ EFFECTUÉS PAR LES DÉVELOPPEURS   VÉRIFICATION DE LA PORTÉE DES TESTS / ÉVALUATION	Profondeur des tests/évaluations = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné				
SA-11(8)	TESTS ET ÉVALUATIONS DE SÉCURITÉ EFFECTUÉS PAR LES DÉVELOPPEURS   ANALYSE DE CODE DYNAMIQUE	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X			CC7.1	
SA-15	PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT, NORMES ET OUTILS	(B) Fréquence = [au moins une fois par année] (B) Exigences de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X						X	Non sélectionné				A.6.1.5 A.14.2.1

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2
SA-15(1)	PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT, NORMES ET OUTILS   MESURE DE LA QUALITÉ	(b) Sélection (une ou plusieurs) : (Affectation : fréquence définie par l'organisation); (Affectation : échéancier d'examen de programmes défini par l'organisation); au moment de la mise en service = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (b) Fréquence (si sélectionné) = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (b) Échéancier d'examen de programmes (si sélectionné) = À définir dans le cadre du processus d'adaptation Sans objet	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné			
SA-15(2)	PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT, NORMES ET OUTILS   OUTILS DE SUIVI DE LA SÉCURITÉ		X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné			
SA-15(3)	PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT, NORMES ET OUTILS   ANALYSE DE CRITICITÉ	Étendue/profondeur = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Points de décision du cycle de développement des systèmes = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SA-15(4)	PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT, NORMES ET OUTILS   MODÉLISATION DES MENACES / ANALYSE DES VULNÉRABILITÉS	Étendue/profondeur = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (a) Information au sujet des impacts, de l'environnement opérationnel, des menaces connues ou présumées, et des niveaux acceptables de risque = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (b) Méthodes et outils = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (c) Critères d'acceptation = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X								X	Non sélectionné			
SA-15(5)	PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT, NORMES ET OUTILS   RÉDUCTION DE LA SURFACE D'ATTAQUE	Seuils = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X								X	Non sélectionné			
SA-15(6)	PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT, NORMES ET OUTILS   AMÉLIORATION CONTINUE	Sans objet	X	X	Non affectée	X								X	Non sélectionné			
SA-15(7)	PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT, NORMES ET OUTILS   ANALYSES AUTOMATISÉE DES VULNÉRABILITÉS	(a) Outils = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (d) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X								X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITS-G-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SA-15(8)	PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT, NORMES ET OUTILS   RÉUTILISATION DES INFORMATIONS SUR LES MENACES / VULNÉRABILITÉS	Sans objet	X	X	Non affectée	X	X					Logiciel comme service (SaaS)	X	Non sélectionné			
SA-15(9)	PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT, NORMES ET OUTILS   UTILISATION DE DONNÉES EN DIRECT	Sans objet	X	X	Non affectée	X	X						X	Non sélectionné			
SA-15(10)	PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT, NORMES ET OUTILS   PLAN D'INTERVENTION EN CAS D'INCIDENT	Sans objet	X	X	Non affectée	X	X						X	Non sélectionné			
SA-15(11)	PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT, NORMES ET OUTILS   SYSTÈME D'ARCHIVAGE D'INFORMATION / COMPOSANT	Sans objet	X	X	Non affectée	X	X						X	Non sélectionné			
SA-16	FORMATION OFFERTE PAR LE DÉVELOPPEUR	(A) Formation = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X	X						X	Non sélectionné			None
SA-17	ARCHITECTURE ET CONCEPTION DE SÉCURITÉ DU DÉVELOPPEUR	Sans objet	X	X	Non affectée	X	X						X	Non sélectionné			A.14.2.1 A.14.2.5

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO /IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
SA-17(1)	ARCHITECTURE ET CONCEPTION DE SÉCURITÉ DU DÉVELOPPEUR   MODÈLE FORMEL DE POLITIQUE	(a) Éléments de politique organisationnelle de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X	X							X	Non sélectionné			
SA-17(2)	ARCHITECTURE ET CONCEPTION DE SÉCURITÉ DU DÉVELOPPEUR   COMPOSANTS LIÉS À LA SÉCURITÉ	Sans objet	X	X	Non affectée	X	X							X	Non sélectionné			
SA-17(3)	ARCHITECTURE ET CONCEPTION DE SÉCURITÉ DU DÉVELOPPEUR   CORRESPONDANCE FORMELLE	Sans objet	X	X	Non affectée	X	X							X	Non sélectionné			
SA-17(4)	ARCHITECTURE ET CONCEPTION DE SÉCURITÉ DU DÉVELOPPEUR   CORRESPONDANCE INFORMELLE	(b) Sélection : démonstration informelle; arguments convaincants fournis, si possible, par des méthodes formelles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X	X							X	Non sélectionné			
SA-17(5)	ARCHITECTURE ET CONCEPTION DE SÉCURITÉ DU DÉVELOPPEUR   CONCEPTION SIMPLE SUR LE PLAN CONCEPTUEL	Sans objet	X	X	Non affectée	X	X							X	Non sélectionné			
SA-17(6)	ARCHITECTURE ET CONCEPTION DE SÉCURITÉ DU DÉVELOPPEUR   STRUCTURE DE TESTS	Sans objet	X	X	Non affectée	X	X							X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SA-17(7)	ARCHITECTURE ET CONCEPTION DE SÉCURITÉ DU DÉVELOPPEUR   STRUCTURE RELATIVE AU DROIT D'ACCÈS MINIMAL	Sans objet	X	X	Non affectée	X	X						X	Non sélectionné			
SA-18	RÉSISTANCE AU TRAFIQUAGE ET DÉTECTION	Sans objet	X	X	Non affectée	X	X						X	Non sélectionné			None
SA-22	COMPOSANTS SYSTÈMES NON PRIS EN CHARGE	Sans objet	X	X	X		X						X	Non sélectionné			None
SA-22(1)	COMPOSANTS SYSTÈMES NON PRIS EN CHARGE   SOLUTION DE RECHANGE VISANT À ASSURER LA CONTINUITÉ DU SOUTIEN	Sélection (un ou plusieurs) : soutien interne; [Affectation : soutien de fournisseurs externes défini par l'organisation] = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Soutien de fournisseurs externes défini par l'organisation (si sélectionné) = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X	X						X	Non sélectionné			
SC-1	POLITIQUE ET PROCÉDURES DE PROTECTION DES SYSTÈMES ET DES COMMUNICATIONS	(A) Personnel ou rôles = [personne ou rôles ayant des responsabilités liées à la protection des systèmes et des communications]  (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans]  (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X						X	X	AIS-04 AAC-03 GRM-06 GRM-08 GRM-09 IAM-07	CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2
SC-2	PARTITIONNEMENT DES APPLICATIONS	Sans objet	X	X	X				X	X	X	X	X	X	AIS-01 IVS-08 IVS-09	CC5.1	None



			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SC-2(1)	PARTITIONNEMENT DES APPLICATIONS   INTERFACES POUR LES UTILISATEURS NON PRIVILÉGIÉS	Sans objet	X	X	Non affectée					X	X	X	X	Non sélectionné			
SC-4	INFORMATION CONTENUE DANS LES RESSOURCES PARTAGÉES	Sans objet	X	Non affectée	X				X				Non sélectionné	X	AIS-01	CC5.1	None
SC-5	PROTECTION CONTRE LES DÉNIS DE SERVICE	(A) Types d'attaques par déni de service = [attaques sur bande passante, capacité transactionnelle, et stockage]  (A) Mesures de sécurité = [géoréplication, blocage d'adresses IP, protections contre les dénis de service axés sur le réseau]	X	X	X				X	X	X		X	X	AIS-01 TVM-01	CC5.1	None
SC-5(2)	PROTECTION CONTRE LES DÉNIS DE SERVICE   EXCÉDENT DE CAPACITÉ / BANDE PASSANTE / REDONDANCE	Sans objet	X	X	Non affectée					X	X		X	Non sélectionné			
SC-5(3)	PROTECTION CONTRE LES DÉNIS DE SERVICE   DÉTECTION / SURVEILLANCE	(a) Outils de surveillance = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (b) Ressources de système d'information = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
SC-7	PROTECTION DE LA FRONTIÈRE	(B) Sélection : physiquement; logiquement = [physiquement et logiquement]	X	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SC-7(3)	PROTECTION DE LA FRONTIÈRE   POINTS D'ACCÈS	Sans objet	X	X	X	X	X							X	X	AIS-01 EKM-03 IVS-06 IVS-09 IVS-12 STA-09	CC5.1 CC5.6	A.13.1.1 A.13.1.3 A.13.2.1 A.14.1.3
SC-7(4)	PROTECTION DE LA FRONTIÈRE   SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS EXTERNES	(e) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X							X	X	AIS-01 EKM-03 IVS-06 IVS-09 IVS-12 STA-09	CC5.6	
SC-7(5)	PROTECTION DE LA FRONTIÈRE   REFUS PAR DÉFAUT / PERMISSION PAR EXCEPTION	Sans objet	X	X	X					X	X			X	X	AIS-01 IVS-06 IVS-09 IVS-12 STA-09	CC5.6	
SC-7(7)	PROTECTION DE LA FRONTIÈRE   PRÉVENTION DE LA TUNNELISATION PARTAGÉE POUR LES DISPOSITIFS ÉLOIGNÉS	Sans objet	X	X	X					X	X			X	X	AIS-01 IVS-06 IVS-09 IVS-12 STA-09	CC5.6	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITS-G-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SC-7(8)	PROTECTION DE LA FRONTIÈRE   ACHÈMÈMENT DU TRAFIC VERS LES SERVEURS MANDATAIRES AUTHENTIFIÉS	Trafic de communications interne = À définir dans le cadre du processus d'adaptation Réseaux externes = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X				X	X		Logiciel comme service (SaaS)	X	X	AIS-01 IVS-06 IVS-09 IVS-12 STA-09	CC5.6	
SC-7(9)	PROTECTION DE LA FRONTIÈRE   RESTRICTION DU TRAFIC DE COMMUNICATIONS MALVEILLANT SORTANT	Sans objet	X	X	Non affectée					X	X		X	Non sélectionné			
SC-7(11)	PROTECTION DE LA FRONTIÈRE   RESTRICTION DU TRAFIC DE COMMUNICATIONS ENTRANT	Sources autorisées = À définir dans le cadre du processus d'adaptation Destinations autorisées = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X				X	X			X	Non sélectionné		CC5.6	
SC-7(12)	PROTECTION DE LA FRONTIÈRE   PROTECTION AU NIVEAU DE L'HÔTE	Mécanismes de protection de la frontière au niveau de l'hôte = À définir dans le cadre du processus d'adaptation Composants système = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X						X	X	AIS-01 IVS-06 IVS-09 IVS-12 STA-09	CC5.6	
SC-7(13)	PROTECTION DE LA FRONTIÈRE   ISOLEMENT DES OUTILS DE SÉCURITÉ / MÉCANISMES / COMPOSANTS DE SOUTIEN	Outils, mécanismes et composants de soutien à la sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X						X	X	AIS-01 IVS-06 IVS-09 IVS-12 STA-09	CC5.6	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SC-7(18)	PROTECTION DE LA FRONTIÈRE   MODE SÛR APRÈS DÉFAILLANCE	Sans objet	X	X	X					X	X	X	Logiciel comme service (SaaS)	X	X	AIS-01 IVS-06 IVS-09 IVS-12 STA-09	CC5.6	
SC-8	CONFIDENTIALITÉ ET INTÉGRITÉ DES TRANSMISSIONS	(A) Sélection (une ou plusieurs) la confidentialité; l'intégrité = [la confidentialité et l'intégrité]	X	X	X					X	X	X	X	X	X	AIS-01 AIS-04 DSI-03 DSI-04 (mapped to SC-9) EKM-03	CC5.7	A.8.2.3 A.13.1.1 A.13.2.1 A.13.2.3 A.14.1.2 A.14.1.3
SC-8(1)	CONFIDENTIALITÉ ET INTÉGRITÉ DES TRANSMISSIONS   PROTECTION CRYPTOGRAPHIQUE OU PHYSIQUE	Sélection (un ou plusieurs) : prévenir la divulgation non autorisée d'information; détecter les modifications apportées à l'information = [prévenir la divulgation non autorisée d'information; détecter les modifications apportées à l'information]  Autres mesures de protection physiques = [mesures de sécurité physique appliquées conformément aux pratiques indiquées dans les normes de sécurité physique du SCT et de la GRC et toutes dispositions du Programme de sécurité industrielle, or utilise une approche adéquate fondée sur le risque harmonisée avec celles-ci]	X	X	X					X	X	X	X	X	X	AIS-01 DSI-03 DSI-04 (mapped to SC-9(1)) EKM-03	CC5.7	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SC-10	DÉCONNEXION RÉSEAU	(A) Durée = [un maximum de 30 minutes pour des sessions d'un système d'accès à distance ou un maximum de 60 minutes pour des sessions non-interactives]	X	X	X			X	X	X	X	X	X			CC5.1 CC5.6	A.13.1.1
SC-12	ÉTABLISSEMENT ET GESTION DES CLÉS CRYPTOGRAPHIQUES	(A) Exigences en matière de génération, de distribution, de stockage, de disponibilité et de destruction des clés = [cryptographie approuvée par le CST]	X	X	X	X	X					X	X			CC5.1	A.10.1.2
SC-12(1)	ÉTABLISSEMENT ET GESTION DES CLÉS CRYPTOGRAPHIQUES   DISPONIBILITÉ	Sans objet	X	X	Non affectée		X					X	Non sélectionné				
SC-12(2)	ÉTABLISSEMENT ET GESTION DES CLÉS CRYPTOGRAPHIQUES   CLÉS SYMÉTRIQUES	Sélection : conformes aux dispositions du CST; approuvés par le CST = [conformes aux dispositions du CST]	X	Non affectée	X	X						Non sélectionné	X	AIS-01 EKM-02		CC5.1	
SC-12(3)	ÉTABLISSEMENT ET GESTION DES CLÉS CRYPTOGRAPHIQUES   CLÉS ASYMÉTRIQUES	Sélection : technologies et processus de gestion des clés approuvés par le CST; certificats d'ICP approuvés d'assurance de niveau moyen ou matériel de chiffrement préplacé; certificats approuvés d'assurance de niveau moyen ou élevé et des jetons de sécurité matériels qui protègent la clé privée de l'utilisateur = [technologies et processus de gestion des clés approuvés par le CST]	X	Non affectée	X	X						Non sélectionné	X			CC5.1	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SC-13	PROTECTION CRYPTOGRAPHIQUE	(A) Usages de la cryptographie et type de cryptographie requis pour chaque usage = [cryptographie conforme aux dispositions du CST selon les algorithmes de chiffrement du CST pour non classifiée, protégé A et protégé B Information (ITSP.40.111) ou les versions ultérieures] (A) Exceptions = [aucune exception]	X	X	X				X	X	X	X	X	X		CC5.1	A.10.1.1 A.14.1.2 A.14.1.3 A.18.1.5
SC-15	DISPOSITIFS D'INFORMATIQUE COOPÉRATIVE	(A) Exceptions = [aucune exception]	X	X	X								X	X		CC5.1	A.13.2.1*
SC-15(3)	DISPOSITIFS D'INFORMATIQUE COOPÉRATIVE   DÉSACTIVATION / RETRAIT DANS LES ZONES DE TRAVAIL SÉCURISÉES	Systèmes d'information ou composants = À définir dans le cadre du processus d'adaptation Zones de travail sécurisées = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée								X	Non sélectionné			
SC-17	CERTIFICATS D'INFRASTRUCTURE À CLÉ PUBLIQUE	(A) Politique de certification = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X						X	X	AIS-01 EKM-02	CC5.1	A.10.1.2
SC-18	CODE MOBILE	Sans objet	X	X	X	X	X						X	X	AIS-01 IVS-01	CC5.8	None
SC-18(1)	CODE MOBILE   IDENTIFICATION DU CODE INADÉQUAT / APPLICATION DE MESURES CORRECTIVES	Code mobile inadéquat = À définir dans le cadre du processus d'adaptation Mesures correctives = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée					X	X		X	Non sélectionné			
SC-18(2)	CODE MOBILE   ACQUISITION / DÉVELOPPEMENT / UTILISATION	Exigences concernant le code mobile = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné			

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO /IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
SC-18(3)	CODE MOBILE   PRÉVENTION DU TÉLÉCHARGEMENT / EXÉCUTION	Code mobile inadéquat = [code mobile inadéquat et technologies de code mobile indiquées sous SC-18]	X	X	X				X	X	X		X	Non sélectionné			CC5.8	
SC-18(4)	CODE MOBILE   PRÉVENTION DE L'EXÉCUTION AUTOMATISÉE	Applications logicielles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Mesures = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée					X	X		X	Non sélectionné			CC5.8	
SC-18(5)	CODE MOBILE   EXÉCUTION PERMISE SEULEMENT DANS LES LIEUX CLOS	Sans objet	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné				
SC-19	VOIX SUR PROTOCOLE INTERNET	Sans objet	X	X	X	X							X	X			CC5.1	None
SC-20	SERVICE SÉCURISÉ DE RÉOLUTION DE NOM OU D'ADRESSE (SOURCE AUTORISÉE)	Sans objet	X	Non affectée	X				X				Non sélectionné	X			CC5.1 CC5.6	None
SC-22	ARCHITECTURE ET FOURNITURE DE SERVICES DE RÉOLUTION DE NOM OU D'ADRESSE	Sans objet	X	X	X				X				X	X	IVS-06		A1.1	None
SC-23	AUTHENTICITÉ DES SESSIONS	Sans objet	X	X	X				X	X	X	X	X	X	EKM-03		CC5.1 CC5.3	None
SC-23(1)	AUTHENTICITÉ DES SESSIONS   INVALIDER LES IDENTIFICATEURS DE SESSION À LA FERMETURE DES SESSIONS	Sans objet	X	X	X				X	X	X	X	X	Non sélectionné			CC5.3	

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
SC-23(3)	AUTHENTICITÉ DES SESSIONS   IDENTIFICATEURS DE SESSION UNIQUES AVEC RANDOMISATION	Exigences relatives à la randomisation = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X				X	X	X	X	X	Non sélectionné		CC5.3		
SC-24	DÉFAILLANCE DANS UN ÉTAT CONNU	(A) État connu = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (A) Types of défaillance = À définir dans le cadre du processus d'adaptation (A) Information sur l'état du système = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée					X	X		X	Non sélectionné				None
SC-28	PROTECTION DE L'INFORMATION INACTIVE	(A) Sélection (une ou plusieurs) la confidentialité; l'intégrité = [la confidentialité et l'intégrité] (A) Information inactive (au repos) = [toutes les données de niveau « Protégé B » et toutes les données à intégrité moyenne] Information = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X				X	X	X		X		X	EKM-03	CC5.1	A.8.2.3*
SC-28(1)	PROTECTION DE L'INFORMATION INACTIVE   PROTECTION CRYPTOGRAPHIQUE	Composants système = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	Non affectée	X				X	X	X		Non sélectionné	X			CC5.1	
SC-29	HÉTÉROGÉNÉITÉ	(A) Systèmes d'information ou composants = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée		X						X	Non sélectionné				None
SC-39	ISOLEMENT DES PROCESSUS	Sans objet	X	Non affectée	X				X	X	X		Non sélectionné	X		CC5.1		None



ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SI-1	POLITIQUE ET PROCÉDURES LIÉES À L'INTÉGRITÉ DE L'INFORMATION ET DES SYSTÈMES	(A) Personnel ou rôles = [personnel ou rôles ayant des responsabilités d'intégrité des systèmes et de l'information]  (B)(a) Fréquence = [au moins à tous les 3 ans]  (B)(b) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	X	X	X							X	X	AAC-03 CCC-04 DSI-04 GRM-06 GRM-08 GRM-09 IAM-07 TVM-02	CC3.2	A.5.1.1 A.5.1.2 A.6.1.1 A.12.1.1 A.18.1.1 A.18.2.2
SI-2	CORRECTION DES DÉFAUTS	(C) Délai = [30 jours suivant leur disponibilité]	X	X	X	X	X							X	X	AIS-03 CCC-05 TVM-02	CC6.1 CC6.2 CC7.3	A.12.6.1 A.14.2.2 A.14.2.3 A.16.1.3
SI-2(2)	CORRECTION DES DÉFAUTS   AUTOMATISATION DES CORRECTIFS D'ANOMALIES	Fréquence = [au moins une fois par mois]	X	Non affectée	X	X	X							Non sélectionné	X	AIS-03 CCC-05 TVM-02	CC7.3	
SI-2(3)	CORRECTION DES DÉFAUTS   DÉLAIS DE CORRECTION DES ANOMALIES / REPÈRES LIÉS AUX MESURES CORRECTIVES	(b) Repères (références) = [30 jours pour les défauts à risque élevé, 90 jours pour les défauts à risque modéré]	X	Non affectée	X	X	X							Non sélectionné	X		CC7.3	

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
SI-3	PROTECTION CONTRE LES CODES MALVEILLANTS	(C)(a) Fréquence = [au moins une fois par semaine]  (C)(a) Sélection (un ou plusieurs); points d'extrémité; points d'entrée ou point de sortie du réseau =  <i>Pour FSI</i> = [inclure des points terminaux]  <i>Pour GC</i> = [inclure des points terminaux et des points d'entrée/de sortie du réseau]  (C)(b) [Sélection (un ou plusieurs); bloquer le code malveillant; mettre le code malveillant en quarantaine; envoyer une alerte à l'administrateur; [Affectation : mesure définie par l'organisation] = [mettre le code malveillant en quarantaine]  (C)(b) Mesure (si sélectionné) = À définir dans le cadre du processus d'adaptation mais doit inclure [envoyer une alerte à l'administrateur ou au personnel désigné]	X	X	X				X	X	X		X	X	AIS-03 CCC-04 TVM-01	CC5.8	A.12.2.1	
SI-3(1)	PROTECTION CONTRE LES CODES MALVEILLANTS   GESTION CENTRALE	Sans objet	X	X	X	X							X	X		AIS-03 CCC-04 TVM-01	CC5.8	
SI-3(2)	PROTECTION CONTRE LES CODES MALVEILLANTS   MISES À JOUR AUTOMATIQUES	Sans objet	X	X	X				X	X	X		X	X		AIS-03 CCC-04 TVM-01	CC5.8	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SI-3(4)	PROTECTION CONTRE LES CODES MALVEILLANTS   MISES À JOUR EFFECTUÉES SEULEMENT PAR LES UTILISATEURS PRIVILÉGIÉS	Sans objet	X	X	Non affectée					X	X	Logiciel comme service (SaaS)	X	Non sélectionné			
SI-3(6)	PROTECTION CONTRE LES CODES MALVEILLANTS   MISES À L'ÉPREUVE / VÉRIFICATIONS	(a) Fréquence = [au moins une fois par année]	X	X	Non affectée	X							X	Non sélectionné			
SI-3(7)	PROTECTION CONTRE LES CODES MALVEILLANTS   DÉTECTION NON AXÉE SUR LES SIGNATURES	Sans objet	X	X	X				X	X	X		X	X		CC5.8	

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
SI-4	SURVEILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION	(A) Objectifs de surveillance = [objectifs de surveillance en conformité avec le PGEC GC]  (B) Techniques et méthodes = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (G) Types de renseignements liés à la surveillance = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (G) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (G) Sélection (un ou plusieurs) : au besoin; [Affectation : fréquence définie par l'organisation] = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (G) Fréquence (si sélectionné) = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Sans objet	X	X	X	X	X							X	X	AIS-03 CCC-04 GRM-11 IAM-05 IVS-01 SEF-03 TVM-02	CC3.2 CC6.1	None
SI-4(1)	SURVEILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION   SYSTÈME DE DÉTECTION D'INTRUSIONS DANS L'ENSEMBLE DU SYSTÈME		X	Non affectée	X	X							Non sélectionné	X			CC6.1	

			Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	Consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SI-4(2)	SURVEILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION   OUTILS AUTOMATISÉS AUX FINS D'ANALYSE EN TEMPS RÉEL	Sans objet	X	X	X	X	X							X	X	AIS-03 CCC-04 GRM-11 IAM-05 IVS-01 SEF-03	CC6.1	
SI-4(4)	SURVEILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION   TRAFIC DE COMMUNICATION ENTRANT ET SORTANT	Fréquence = [en continu]	X	X	X					X	X	X		X	X	AIS-03 CCC-04 GRM-11 IAM-05 IVS-01 SEF-03	CC6.1	
SI-4(5)	SURVEILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION   ALERTES GÉNÉRÉES PAR LE SYSTÈME	Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation mais doit inclure [l'organe de gouvernance du GC]  Indicateurs de compromission = À définir dans le cadre du processus d'adaptation mais doit inclure [les indicateurs de compromission spécifiés dans le PGEC GC]	X	X	X					X	X	X		X	X	AIS-03 CCC-04 GRM-11 IAM-05 IVS-01 SEF-03	CC6.1	
SI-4(7)	SURVEILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION   INTERVENTIONS AUTOMATISÉES EN CAS D'ÉVÈNEMENT SUSPECT	Employés désignés = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Mesures les moins perturbatrices = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée					X	X	X		X	Non sélectionné			

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives						
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)		
SI-4(9)	SURVEILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION   MISE A L'ESSAI DES OUTILS DE SURVEILLANCE	Fréquence = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X		X							X	Non sélectionné			
SI-4(10)	SURVEILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION   VISIBILITÉ DES COMMUNICATIONS CHIFFRÉES	Trafic de communications chiffrées = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Outils de surveillance du système d'information = À définir dans le cadre du processus d'adaptation Points intérieurs = A définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X		X							X	Non sélectionné			
SI-4(11)	SURVEILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION   ANALYSER LES ANOMALIES DU TRAFIC DE COMMUNICATION		X	X	Non affectée		X								X	Non sélectionné			
SI-4(12)	SURVEILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION   ALERTES AUTOMATISÉES	Activités inhabituelles ou inappropriées qui déclenchent des alertes = A définir dans le cadre du processus d'adaptation Sans objet	X	X	X	X	X	X							X	Non sélectionné		CC6.1	
SI-4(13)	SURVEILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION   ANALYSE DU TRAFIC DES COMMUNICATIONS / TENDANCE DES ÉVÉNEMENTS		X	X	Non affectée		X								X	Non sélectionné			
SI-4(14)	SURVEILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION   SYSTÈME DE DÉTECTION D'INTRUSIONS SUR LES RÉSEAUX SANS FIL	Sans objet	X	X	X	X									X	X		CC6.1	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SI-4(15)	SURVEILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION   COMMUNICATIONS ENTRE UN RÉSEAU SANS FIL ET UN RÉSEAU FILAIRE	Sans objet	X	X	Non affectée							Logiciel comme service (SaaS)	X	Non sélectionné			
SI-4(16)	SURVEILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION   ÉTABLIR DES CORRÉLATIONS ENTRE LES RÉSULTATS DES ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE	Sans objet	X	Non affectée	X	X							Non sélectionné	X		CC6.1	
SI-4(23)	SURVEILLANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION   APPAREILS GÉRÉS PAR LE SYSTÈME CENTRAL	Mécanismes de surveillance au niveau de l'hôte = [connexion au système] Composants système = [les composants servent à exploiter un système d'exploitation d'usage général]	X	Non affectée	X	X							Non sélectionné	X		CC6.1	
SI-5	ALERTES, AVIS ET DIRECTIVES DE SÉCURITÉ	(A) Organisations externes = À définir dans le cadre du processus d'adaptation mais doit inclure [l'organe de gouvernance du GC] (C) Sélection (un ou plusieurs) : [Affectation : personnel ou rôles définis par l'organisation]; [Affectation : éléments au sein de l'organisation définis par l'organisation]; [Affectation : organisations externes désignées par l'organisation] = À définir dans le cadre du processus d'adaptation mais doit inclure [personnel ou rôles définis par l'organisation] (C) Personnel ou rôles (si sélectionné) = À définir dans	X	X	X	X	X						X	X	SEF-01 SEF-03 TVM-01 TVM-02	CC6.1 CC7.3	A.6.1.4*

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO /IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
		le cadre du processus d'adaptation mais doit inclure [personnel en sécurité des systèmes d'information et administrateurs responsables de la configuration et de la gestion des correctifs]  (C) Éléments au sein de l'organisation (si sélectionné) = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (C) Organisations externes (si sélectionné) = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  (A) Logiciels, micrologiciels et information = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X										
SI-7	INTÉGRITÉ DES LOGICIELS, DES MICROLOGICIELS ET DE L'INFORMATION		X	X	X	X	X					X	X				
SI-7(1)	INTÉGRITÉ DES LOGICIELS, DES MICROLOGICIELS ET DE L'INFORMATION   CONTRÔLES D'INTÉGRITÉ	Logiciels, micrologiciels et information = À définir dans le cadre du processus d'adaptation  Sélection (un ou plusieurs) : au lancement; à [Affectation : états transitionnels ou événements touchant la sécurité définis par l'organisation]; [Affectation : fréquence définie par l'organisation] = [Affectation : fréquence définie par l'organisation]  États transitionnels ou événements touchant la sécurité (si sélectionné) = Non sélectionné  Fréquence (si sélectionné) = [au moins à tous les 30 jours]	X	X	X	X	X					X	X				



ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)								Références informatives				
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur	Organisation du nuage	consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche de contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)
SI-7(2)	INTÉGRITÉ DES LOGICIELS, DES MICROLOGICIELS ET DE L'INFORMATION   AUTOMATISATION DES NOTIFICATIONS DE MANQUEMENT À L'INTÉGRITÉ	Personnel ou rôles = A définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	Non affectée	X		X					Logiciel comme service (SaaS)	X	Non sélectionné			
SI-7(3)	INTÉGRITÉ DES LOGICIELS, DES MICROLOGICIELS ET DE L'INFORMATION   Outils de vérification de l'intégrité gérés centralement	Sans objet	X	X	Non affectée	X		X						X	Non sélectionné			
SI-7(7)	INTÉGRITÉ DES LOGICIELS, DES MICROLOGICIELS ET DE L'INFORMATION   INTÉGRATION DE LA DÉTECTION ET DES INTERVENTIONS	Changements relatifs à la sécurité = A définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X	X	X	X						X	X		CC6.1	
SI-7(14)	INTÉGRITÉ DES LOGICIELS, DES MICROLOGICIELS ET DE L'INFORMATION   CODE BINAIRE OU EXECUTABLE SUR MACHINE	Sans objet	X	X	Non affectée	X		X						X	Non sélectionné			
SI-8	PROTECTION CONTRE LES POURRIELS	Sans objet	X	X	X	X	X	X						X	X		EKM-03 TVM-01	None
SI-8(1)	PROTECTION CONTRE LES POURRIELS   GESTION CENTRALE	Sans objet	X	X	X	X	X	X						X	X		CC5.8	

ID	Nom de la mesure de sécurité	Valeurs recommandées de l'affectation	Responsabilité de la mise en place de la mesure			Affectation suggérée des mesures dans l'architecture de référence d'informatique en nuage du NIST (Figure 3-1)							Références informatives					
			PBMM du profil d'informatique en nuage du GC	GC	FSI	Organisation du fournisseur du nuage	Organisation du consommateur du nuage	Installation et matériel	Abstraction des ressources et couche du contrôle	Infrastructure comme service (IaaS)	Plateforme comme service (PaaS)	Logiciel comme service (SaaS)	ITSG-33 Profil 1 PBMM	FedRAMP Modérée	CSA CCM v3.0.1	AICPA Trust Services Criteria SOC 2	ISO/IEC 27001:2013 (* signifie pas pleinement satisfaite)	
SI-8(2)	PROTECTION CONTRE LES POURRIELS   MISES À JOUR AUTOMATIQUES	Sans objet	X	X	X			X			X	X	X			CC5.8		
SI-10	VALIDATION DE LA SAISIE D'INFORMATION	(A) Saisies d'information = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X			X	X	X	X	X	X	X	X	AIS-03	PI1.2	None
SI-11	TRAITEMENT DES ERREURS	(B) Personnel ou rôles = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X			X	X	X	X	X	X	X	X	AIS-03	PI1.1	None
SI-12	TRAITEMENT ET CONSERVATION DES SORTIES D'INFORMATION	Sans objet	X	X	X	X	X							X	X	DSI-04 GRM-02	PI1.4	None
SI-16	PROTECTION DE LA MÉMOIRE	(A) Mesures de sécurité = À définir dans le cadre du processus d'adaptation	X	X	X			X						X	X	CC5.1		None